

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique
Université Abderrahmane MIRA - Bejaia

Faculté des Lettres et des Langues
Département de Langue et Cultures Amazighes

Mémoire de Master en anthropologie
Option : Anthropologie du monde Amazighes

Thème

Le « Mouvement citoyen » 2001 à Akbou :
Modalités de structuration et profils d'acteurs

Réalisé par :
CHERFAOUI Slimane

Sous la direction de :
OULDFELLA Abdenour

Jurys:
Président : SAIDANI Massinissa
Rapporteur : OULDFELLA Abdenour
Examineur : ALLAM Essaid

Année universitaire
2017/2018

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique
Université Abderrahmane MIRA - Bejaia

Faculté des Lettres et des Langues
Département de Langue et Cultures Amazighes

Mémoire de Master en anthropologie
Option : Anthropologie du monde Amazighes

Thème

Le « Mouvement citoyen » 2001 à Akbou :
Modalités de structuration et profils d'acteurs

Réalisé par :
CHERFAOUI Slimane

Sous la direction de :
OULDFELLA Abdenour

Jurys:
Président : SAIDANI Massinissa
Rapporteur : OULDFELLA Abdenour
Examineur : ALLAM Essaid

Année universitaire
2017/2018

Remerciement

Ce mémoire a été achevé grâce à la contribution de plusieurs personnes que je tiens à remercier vivement

En particulier ; monsieur A.OULDFELLA

Dédicaces

Je tiens à rendre hommage avec ce modeste travail à la mémoire des victimes du printemps
noir 2001

Et le dédier à ma femme, ma famille, mes amis et tous mes enseignants

Sommaire

Sommaire

Introduction	01
Chapitre I Cadre méthodologique et théorique	03
I.1 construction du sujet	04
I.1.1 présentation du sujet.....	04
I.1.2 Les raisons du choix du thème	05
I.1.2.1 raisons objectives	05
I.1.2.2 raisons subjectives.....	05
I.1.3 Délimitation du terrain et des sources.....	06
I.1.4 Cadre conceptuel de la recherche.....	06
I.1.4.1 Mouvement social.....	06
I.1.4.2 Acteur.....	06
I.1.4.3 Engagement.....	07
I.1.4.4 Désengagement.....	08
I.1.4.5 Carrière militante	09
I.1.4.6 Trajectoire	10
I.1.4.7 Mobilisation	10
I.1.5 Problématique	11
I.1.6 Hypothèses.....	13
I.1.7 Techniques de recherche.....	14
I.1.8 Le déroulement de l'enquête de terrain.....	14
I.1.9 Analyse des documents.....	16
I.2 Cadre théorique de la recherche.....	16
I.2.1 Mobilisations des ressources.....	16
I.2.2 L'action collective.....	17
I.2.3 Cycle de mobilisation.....	18
Chapitre II chronologie des événements dans la localité d'Akbou	20
Introduction	21
II.1 La phase ascendante, de la mort de Guermah au 14juin.....	21
II.1.1 Le début de la contestation	21
II.1.2 Dans la région d'Akbou.....	23
II.2. La phase zénith	27

II.2.1 la marche du 14 juin	27
II.2.2 journées meurtrières à Akbou	29
II.3 La phase descendante	31
Conclusion.....	35
Chapitre III Structuration et fonctionnement des événements à Akbou.....	36
Introduction	37
III.1 Le début du mouvement :	38
III.2 Dans la Daïra d' Akbou.....	39
III.2.1 La commune de Chellata	39
III.2.2 La commune d'Ighram	40
III.2.3 La commune d'Akbou	41
III.3 Structuration et fonctionnements du mouvement de protestation à Akbou.....	42
III.3.1 Réunion d'urgence	42
III.3.2 Comité de suivi et de solidarité d' Akbou (CSSA)	43
III.3.3 Comité de Suivi de la Soummam	44
III.3.4 Coordination des Comités de Villages et de Quartiers de la Daïra d' Akbou (CCVQA).....	44
III.3.4.1 Le comité des révoltés	45
III.3.4.2 La cellule de crise.....	46
III.3.4.3 la mobilisation au niveau de la Soummam.....	47
III.3.5 La phase descendante du mouvement	47
III.4. L'usure et la division.....	48
Conclusion.....	49
Chapitre IV Profil d'acteur.....	34
Introduction	51
IV.1 Zahir BENKHELLAT	51
IV.1.1 ces débuts au lycée	51
IV.1.2 Son parcours à l'université.....	51
IV.1.3 Carrière partisane	52
IV.1.4 Militantisme au MCB.....	52
IV.1.5 Sa profession	53
IV.1.6 Fondation MATOUB Lounes.....	53
IV.1.7 Mouvement citoyen de 2001	53
IV.2 Sofiane ADJLANE.....	54
IV.2.1 Parcours militant	55
IV.2.2 Pendant les événements de 2001	55

IV.2.3 La fin du mouvement et la pensée autonomiste	56
IV.3 Hamid OUAZAR	57
IV.3.1 les débuts du militantisme	57
IV.3.2 Militant politique du FFS	57
IV.3.3 Profession	58
IV.3.4 les événements de 2001	58
IV.4 Tahar HAMADACHE	59
IV.4.1 Ces débuts aux militantismes	59
IV.4.2 Aux moments des conflits dans le MCB	60
IV.4.3 le mouvement citoyen de 2001	60
IV.4.4 la marche du 14 juin	61
IV.4.5 Le désengagement du militant	61
IV.5 Djamel ZENATI	62
IV.5.1 : débuts d'une carrière	62
IV.5.2 : Son histoire avec le FFS	62
IV.5.3 Sa position face aux événements de 2001	62
IV.5.4 La mise en écart des partis politiques	63
IV.5.5 Les résultats du mouvement	64
Conclusion	65
Conclusion générale	62
Bibliographie	64
La liste bibliographique	70
Dictionnaire	70
Articles	70
Références électronique	71
Annexes	72
Annexe n° 1 : entretien avec Said SALHI	73
Annexe n° 02 : comité des citoyens d'Akbou	84
Annexe n° 03 : comité de suivi et de solidarité	85
Annexe n° 04 : conseil des comités de suivis de la soummam	86
Annexe n° 05 : plateforme de revendications d'Elkseur	87
Annexe n° 06 : appel du 11 juin 2001	88
Annexe n° 07 : coordination des comités de la daïra d'Akbou	89
Annexe n° 08 : appel à la population	90
Annexe n° 09 : commission de préparation de la coordination	91

Annexe n° 10 : coordination des comités de quartiers et de villages de la daira d'Akbou	92
Annexe n° 11 : commémoration du 40 ^{ème} jour	93
Annexe n° 12 : comité de suivi et de solidarité d'Akbou	93

Introduction générale

Introduction générale

Un bref aperçu historique sur l'Algérie depuis 1962, nous porte beaucoup de questionnements sur diverses protestations d'ordre politique (1963), culturel (1980) et social (2001), des dates qui ont marqué la mémoire collective de la société algérienne d'aujourd'hui. Comme nous pouvons trouver plusieurs travaux sur les différents événements que nous venons de citer, à voir le livre de l'historien BENJAMIN Stora dont il traite le soulèvement de 1963¹, Salem CHAKER sur le printemps berbère 1980² et le livre de Youcef ALLIOUI qui porte sur les événements de 2001 en Kabylie³.

Tandis que les événements de 1963 et de 1980 ont été relativement éclaircis, que ça soit par les témoignages des acteurs qui ont mené les deux mouvements, que ça soit par les travaux réalisés sur ces thématiques, les articles et les thèses consacrés à l'étude du printemps de 2001, sont généralement des études qui traitent le mouvement protestataire d'une approche globalisante, sans se rendre compte des spécificités de chaque région.

Une thématique si intéressante, sera le projet de quelques intellectuels, à mentionner le livre en cours de rédaction de Kader SADJI, ainsi l'objet d'étude de quelques chercheurs, à citer la thèse de doctorat que prépare notre enseignant-chercheur, Abdenour OULDFELLA sur la structuration, le fonctionnement et le profil d'acteur, du mouvement contestataire de 2001 dans la commune d'IFERHOUNEN.

Ajoutant à cela, le domaine dans lequel nos études s'inscrivent, l'anthropologie sociale, qui accentue son objet de recherche sur les particularités et les spécificités des groupes restreints, plus l'absence des travaux qui ont traité le cas de la daïra d'Akbou, dans l'étude du mouvement social de 2001. Nous à orienter à déterminé le thème et le terrain de notre étude, qui s'intitule comme suite, - Le « mouvement citoyen » 2001 à Akbou : Modalités de structuration et profils d'acteurs-.

Pour la réalisation de ce modeste travail, nous avons fait recours aux méthodes et techniques qui vont nous servir d'outils pour accéder à notre terrain, en nous facilitant le recueil des données, nous avons donc opté pour la méthode qualitative en se basant sur les entretiens et l'analyse des documents, qui sont des techniques de base dans une recherche

¹Stora BENJAMIN, « Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance », T 1, 1962-1988, La Découverte, Paris 1994.

² Salem CHAKER, « Berbères aujourd'hui », Paris, 1989.

³Youcef ALLIOUI, « Les Archs, tribus berbères de Kabylie: histoire, résistance, culture et démocratie », L'Harmattan, Paris, 2006.

anthropologique. Cependant nous avons met à notre disposition les théories des mouvements sociaux les plus adéquates pour notre recherche, à mentionner la théorie des cycles de protestation, sur laquelle nous avons fondé la chronologie des événements, la mobilisation des ressources et l'action collectives qui se superpose de justesse sur notre thématique.

Nous avons ensuite essayé d'établir en ordre les faits qu'a vécus la daïra d'Akbou en cette période, puis expliquer dans le détail le plus possible les structures mises en place dans notre terrain d'étude, et clarifier parallèlement leurs mode de fonctionnement et leurs particularités, pour finir avec la présentation des différentes trajectoires des acteurs qui ont étaient délégués, leurs parcours militant et partisane et leurs positions au cours du mouvement.

Notre modeste travail, s'est focalisé dans sa globalité sur l'analyse des données différemment recueillis, pour élucider les profils hétérogènes des acteurs, leurs tendances politiques et leurs motivations, ainsi pour mettre en clair les structures élaboré dans la localité d'Akbou.

Chapitre I : Cadre méthodologique et théorique

I.1 construction du sujet

I.1.1 présentation du sujet

Notre travail focalise son objet de recherche sur le mouvement citoyen de 2001 en Kabylie, plus particulièrement dans la ville d'Akbou. Nous allons essayer de reconstituer la chronologie des événements selon les comptes rendus des articles de presse, l'analyse des documents collectés au cours de notre recherche et selon les animateurs de la contestation dans cette localité, ainsi nous allons orienter notre recherche vers le parcours militant de ces acteurs, leurs engagements et leurs profils.

Les événements de 2001 en Kabylie, n'ont pas été un fruit du hasard, c'était un processus et une dynamique de mobilisation identitaire qui a marqué plusieurs générations de la société algérienne. Dans la région d'Akbou, et comme presque toutes les régions de Kabylie, les citoyens n'ont pas trop tardés à manifester leurs colères, en s'auto-organisant pour exprimer leurs mécontentements vis-à-vis l'oppression du pouvoir centrale exercé sur les citoyens, néanmoins ceux de la Kabylie, après l'assassinat de GUERMAH Massinissa à Beni Douala, l'interpellation des jeunes lycéens à Amizour et les crimes commis par les forces de l'ordre contre les jeunes manifestants d'Ighzer Amokrane. Les citoyens commencèrent à s'organiser pour unifier leurs forces face à cette violation répétitive des droits humains, ce qui incite une partie des contestataires d'Akbou, à se réunir et former une structure pour faire face à cet état de crise.

La structuration et le fonctionnement des collectifs et organisations mises en place par les acteurs, sera le centre d'intérêt de notre recherche, en essayant d'expliquer le mode d'organisation adopté au cours de cette mobilisation citoyenne sans faire référence à la structure tribale Aarch, qui est le cas de certaines régions de Kabylie en cette période. La ville d'Akbou avec ses quartiers et les villages qui l'entourent, va connaître la création du CSSA, comité de suivi et de solidarité qui sera la première structure établit pour faire face à l'urgence et gérer la contestation. Ce comité qui va initier la coordination des quartiers et villages par la suite était la seule façon d'agir pour faire face aux dangers qui peut surgir dans des situations pareilles selon les animateurs du mouvement.

Un mouvement qui sera organisé et dirigé par des figures souvent présentes sur la scène politique, des élus (APC, APW, Députés) et des militants et ex-militants généralement issus des partis d'opposition (FFS, RCD). Des syndicalistes (SATEF), et des représentants associatifs (étoile culturelle d'Akbou, dialogues et actions) de la région, un groupe de militants de la société civile majoritairement formées aux rangs du Mouvement Culturel

Berbère (MCB). Ce groupe sera aussi l'objet de notre étude, nous allons le présenter en analysant la trajectoire et la carrière militante de ces acteurs, le processus dans lequel se sont engagés et leurs impacts sur le déroulement de la contestation à Akbou, ce qui sera clarifié explicitement dans les chapitres qui suivent ;

I.1.2 Les raisons du choix du thème

I.1.2.1 raisons objectives

Le choix pour lequel nous avons opté, d'étudier le mouvement citoyen de 2001 dans la localité d'Akbou n'est pas fortuit. L'intérêt que porte notre spécialité aux mouvements sociaux, est l'une des premières raisons, pour la qualité des cours que nous avons suivi durant notre formation, puis l'absence des travaux académique qui portent sur cette thématique, plus précisément sur la région d'Akbou.

Enfin, pour la disponibilité de la documentation qui traite du mouvement de 2001, ainsi l'accessibilité au terrain d'étude, où nous avons tissé des liens avec les acteurs qui ont mené la contestation dans la région d'Akbou, ce qui nous a permis de concrétiser notre enquête de terrain, qui est la démarche primordiale pour notre travail de recherche.

I.1.2.2 raisons subjectives

L'attachement et la sensibilité que nous portons au combat identitaire, est l'une des premières raisons qui nous ont motivé à faire ce choix. En effet, c'est le marasme de l'assassinat des cinq victimes à Akbou, qui nous ont fait qu'exprimer leurs refus de l'asservissement imposé par l'état, et les blessés qui souffrent à nos jours des handicaps que le mouvement leurs a causé. Ainsi le malaise qu'a laissé ce drame dans nos esprits, parce que nous l'avons vécu de près, qui nous emmène à être déterminé de travailler sur ce thème.

De même que la curiosité de mieux comprendre, et expliquer en profitant de l'occasion qui nous été offerte, les faits de la contestation, une contestation qui s'inscrit pleinement dans l'histoire de l'Algérie contemporaine, pour la tragédie des événements vécu en cette époque, et pour l'acquis qu'elle a suscité, l'institutionnalisation de tamazight comme langue nationale, qui est aujourd'hui l'une des pertinentes phases de l'histoire du combat identitaire Amazigh. Autant pour mieux éclairer les différentes trajectoires des délégués de la région d'Akbou.

I.1.3 Délimitation du terrain et des sources

Nous avons réalisé une partie considérable de notre travail de recherche dans la ville d'Akbou, puisqu'elle était le milieu le plus adéquat pour exercer notre enquête de terrain, ou nous avons accomplis la plupart de nos entretiens, et recueillis les documents (communiqués, déclarations, appels...) qui nous ont beaucoup servis dans notre analyse.

Cependant, nous avons reçu une partie des documents de la part de notre enseignant-encadreur, et interviewé l'un des acteurs à l'université de Bejaia, comme nous avons rencontrés les journalistes qui nous ont octroyé les articles des journaux (le Matin, liberté, la dépêche de Kabylie) à la ville de Bejaia.

I.1.4 Cadre conceptuel de la recherche

Parmi les éléments fondamentaux d'une recherche scientifique, les concepts clés, qui sont d'une utilité avérée. Ils servent de guide qui éclaire notre recherche, du fait que ces mots précisent le contexte dont l'étude s'est inscrite, de même, leurs adéquations sur la thématique traitée, ce qui atteste sur la pertinence du travail.

Pour cela, et après une investigation sur les définitions des notions que nous considérant comme des notions de base dans la conjoncture de notre étude, nous allons essayer de définir et d'expliquer les concepts qui nous semblent le fil conducteur de notre recherche, qui sont comme suite :

I.1.4.1 Mouvement social

Selon Alain Touraine, un mouvement social désigne toute action collective visant à changer les comportements et/ou les institutions en un sens favorable à un groupe actif et organisé. On parlera donc de mouvements sociaux pour qualifier toute action collective revendicative visant à transformer l'ordre social existant. Le mouvement social ne se limite pas au monde du travail, surtout à notre époque.

I.1.4.2 Acteur

Notre recherche porte sur le « mouvement citoyen » de 2001 en Kabylie, ou nous allons consacrer une partie de notre travail sur le profil des acteurs qui ont mené la contestation, ce qui nous rend l'explication du concept d'acteur, une étape primordiale pour la pertinence de notre étude.

Débutant par l'explication donnée par le sociologue F.LEBARON au concept acteur qui est comme suite ; *« Pour désigner le sujet de l'action, les sociologues utilisent les concepts d'acteur, de sujet ou d'agent. Le choix de l'un de ces mots dépend essentiellement du degré d'autonomie accordé à l'action individuelle. L'acteur comme le sujet impliquent plus d'autonomie que l'agent. Diverses controverses théoriques en sociologie portent sur la place de l'acteur ou du sujet dans l'interprétation des processus sociaux. Par opposition au structuralisme, au marxisme ou encore à la psychanalyse, certains auteurs ont souhaité réévaluer l'importance des choix conscients de l'acteur »*⁴.

Cependant, selon Madeline GRAWITZ, le concept « Acteur » est défini comme suite ; *« celui qui agit. En dehors du sens usuel, l'artiste jouant un rôle, ce peut être un individu, un groupe ou même une institution auxquels un rôle est assignée »*⁵

Selon le dictionnaire de sociologie, L'acteur, c'est l'individu qui participe activement dans un mouvement, qui joue un rôle effectif dans un événement, c'est la personne qui agit selon ses propres intentions, le fait que la personne joue un rôle dans un mouvement ou une contestation, selon sa volonté et celle des individus représenté fait de lui un acteur⁶.

Dans notre étude, nous allons se focaliser sur le profil des acteurs dans notre dernier chapitre, ce qui nous met dans l'obligation scientifique de définir le concept pour mieux éclaircir notre recherche sur les acteurs du mouvement.

I.1.4.3 Engagement

Selon le sociologue de l'école de Chicago, Howard Becker, dans son ouvrage intitulé *« notes on the concept of commitment »*, « notes sur le concept d'engagement » dans lequel il traduit le concept engagement par « commitment » en Anglais, l'auteur l'explique comme suit ; *« l'un des mécanismes générateurs de comportements humains cohérents. On parle d'engagement lorsqu'un individu, en prenant un pari subsidiaire, associe à une ligne d'action cohérente des intérêts étrangers à celle-ci. Les paris subsidiaires sont souvent la conséquence de la participation d'un individu à des organisations sociales »*⁷.

Dans notre étude, comme c'est une enquête sur le mouvement social dont nous allons prendre en considération le profil d'acteur, nous ne pouvons faire une telle analyse sans faire recours à la définition du concept « engagement », qui est l'un des concepts clés de

⁴Frédéric LEBARON, La sociologie de A à Z, paris, édition Dunod, 2009. p04.

⁵ Madeleine GRAWITZ, « Méthodes Des Sciences Sociales », Ed. DALLOZ, Paris, 2000. p. 348.

⁶ Dictionnaire de sociologie, le robert, seuil, paris 1999, p3.

⁷ <https://journals.openedition.org/traces/257>

l'anthropologie des mouvements sociaux. Pour pouvoir étudier à bien le profil des acteurs qui ont mené la contestation de 2001 dans la localité d'Akbou.

I.1.4.4 Désengagement

Le désengagement, dans le sens littéraire, c'est l'action d'arrêter un processus d'engagement. Mais Dans le sens sociologique du terme, ou il est expliqué dans le dictionnaire des mouvements sociaux comme suite ; « *Désengagement : L'un des traits permanents des organisations politiques, qu'elles soient partisans, syndicales ou associatives, est le turn over et par conséquent la défection. Pourtant, la littérature sur le militantisme politique s'est essentiellement intéressée au recrutement et demeure peu prolix sur le maintien des engagements et, partant, la défection (Filleule, 2005). À cela, quatre raisons au moins. Primo, le militantisme a été moins étudié pour lui-même qu'à travers l'analyse des organisations qui l'encadrent, ce qui conduit naturellement à des raisonnements en termes de stock plutôt qu'en termes de flux. Secundo, les approches microsociologiques du comportement, hormis dans leur version économiciste de la rational choice theory, ont longtemps été écartées au nom de la lutte contre le paradigme du comportement collectif. Tertio, la rareté des sources utiles à l'analyse des flux militants. Par définition, les « ex » ne sont plus là au moment de l'enquête et bien souvent, les organisations ne conservent pas ou ne mettent pas facilement à disposition des fichiers d'adhérents qui permettraient de retrouver les désengagés. Quarto, la difficulté à passer d'approches photographiques à une perspective processuelle, laquelle, dans le cas d'espèce, s'appuie sur la mise en œuvre d'enquêtes longitudinales qu'elle soit prospectives ou rétrospectives* »⁸.

C'est donc la libération d'un ou plusieurs acteurs engagés dans un mouvement associative, politique, partisane ou syndicale de leurs engagements, c'est l'un des aspects permanents des organisations citoyennes. Le désengagement provoque des troubles aux seins du groupe, des conflits qui peuvent parvenir même à la destruction de l'organisme parfois.

Nous avons rencontré ce fait dans plusieurs dimensions dans notre recherche, le mouvement que nous traitons dans notre étude a provoqué plusieurs désengagement, que sa soit dans les partis politiques, des syndicats et des associations. Et aussi quelques acteurs protestataires qui se sont désengagés du mouvement citoyen de 2001, sur lesquels nous avons essayé d'apporter des interprétations dans notre travail.

⁸Olivier FILLIEULE, Lilian MATHIEU et Cécile PECHU, Dictionnaire des mouvements sociaux, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p180.

I.1.4.5 Carrière militante

Le concept est composé de deux mots ;

La notion « carrière » est mise en œuvre en 1958 par (Everett Hughes), un sociologue américain, dans son ouvrage (*Men and their work*), où il le renvoie en deux dimensions, une dimension objective « une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures⁹ ». Et une autre subjective, celle qu'il explique comme suite « une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive¹⁰ ».

Le mot « militant » concernait les personnes qui se battaient, les armes à la main, pour défendre ou imposer leurs idées et convictions propres ou celles de leur école de pensée, héritier d'un vocabulaire religieux « assemblée militante » du Christ, le terme s'est progressivement laïcisé et est devenu commun pour désigner enfin celui ou celle qui participe de manière active à un mouvement, une organisation, un syndicat¹¹.

Carrière militante, c'est l'enfermement des différentes étapes de l'engagement politique, elle permet de saisir en quoi les comportements militants portent le déterminisme des agissements antérieurs « *et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie* » (Olivier Filleule). L'usage récent du terme de carrière dans la science politique, concernant l'analyse des trajectoires biographiques de militants, reprend l'approche de la description de séquences consécutives révélant les ajustements, désajustements et bifurcations des agents sociaux dans leur rapport à l'engagement.

Cependant, la démarche envisage, les configurations successives de la carrière non plus seulement en termes d'interactions, mais également au regard de l'histoire sociale des militants, de leurs dispositions, de la genèse des structures et des groupes sociaux qu'ils traversent, de conjonctures singulières qui pèsent sur l'évolution des représentations, des pratiques et des positions des agents sociaux. Aussi, reconstituer les étapes de la carrière

⁹ Olivier FILLIEULE, Lilian MATHIEU et Cécile PECHU, Dictionnaire des mouvements sociaux, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p85.

¹⁰ Ibidem

¹¹ Le maitron, dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement sociaux. Disponible sur <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr> [consulte le 5 mai 2018]

militante suppose – par l'étude des conditions de possibilité sociales et historiques de l'engagement, du désengagement et de leurs formes différenciées¹².

Nous avons essayé de définir le concept de carrière militante, pour l'intérêt que porte notre recherche sur cette notion, du fait qu'une partie de notre travail s'intéresse aux profils des acteurs qui ont animés la contestation de 2001 dans la daïra d'Akbou, ce qui nous a incité à l'expliquer pour mieux mener notre recherche.

I.1.4.6 Trajectoire

« Une trajectoire est un déplacement dans l'espace social, entre une position d'origine et une position d'arrivée. La notion de trajectoire permet de décrire une biographie individuelle sans laisser de côté les structures ou les espaces sociaux au sein desquelles elle se déploie. On distingue des trajectoires ascendantes ou descendantes, linéaires ou chaotiques, etc. Toute trajectoire est associée à une expérience sociale particulière, inscrite, de façon variable, dans la mémoire des individus. La trajectoire est ainsi un élément structurant des pratiques, des représentations, du rapport à l'avenir et au passé, etc»¹³

La trajectoire des différents délégués du mouvement que nous avons traité, nous a incités à définir le concept, pour mieux comprendre le profil des acteurs, ce qui avait une influence majeure sur les événements qui ont marqué la contestation.

I.1.4.7 Mobilisation

C'est une stratégie de rassemblement des énergies de chaque individu pour le bien de tous.

Les théoriciens de la mobilisation des ressources, expliquent ce concept par le regroupement d'individus et l'activation de ressources particulières dans le cadre d'une action collective. C'est plutôt le processus du recrutement des individus pour rassembler un groupe qui défend les mêmes intérêts lors d'un conflit¹⁴.

Dans le même contexte que la définition que nous venons d'exposer, la mobilisation des individus s'est faite spontanément dans la région d'Akbou, au moment des émeutes de 2001, une majorité de la population s'est unifiée, pour se mobiliser contre le système oppressif du pouvoir centrale.

¹² <https://www.universalis.fr/encyclopedie/carriere-sociologie/3-carriere-militante/>

¹³ Frédéric LEBARON, op.cit, p113.

¹⁴ ibid, p 80.

I.1.5 Problématique

Après l'indépendance de l'Algérie, en 1962, des mouvements d'opposition au pouvoir en place se sont succédés. Plusieurs contestations contre le régime politique ont eu lieu, des protestations sociales, culturelles et identitaires. Les plus marquantes, débute de 1963 avec le soulèvement mené par Houcine Ait Ahmed et le colonel Mohand Oulhadj contre les détenteurs du pouvoir, suivis par différents mouvements contestataires, parmi lesquels nous pouvons citer, le mouvement contestataire des étudiants de l'université de Tizi-Ouzou, en 1980, les émeutes de Constantine, en 1986, la mobilisation d'octobre 1988 à Alger. Et le plus récent, le mouvement citoyen de 2001 en Kabylie. Une protestation multidimensionnelle, qui a causé 128 morts, et des centaines de blessés, sans parler des traumatismes que le mouvement a instauré dans la mémoire collective des citoyens de la Kabylie. C'est l'un des mouvements qui ont marqué l'histoire sociopolitique de l'Algérie contemporaine.

Nous nous intéresserons dans notre travail à ce « mouvement citoyen » de 2001 en Kabylie. Nous allons essayer de reconstituer la chronologie de ces événements, comprendre la manière dont les citoyens se sont mobilisés, et définir le profil des acteurs qui se sont engagés dans la protestation. Comme nous ne disposons pas des moyens nécessaires, ni du temps suffisant pour faire une si complexe enquête sur tout le territoire de la Kabylie, nous avons délimité notre terrain dans une seule région, une localité précise qui est la daïra d'Akbou.

Pour mieux explorer notre terrain, nous avons consulté quelques travaux socio-anthropologiques qui ont traité la thématique des événements de 2001 en Kabylie, notamment l'article de Mohamed Brahim SALHI¹⁵ (2002), dont l'auteur fait une approche comparative entre la contestation du printemps 1980 à Tizi-Ouzou et celle de 2001, en explicitant dans sa recherche le profil des acteurs, les modes d'actions et le contexte politique dont la contestation s'est déroulé. Nous avons consulté l'article d'Alain MAHE¹⁶ (2004), où il s'est intéressé aux rôles des assemblées villageoises dans le mouvement social de 2001, qu'il considère comme un mouvement moderne, en ajoutant qu'il est utopique pour la Kabylie de 2001 de faire émerger la tribu¹⁷ comme une structure politique, vue la destruction qu'elle a subie depuis 1871 par le pouvoir colonial. Enfin, Camille LACOSTE-DUJARDIN¹⁸ (2002)

¹⁵ Mohamed Brahim SALHI. « Le local en contestation : citoyenneté en construction. Le cas de la Kabylie ». *Insaniyat* n°16 janvier - avril 2002.

¹⁶ Alain MAHE. « La révolte des anciens et des modernes ou de la tribu à la commune dans la Kabylie contemporaine ». Paru dans *tribus et état dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, pp. 201-235. 2004.

¹⁷ Tribu : structure traditionnelle en Kabylie. C'est l'organisation sociopolitique qui rassemble plusieurs villages.

¹⁸ Camille LACOSTE-DUJARDIN. « Grande Kabylie : du danger des traditions montagnardes », *Hérodote* 2002/4 (n°107), p. 119-146.

qui procède à l'analyse de l'organisation du mouvement de 2001, en s'interrogeant sur la réanimation de l'instance traditionnelle « *laarch* », et le recours aux traditions montagnardes qui constituent un danger et un obstacle pour les contestataires, une action qu'elle considère parmi les raisons de l'échec du mouvement. En demeurant des travaux précédemment cités, nous avons aussi parcouru l'article de Karima DIRECHE-SLIMANI (2006), et la thèse de Nassim AMROUCHE (2013), des travaux qui nous ont été d'un grand apport dans le cadre de notre travail.

Notre recherche qui s'inscrit dans la sociologie de l'action collective, constitue une étude sur le déroulement du mouvement de protestation 2001, au cœur de la vallée de la Soummam, la daïra d'Akbou, qui est une région de Kabylie qui se situe sur la chaîne de la montagne de Djurdjura, elle est à 70km du chef-lieu de la wilaya de Bejaia, et à près de 200km à l'est de la capitale. La ville d'Akbou est limitée au nord par la commune de Chellata qui est à la frontière de la wilaya de Tizi-Ouzou, au sud par les communes d'Ait Rzine et d'Amalou, à l'est la commune d'Ouzellaguen, et les communes d'Ighrem et Tazmalt à l'ouest. Plus de son emplacement géographique, elle est le deuxième pôle économique et urbain de la wilaya de Bejaia, ce qui l'a mis véritablement au théâtre des événements de 2001.

la deuxième plus grande ville de la wilaya de Bejaia, a donc vécu le printemps 2001 sous une forte tension, dû non seulement à sa position géographique, et son poids économique, mais aussi pour l'attachement des jeunes de la région à leur identité et à leur culture ancestrale. Vue la conscience collective qui a propagé grâce aux valeurs maintenues en Kabylie, et à l'essor du mouvement associatif qui a émergé dès les années 1980, notamment l'association étoile culturelle d'Akbou (1976), et aussi dans les villages périphériques de la ville, à l'image de l'association culturelle Tanekra¹⁹, créée en 1992 au village M'liha, commune Chellata, et d'autres associations qui ont été initiées par des militants des différents mouvements politiques et culturelles. En plus du tissu associatif, les assemblées villageoises, qui sont aussi des animateurs influents dans les mouvements à la localité d'Akbou, à mentionner la « coordination des notables des villages de la commune d'Ighram », créée le 26 janvier 2001 par les comités de villages de la commune d'Ighram.

A travers les témoignages des délégués et acteurs du mouvement, et avec l'analyse des documents produits par les contestataires et les comptes rendus de la presse, nous allons procéder à la reconstitution des événements de 2001 dans la daïra d'Akbou, les structures mises en place et leur mode d'organisations. Nous nous intéresserons aux différents profils

¹⁹ Association culturelle Tanekra, une association culturelle du village M'liha, commune Chellata, qui a assuré les cours de la langue berbère dans la fin des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990.

d'acteurs pour la compréhension de leurs engagements, et pour l'éclaircissement de l'impact de leur activisme sur la trame du mouvement contestataire à Akbou.

Nous ne pouvons passer, dans le cadre de notre travail, sans élucider certaines questions qui nous semblent très pertinentes, à savoir :

1- quels sont les événements contestataires majeurs vécus à Akbou ? En d'autres termes, quels sont les modes d'actions au cours de la contestation ?

2- quels liens ont entretenus les protestataires avec les structures politiques dites traditionnelles, telle que la tribu ? Se sont-ils organisés en référence aux structures modernes telles que la commune ou la daïra ?

3- quelles sont les motifs de l'engagement et du désengagement des acteurs dans le mouvement protestataire ? Et quelle a été leur impact sur les protestataires ?

Pour mener à bien notre enquête, nous allons mettre en œuvre les méthodes et techniques qui nous semblent appropriées. Nous allons donc opter pour les entretiens, l'analyse des documents (PV, déclarations, rapports...) produits par les acteurs, et l'étude des articles de presse. C'est l'approche avec laquelle nous allons essayer d'expliquer l'organisation des structures et leurs fonctionnements, comprendre les conditions dont lesquelles les acteurs ont été désignés et ce qui les a motivé à s'engager.

I.1.6 Hypothèses

Les hypothèses que nous avons élaborées dans notre étude se basent essentiellement sur les questionnements posés dans notre problématique, qui sont principalement quatre ;

-les événements contestataires à Akbou sont structurés en référence à un cycle de protestation en trois étapes ;

- l'étape ascendante, depuis avril jusqu'au 14 juin

- l'étape zénith, du 14 juin jusqu'au mois d'août

- l'étape descendante, du mois de septembre jusqu'en 2005

- les événements les plus marquants dans la région étudiée, sont principalement deux, la marche historique du 14 juin à Alger dans laquelle les citoyens d'Akbou ont massivement participé, et les deux dates 18 et 19 juin, les deux jours où les cinq victimes ont été assassinées.

-la structure mise en place dans la localité d'Akbou, s'est référée aux entités modernes, avec le mode urbain dans lequel vit ce groupe de citoyens.

-le profil des acteurs, dispose d'un savoir intellectuel considérable, parce que la plus part d'entre eux se sont formés dans des partis politiques, des syndicats et surtout au MCB.

I.1.7 Techniques de recherche

Dans notre recherche, nous avons essayé de mettre en œuvre les méthodes et techniques qui nous semblent adéquate avec notre thème, et qui vont nous servir de support pour la collecte des données qui nous permettent la réalisation d'un pertinent travail scientifique.

L'enquête de terrain : est l'une des méthodes les plus fréquentes dans le domaine de l'anthropologie, c'est le moyen qui nous permet d'affronter notre terrain, pour avoir une connaissance approfondie du phénomène étudié, récolter les données nécessaires, que sa soit les articles de presse, les archives et les documents, qui nous ont été d'une grande utilité pour la reconstitution de la chronologie des événements dans la daïra d'Akbou.

L'entretien ; qui est l'une des techniques les plus utilisés dans l'anthropologie, c'est une démarche scientifique qui nous permet d'acquérir un corpus satisfaisant, et c'est la meilleure technique pour atteindre notre objectif de collecter le plus de données possible, qui va nous servir à bien approfondir dans la trajectoire des acteurs, leurs activisme et leurs action durant le mouvement de 2001 qui est notre objet d'étude.

Comme le définit Alain Blanchet ; « *Nous définissons empiriquement l'entretien de recherche comme un entretien entre deux personnes, un interviewer et un interviewé conduit et enregistré par l'interviewer, ce dernier ayant pour objectif de favoriser la production d'un discours linéaire de l'interviewé sur un thème défini dans le cadre d'une recherche. L'entretien de recherche est donc utilisé pour étudier les faits dont la parole est le vecteur*²⁰ »

Les entretiens que nous avons réalisés se sont généralement accentués sur le profil des acteurs interviewés, avant, pendant et après la contestation de 2001, ce qui nous a permis de bien organiser notre guide d'entretien qui s'inscrit dans la démarche de l'entretien semi directif, dans lequel nous avons essayé de cerner notre thématique, et préciser l'axe de notre recherche puis laissé la personne interviewée s'exprimer plus librement afin de nous préciser et expliquer les motifs de leur engagement et les actions exercées dans le mouvement.

I.1.8 Le déroulement de l'enquête de terrain

Nous avons réalisé la majorité de nos entretiens dans la localité d'Akbou, où nous avons pu nous entretenir avec cinq des acteurs du mouvement de 2001, qui ont marqué leurs présences dans la région pendant les événements. Ils étaient disponibles et ils n'ont pas hésité à dialoguer avec nous sur la thématique que la majorité d'entre eux voyait pertinente et

²⁰ Alain BLANCHET, William LABOV et David FANSCHÉL. Les techniques d'enquêtes en sciences sociales. Paris, Ed Dunod, 1987, p.85.

intéressante. Les acteurs que nous avons rencontré à Akbou sont comme suite; Said SALHI, Hamid OUAZAR, Malek HAMIDOUCHE, Sofiane ADJLANE et Zahir BENKHELLAT. Comme nous avons eu l'occasion de rencontrer Tahar HAMADACHE à l'université, plus précisément au campus Aboudaou, et dernièrement avec Djamel ZENATI, puis Salma BOUKIR via les réseaux sociaux.

Ce qui nous a beaucoup plus aider, c'est que tous les entretiens réalisés ont été fait avec la langue française, ce qui m'a éviter le travail de traduction, malgré l'utilisation de quelques expression en Kabyle, ce qui était très rare et d'une moindre influence.

L'encadreur avec qui nous avons l'honneur de travailler, Abdenour OULDFELLA, nous a beaucoup aidé, en nous donnant quelques conseils qui nous ont été d'une grande utilité dans la réalisation de nos entretiens, de même, l'apport que Said SALHI nous à prêter en nous donnant quelques noms qui nous ont été d'une grande utilité dans notre recherches, sans oublier la prise de contact que Boualam BACHA, nous a organisé avec quelques-uns des acteurs avec qui nous avons pu s'entretenir.

Nous avons rencontré le premier acteur le 15 avril 2018, c'était S.SALHI, qui était un ex-militant du MCB, commission nationale comme il le souligne, dans l'entretien que nous avons réalisé avec lui dans une cafétéria, nous avons discuté sur plusieurs ongles politiques, sociales et culturelles avant de se focaliser sur le thème de notre étude, ce que nous allons détailler dans le chapitre spécifié aux profils d'acteurs.

Notre deuxième entretien s'est effectué dans un bureau que Mohand-Akli GRABA, directeur de l'école du jeune citoyen, situé dans la maison des jeunes de la ville d'Akbou nous à confier, l'entretien s'est bien déroulé le 20 avril 2018, avec un chevronné de la question politique en Algérie, H.OUAZAR, qui était un député du parti d'opposition FFS dans la période 1997-2002.

Nous avons réalisé notre troisième entretien à l'université de Bejaia, plus précisément dans le campus Aboudaou le 23 avril 2018, avec Tahar HAMADACHE, un syndicaliste du SATEF²¹, à Akbou en 2001.

Le quatrième entretien à eu lieu avec S.ADJLANE le 12 mai 2018, dans son lieu de travail, dans un chantier à la ville d'Akbou, actuellement entrepreneur, il été le porte-parole de la région d'Akbou dans les réunions intercommunale maintenu à Bejaia en 2001, comme il dispose d'un parcours militant dans l'association Mohamed HAROUN.

²¹ SATEF : Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Education et de la Formation.

Le cinquième entretien s'est réalisé avec Z.BENKHELLAT le 25 mai 2018, ex-militant RCD, enseignant de Tamazight au lycée 20 aout 1956 à Ighzer Amokrane, délégué et acteur actif dans le mouvement de 2001 à Akbou. Un entretien maintenu dans un bureau dans la maison des jeunes d'Akbou.

Le sixième et dernier entretien réalisé d'un contact direct, était avec Malek HAMIDOUCHE, dans une voiture a côté de sa maison, au village IghilNacer le 29 mai 2018, situé à la commune d'Ighram, HAMIDOUCHE était un militant RCD, et il l'est jusqu'à nos jours, il est le porte-parole de la coordination des notables de la commune d'ighram.

Le dernier entretien s'est tenu avec Djamel ZENATI, l'un des 24 détenus du printemps 1980, ex-militant FFS, député du parti entre 1997-2002.

Puis le dernier que nous avons effectué via internet avec Salma BOUKIR, qui été syndicaliste au SATEF, et ex-militante FFS, et monsieur Malgré les difficultés rencontrées pendant la réalisation des entretiens que nous venons de citer, nous avons pu avec l'aide de plusieurs personnes, dès que nous avons reçu de la part du cercle d'amis dont nous disposant, et les moyens que les proches de la famille nous ont consacré.

I.1.9 Analyse des documents

Pour la réalisation de ce modeste travail, nous avons aussi fait recours aux documents et aux articles de presse, que nous avons récoltés chez les acteurs interviewés d'une part, et d'une autre, chez notre enseignant-encadreur, A.OULDFELLA et auprès des informateurs que nous avons trouvé, si nous citons, Youcef OUYOUGUET, journaliste au quotidien Liberté et doctorant à l'EHESS de paris qui travaille sur la relation du mouvement 2001 avec les médias, Kader SADJI, ex-journaliste du quotidien Le Matin.

Les documents produits par la presse et ceux produits par le mouvement, que nous avons recueillis, les procès-verbaux des réunions, les appels, les déclarations, les communiqués et les articles de presse nous ont été d'une importante utilité pour la reconstitution de la chronologie des événements dans la région d'Akbou.

I.2 Cadre théorique de la recherche

I.2.1 Mobilisations des ressources

L'une des théories sur lesquels notre recherche se base, c'est la théorie des mobilisations des ressources, qui est le rassemblement d'un groupe d'individus pour organiser une action d'intérêt commun, une théorie que nous ne pouvons ignorer pour expliquer la

manière dont les citoyens de la ville d'Akbou se sont mobilisé pour affronter un événement pareil.

Pour cela nous allons essayer d'expliquer théorie d'Anthony OBERSHALL, qui porte sur les mobilisations qui selon lui ; se distinguent entre la densité horizontale, qui porte sur les liens internes au groupe, la loyauté, la confiance mutuelle entre les membres du groupe mobilisé, qui est un facteur important. Et la densité verticale qui à rapport aux élites et au pouvoir, parce que plus que la communauté et segmenté par rapport aux élites du pouvoir, plus l'action de mobilisation est probable, les relations maintenues entre les individus, et entre ces derniers (les groupes sociaux) et le pouvoir en place.

A.OBERSHALL dans sa fameuse étude, avait distingué entre six catégories des mobilisations, qu'il à classer selon un ordre alphabétique de A jusqu'à F. Dans le cas que nous allons traiter, la mobilisation est situé dans la catégorie D, qui est expliqué comme un mouvement communautaire, d'une mobilisation rapide et énergique, qui fait ressentir au groupe qu'il est menacé.

Dans le manuel de la sociologie de Charles Tilly, ajoute que « *La contestation s'explique par la conjugaison d'intérêts, d'une occasion, d'une organisation et d'une action. Elle est donc construite socialement et historiquement. Les formes d'organisation, les pratiques de l'action collective s'enracinent dans les pratiques et l'organisation de la vie quotidienne* »²².

Ce qui nous oriente à prendre cette théorie comme référence dans notre présente étude, c'est bien l'importance des mobilisations qui se sont organisé instantanément dans notre terrain d'étude, et les autres structures qui sont mises en place pour remplacer les structures politique qui sont sensé être les portes paroles de la société civile de la Kabylie, des partis qui ont été marginalisé par les citoyens. Ce qui les oblige à créer de nouvelles structures d'organisation qui différent d'une région à l'autre.

I.2.2 L'action collective

L'action collective, est une action commune et concertée de plusieurs individus pour atteindre un objectif commun. Selon le sociologue français, Daniel CEFAL, dans son article Pourquoi se mobilise-t-on ?, « *l'action collective est « une action concertée » qui « implique une intention consciente » ; elle existe dans un contexte temporel et spatial, elle est ordonnée*

²²Thomas GAY, L'indispensable de la sociologie, Studyrama, 2006, p 148

en forme organisationnelle et présente des visées multiples au sein desquelles le droit joue un rôle fondamental »²³.

Selon le sociologue Bertrand OBERSON²⁴, « *l'action collective est un agir ensemble intentionnel de protestation et de contestation visant à imposer des changements variables dans la structure sociale et politique à travers une stratégie de confrontation politique qui repose le plus souvent sur le recours à un répertoire de moyens d'action non-institutionnalisés* »

Le mouvement citoyen de 2001 en Kabylie, était un mouvement sans précédent, car c'était une contestation qui a émergé si vite, et organisé par des structures éphémères sans préalable, elle a connu une participation massive des individus qui n'avaient aucun intérêt personnel, mais à part le lien identitaire, et la soumission imposé par le pouvoir en place qui les réunissent.

I.2.3 Cycle de mobilisation

Le concept est apparu dans les années 1960-1970, en Italie, c'était une proposition du professeur des sciences sociales Sydney TARROW, dans une étude porté sur les mouvements sociaux.

La théorie du cycle de ressources, essaye d'expliquer les différentes phases que chaque protestation doit parcourir, ce qu'explique le fondateur de la théorie comme suite ; « *une vague croissante puis décroissante d'actions collectives étroitement liées et de réactions à celles-ci* »²⁵.

Le cycle de la mobilisation contient trois phases différentes ;

La phase ascendante : qui est la première, caractérisé par l'intensification du conflit, sa diffusion géographique et sociale, l'apparition d'actions spontanées, de nouvelles organisations, l'émergence de nouveaux symboles, de nouvelles interprétations du monde et d'idéologies et l'extension du répertoire d'action, ce qui mène les protestataires à se révolter en étant prêts à tous faire, le moment de folie.

La phase zénith : qui est la seconde, marqué par la radicalisation des actions produites par les protestataires, c'est le sommet de la protestation, l'apogée des actions et des événements.

²³Daniel CEFAL, Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective, Lectures [En ligne], Les comptes rendus, 2007, disponible sur URL : <http://journals.openedition.org/lectures/472>, [consulté le 11 juin 2018].

²⁴Bertrand OBERSON Doctorant en Action sociale et politiques sociales, enseignant/chercheur à l'université de Fribourg (Suisse), 2018.

²⁵Olivier FILLIEULE, Lilian MATHIEU et Cécile PECHU, op.cit, p

La phase descendante : qui est la dernière, celle-là se définit en quatre étapes, qui débutent par la création de nouvelles organisations, la routinisation de l'action collective, la satisfaction de quelques demandes et le début des désengagements, ce qui conduit généralement à la destruction du mouvement.

L'essai que nous venons d'exposer, en expliquant la théorie « cycle de mobilisation », est l'une des théories fondamentales dans l'étude des mouvements sociaux, pour cette raison, nous devons d'abord se disposer d'une telle théorie pour pouvoir analyser la chronologie des événements de 2001 dans la localité d'Akbou, pour comprendre les structures mises en place et aussi pour pouvoir éclaircir le profil des acteurs selon la temporalité de leurs actions.

Chapitre II : chronologie des événements dans la localité d'Akbou

Introduction

Après avoir présenté le terrain de notre étude dans le chapitre précédent, nous allons essayer de reconstituer les événements qui ont marqué la région d'Akbou durant le mouvement citoyen de 2001 en Kabylie. Dans le présent chapitre, nous allons rétablir d'une manière chronologique la succession des faits que les citoyens de la daïra d'Akbou ont vécu pendant la contestation qui a traumatisé toute la Kabylie.

Pour réussir cette tâche dans notre travail, nous allons répartir la chronologie en trois sections, selon la théorie des cycles de protestation, que nous avons utilisée comme support dans notre analyse, pour établir un ordre méthodologique cohérent, ainsi pour mieux éclaircir les spécificités de notre terrain.

Dans la première section, nous allons essayer de reconstituer les actions et réactions du mouvement, du début des émeutes, juste après la mort de Guermah, jusqu'à la marche historique du 14 juin à Alger, la phase ascendante selon la théorie des cycles de protestation.

La deuxième section, la phase zénith, considéré l'apogée de la protestation, dont nous allons étudier la chronologie des actions qui ont été mené dans la marche du 14 juin, et accentuer notre analyse sur les deux dates 18 et 19 juin 2001, qui ont marqué la mémoire collective des citoyens d'Akbou, après la tragique mort des cinq victimes qui ont été abattu par les forces de l'ordre.

Puis la phase descendante, la troisième et dernière section, dans laquelle nous allons exposer la suite des événements jusqu'aux élections locales du 10 octobre 2002 en Algérie,

II.1 La phase ascendante, de la mort de GUERMAH au 14juin**II.1.1 Le début de la contestation**

A Béni Douala, région montagnarde aux périphéries de Tizi-Ouzou, un jeune lycéen de vingt ans, GUERMAH Massinissa, se fait donné la mort par un agent de la gendarmerie nationale, dans la brigade de Béni Douala, pré de son domicile familiale. C'était un mercredi 18 avril 2001, ou tous les jeunes de son âge en Kabylie, préparaient la commémoration du vingt et unième anniversaire du printemps berbère²⁶ dans deux jours. Le jeune GUERMAH sera gravé a jamais dans la mémoire des kabyles, sa mort était l'élément déclencheur d'une dynamique de protestation.

²⁶ Revendication identitaire des étudiants de l'université de Tizi-Ouzou, 20 avril 1980.

L'assassinat d'un jeune innocent et inoffensif, ne pouvait rester sans réaction, les habitants de Beni Douala, procède à organiser une grève générale le jour de l'enterrement de la victime, en gardant le calme et en réagissant d'une façon légale est civique en adressant une pétition au commandement du groupement de la gendarmerie de Tizi-Ouzou, ils ne demandent que l'ouverture d'une enquête sur le crime, et sanctionner les agents des forces de l'ordre qui ont tiré sur des innocents.

Mais contrairement aux attentes de la population, le communiqué rendu public le 21 avril par la gendarmerie nationale, touché à la dignité du défunt, en le traitant de voleur « *les gendarmes de la brigade de Béni Douala ont procédé à l'arrestation de deux personnes faisant partie du groupe d'agresseur* »²⁷, en essayant dans ce rapport de délégitimer par anticipation toutes les actions qui peuvent se produire face au meurtre. Ce qui à amplifier la colère des citoyens, qui sera ensuite traduite par un incessant jet de pierre et de cocktail Molotov sur la brigade de gendarmerie, c'est le début des émeutes qui vont prendre de l'ampleur dans les jours qui suivent. C'est à partir de là, que le mouvement citoyens de 2001 va commencer pour qu'il durera longtemps et marquera l'histoire de l'Algérie contemporaine.

Les émeutes vont se poursuivre, et prennent encore plus de largeur, surtout avec l'événement qui s'est produit le même jour à Amizour, une daïra qui se situe au sud de la wilaya de Bejaia.

Le dimanche 22 avril, des collégiens du « CEM, El Emir Abdelkader », se rendait au stade pour une séance de l'EPS²⁸, en compagnie de leur enseignant de l'éducation physique et sportive. Trois de ces adolescents seront interpellés et par la gendarmerie avec une terreur inacceptable contre d'aussi-jeunes gens, ce qui à obliger le professeur à intervenir, mais qui sera aussi agressivement repoussé.

Après la libération des collégiens de la brigade de gendarmerie après les avoir tabassés, leurs collègues et d'autres adultes sont sortis dans la rue pour exprimer leur indignation face à cet acte condamnable commis par les forces qui sont sensé rétablir l'ordre. Les jeunes voulaient se faire justice, ils iraient jeter des pierres à la brigade de gendarmerie, et c'est là que sa éclate, avec la riposte de la gendarmerie en tirant sur les émeutiers avec des bombes lacrymogènes, et les émeutes commençaient dans la basse Kabylie.

Le lendemain, 23 avril, dans une conférence-débat sur les acquis du MCB, maintenu à l'université de Bejaia, Ferhat MHENI recommande aux universitaires de faire attention, en

²⁷ Communiqué de la gendarmerie nationale, Tizi-Ouzou, le 21 avril 2002. Extrait du Travail inédit du journaliste K.SADJI, qui sera édité prochainement. Nous avons obtenu l'accord de Mr SADJI d'utiliser une partie de ce travail.

²⁸ EPS : Education Physique et Sportif.

disant « *le pouvoir prépare quelque chose pour la Kabylie*²⁹ ». Les émeutes se poursuivent alors, et prennent encore plus d'ampleur après les faits qui se sont déroulés à Amizour, des mobilisations de solidarité se forment dans plusieurs autres daïras et communes de Bejaia, à Elkseur, Seddouk, Sidi-Aich, Feraoun, Barbacha, Adekar, Tichy, Aokas, et Souk El-tenine sortaient en marche, des manifestations qui se sont transformer en émeutes dans plusieurs localités³⁰.

Cela continue dans la même trajectoire, les événements se multiplient dans les différentes régions de Kabylie, mais cette fois, ça va encore s'aggraver, après la mort de trois jeunes à Ighzer Amokrane, après des manifestations tout au long de la journée, le mercredi 25 avril, Karim Makhmoukhen sera la première victime du printemps d'avril 2001³¹, abattu par bale réel dans le dos, et c'est là que le sens d'insurrection commençait a prendre de l'écho, deux autres victimes tombaient aussi sous les balles de la structure qui est sensé les protéger, et sa se passe de la même manière dans plusieurs région de la Kabylie. A Tizi-Ouzou, Boumerdes, Bouira et à l'est Sétifien, la région berbérophone.

II.1.2 Dans la région d'Akbou

La région d'Akbou n'a pas réagi à la première information sur l'assassinat de Guermah Massinissa, donné par le quotidien Liberté, selon monsieur S.SALHI, l'un de nos interviewé, en soulignant que « *la marche du 20 avril à dérapé dans la wilaya de Bejaia* ». Comme il a ajouté qu'à Bejaia, « *les événements ont réellement commencé le 22 avril, avec l'interpellation des deux lycéens d'Amizour* ».

A Akbou, selon les enquêtés, et les articles de presse, la contestation a commencé le 26 avril 2001³², par une marche de solidarité avec les victimes d'Ighzer Amokrane, organisé par des lycéens et des collégiens, une marche qui s'est transformé en affrontements, et les jeunes n'ont pas pu retenir leur colère, ils incendie le bureau des impôts et la sonelgaz, puis les forces de l'ordre interviennent et les affrontements commencent, des affrontements qui ont donné de nombreux blessés, nous citons le premier touché par bale réelle, qui était Idir DJADA, puis Sofiane IKKEN et d'autres. En réaction à ces faits, les militants de divers horizons, partisans du FFS³³, du RCD³⁴, des ex-militants du MCB³⁵, des syndicalistes, des indépendants et des

²⁹ Entretien avec Z.Benkhelat

³⁰ Travail inédit, qui sera édité prochainement. Nous avons obtenu l'accord de Mr Sadjj d'utiliser une partie de ce travail

³¹ Entretien réalisé avec S.SALHI, Voir annexe numéro 01

³²Entretien avec S.Salhi, Voir annexe numéro 01

³³ FFS : parti politique ; Front des Forces Socialistes

³⁴ RCD : parti politique ; Rassemblement pour la Culture et la Démocratie

ex-militants du parti FFS, ont appelé à une réunion d'urgence, qui a eu lieu le même jour dans la salle de délibération de l'APC, une réunion qui a connu une tentative de manipulation et de radicalisation du mouvement qui vient de naître, en proposant le recours aux armes³⁶ par l'une des figures politiques qui représentait le RCD, qui deviendra ensuite l'un des acteurs du mouvement à Akbou, une proposition immédiatement négligée fermement par les animateurs de la réunion qui s'est conclue par une déclaration, et par la création d'un collectif nommé « le collectif des citoyens d'Akbou »³⁷ en installant dès lors, une cellule d'urgence.

Une marche sera organisée par le collectif le jour suivant, une marche pacifique qui dégénère, et qui va se transformer en émeutes, parce que les protestataires ne vont pas trop tarder pour aller exprimer leurs colères vis-à-vis les deux parties politiques FFS, RCD, en incendiant leurs bureaux. Et c'est ce qui causera encore d'autres blessés, le collectif ne durera pas longtemps, mais les citoyens n'ont pas cessé de contester en revendiquant le départ de la gendarmerie et la cessation de la Hogra (mépris), même s'ils contaient les blessés qui se multiplie d'un jour à l'autre.

Comme le déclare l'un des acteurs³⁸, « le commissaire qui été à Akbou en 2001, était quelqu'un de la région, il s'appel AZZOUG Omar, c'était un brave homme », il acceptait d'ouvrir le dialogue et de collaborer avec les citoyens pour essayer de limiter les dégâts, mais le problème ne se posé pas en sa personne, parce qu'il ne pouvait rien faire face au renfort des CNS³⁹ envoyé, et qui travaillaient sous les ordres de leurs commandant, sur lequel le commissaire ne dispose d'aucune autorité.

Une nouvelle, qui motivera encore plus les consciences des partisans du RCD, la déclaration qui était attendu, va voir le jour, le 01 mai, monsieur Said SADI, président du parti RCD, annonce le retrait de son parti du pouvoir en place en disant ; « *Ma profonde conviction est qu'un gouvernement qui tire sur la population ne mérite pas qu'on le soutienne et ne doit pas continuer à recevoir l'adhésion des démocrates* »

Au début du mois de Mai, les citoyens (militants) se sont une nouvelle fois réunis, l'impasse dont ils se trouvent face aux forces de l'ordre, les-a mis dans l'obligation de se structurer, et comme ils avaient l'expérience de l'échec du collectif qui regroupé des figures politiques, cette fois c'est avec les représentants des associations et les comités de quartier et de village qui sont majoritairement des ex-militants MCB, qu'ils procèdent pour crée le

³⁵ MCB : mouvement indépendant ; Mouvement Culturel Berbère

³⁶ Entretien réalisé avec T.Hamadache

³⁷ Déclaration, Voir annexe numéro 02

³⁸ Entretien avec S.Salhi, Voir annexe numéro 01.

³⁹ CNS : Compagnie National de Sécurité

« comité de suivi et de solidarité d'Akbou »⁴⁰, qu'ils ont annoncé dans une déclaration le 07 Mai 2001. Le comité prendra de l'ampleur, il va s'élargir en représentant d'autres régions, les daïras de Seddouk, Chemini, Ighzer Amokrane et Tazmalt. Ce qui changera sa dénomination ensuite, qu'il sera présenté sous le nom du « comité de suivi et de solidarité de la Soummam »⁴¹, à partir du 11 Mai 2001. Ce qui va évidemment multiplier les tâches au comité, parce il doit toucher toutes les familles des victimes, et prendra en charge tous les blessés de la vallée de la Soummam.

Le comité de suivi et de solidarité de la Soummam, sera le porte-parole des citoyens et des émeutiers de la région, en portant toutes leurs revendications, qui se résume aux revendications du MCB auparavant, mais cette fois-ci, la charge est plus lourde, parce qu'il y'a des gens qui sont tués. Toute cette charge a pu influencer négativement sur le bon déroulement du mouvement à Akbou, l'encadrement que le comité assuré dès le début des émeutes, sera surpassé non seulement par l'émotion qui va pousser les émeutiers à une radicalisation extrême, la situation géographique d'Akbou, qui attirent des jeunes protestataires des régions périphériques pour s'exprimer là-bas, mais aussi avec la création d'une autre structure, appelé le comité des révoltés, qui a comme premier objectif, la déstabilisation du comité de suivi et de solidarité de la Soummam, ce que nous à confirmer l'un des représentants de ce dernier⁴².

Pour que le mouvement tranche dans une dimension unificatrice, les trois différentes structures des trois pôles qui ont animés la scène du mouvement contestataire, et qui ont déjà eu de malentendu dans la réunion qu'a organisé la CADC⁴³ à Azazga le 31 Mai, en refusant l'accès aux représentants des structures de la société civile sous toutes formes, mais à part les représentants des Aarch, un problème qui à susciter un long débat pour que la CADC acceptera d'intégrer les autres structures dans la réunion.

Quelques jours plus tard, le 04 juin 2001, la première réunion de la coordination inter-wilayas, qui porte le même objectif, d'unifier les forces, s'est tenue au théâtre régional Kateb Yacine à Tizi-Ouzou. Cette fois, il y'avait des délégués et représentants des sept wilaya, Tizi-Ouzou, Bejaia, Boumerdes, Bouira, Sétif, Bordj-Bouaréridj et Alger, malgré leurs différents modes de structuration, ils ont pu s'entourer sur une même table pour discuter afin de pouvoir organiser une action commune, et une plateforme commune, mais ils n'ont pas pu sortir avec

⁴⁰ Déclaration du 07 mai 2001, Voir annexe numéro 03

⁴¹ Déclaration du 11 mai 2001, Voir annexe numéro 04

⁴² Entretien avec Z.BENKHELAT.

⁴³ CADC : Coordination des Aarchs, des Dairas et des Communes.

une décision finale, vue la contradiction qu'il y'avait eu entre les représentants de la CADC et ceux de la CPWB.

Pour la région de la Soummam, qui n'était ni avec la plateforme proposé par les représentants de la structure mise en place à Tizi-Ouzou, la CADC qui est une structure traditionnelle qui fait référence aux représentants des tribus (Aarch), la coordination des Aarchs, des Dairas et des Communes. Ni avec celle proposé par Bejaia, qui à était préparer par des étudiants et des syndicalistes sous le nom de la CPWB, comité populaire de la wilaya de Bejaia. La Soummam, avec la métropole Akbou, s'est organisé en faisant référence aux tissus associatifs, et aux représentants des quartiers et des villages, qui seront unifiés dans le comité de suivi et de solidarité CSS, le comité qui va connaitre sa fin en le modifiant en Coordination des comités de quartiers et de villages.

En outre, un autre problème se pose dans la réunion, celui du RCD qui à fait appel à une marche pour le 07 juin, ce qui va mettre les militants du parti sur une même ligne, d'essayer de récupérer le mouvement et le guider à leurs guise. La réunion s'est achevée en s'accordant sur un seul point, qui se résume à l'organisation d'une autre réunion, le 07 juin à l'université de Bejaia.

Dans cette deuxième réunion, à Bejaia, les représentants des différentes structures se sont mets d'accord sur une même plateforme qui contient vingt-cinq (25) points revendicatifs, mais selon l'un de nos interviewés, il y'avait trop de tiraillement a propos de ces revendications, comme il y'avait des militants des différents partis politiques. Ce qui finira aussi par l'absence d'un consensus, et la réunion sera encore une fois ajournée au 11 juin à El-kseur.

C'est alors dans cette troisième réunion qui s'est tenu à El-kseur le 11 juin 2001, que la plateforme de revendication sera adoptée par consensus, la fameuse plateforme d'El-kseur qui maintien quinze (15) revendications⁴⁴.

Les revendications maintenues dans cette plateforme, seront par suite, les revendications que la coordination inter-wilayas doit porter à la présidentielle avec la présence d'un maximum de membres possible. C'est donc le temps de fixer une date pour une action qui unifie toutes les régions de la Kabylie, est à partir de là, la coordination Inter-Wilayas appel à la marche pacifique du 14juin à Alger⁴⁵.

Avec un aspect anthropologique, le mouvement va connaitre la fin d'une étape, appelé la phase ascendante dans la théorie du cycle de mobilisation, ou nous avons essayé

⁴⁴Plateforme d'Elkseur, Voir annexe numéro 05.

⁴⁵Appel à la marche du 14 juin, Voir annexe numéro 06.

d'expliquer comment que le mouvement va prendre de la largeur, comment que le conflit s'intensifie du jour en jour, les réactions qui diffèrent d'une région à l'autre et comment que les manifestants se radicalisent de plus en plus et enfin, le mouvement protestataire va s'unifier et va procéder à une seconde étape, qui est la phase zénith, où les événements vont toucher le plus haut degré de mobilisation, de réaction, et de protestation les plus violentes.

II.2. La phase zénith

Dans cette deuxième partie, nous allons essayer d'expliquer les détails et les coulisses qui se sont déroulés avant, pendant et après la plus grande marche de l'histoire de l'Algérie indépendante, la marche du 14 juin 2001 à Alger, en accentuant aussi notre étude sur les deux journées où les cinq martyrs de la daïra d'Akbou tombaient, le 18 et 19 juin 2001, après de violents affrontements des émeutiers face aux forces de l'ordre, qui ne vont pas hésiter à tirer à balles réelles contre une foule de protestataires non armés, très acharnés après la répression des événements vécus à la capitale.

II.2.1 la marche du 14 juin

Dès que la décision est prise, dans la réunion du 11 juin à El-kseur. Les délégués de la coordination des comités de quartiers et villages d'Akbou, se sont mobilisés pour voir comment qu'ils doivent préparer la marche dans la région qu'ils représentaient,

Comme le souligne l'un des interviewés, « *il fallait préparer la marche, il fallait surtout préparer la vigilance* »⁴⁶. Les délégués ont convoqué tous les représentants des quartiers, et ceux des villages pour programmer plusieurs réunions dans lesquels ils discutaient sur le transport des citoyens d'Akbou qui vont participer à la marche, la préparation des mesures qu'ils doivent mettre en exécution pour assurer leurs sécurités et tracer un plan pour la vigilance, ce qui est très difficile à réaliser dans une si courte durée, entre le 11 et le 14 juin.

Parallèlement à ce qui se passe à Akbou, nous admettons que c'est très intéressant d'évoquer la discussion qui a tenu le directeur des libertés publiques du ministère de l'intérieur, monsieur Mohamed BELHADJ, avec les membres du comité populaire de la wilaya de Bejaia, une discussion qui a amplifié la crainte des délégués, pour la réalisation d'une marche pacifique.

Le responsable qui représentait le ministère de l'intérieur, leur déclare qu'il vaut mieux éviter de y'aller vers la présidence, en leur disant ; « *vous évitez la présidence, et de*

⁴⁶Entretien avec S.Salhi, Voir annexe numéro 01.

préférence, prenez l'itinéraire menant de la place 1^{er} Mai à la place des martyrs »⁴⁷, ce que refuse catégoriquement les responsables de la CPWB, le responsable du ministère de l'intérieur rajoute ; « *on est prêt à vous affréter un avion qui vous ramènera jusqu'à Alger pour une concertation afin de s'entendre sur l'itinéraire de la marche et vous repartirez dans le même avion* »⁴⁸, et comme la décision était ferme de la part des responsables de la CPWB, qu'aucun point du plan de la marche ne peut être discuter. Monsieur Belhadj, termine la discussion avec une expression qui provoque la crainte et la peur en disant « *Rabi Yestar* »⁴⁹, ce qui veut dire, le pire est à craindre.

Le jeudi 14 juin 2001, c'est la date qui marque la fin de la première phase du cycle de mobilisation que nous avons indiqué antérieurement, et le début de la deuxième étape, la phase zénith, le moment où se sont réalisées les actions les plus marquantes de la protestation. Avant l'aube, la route nationale 26, ligne principale qui relie la Wilaya de Bejaia à celle d'Alger, sera comblée de véhicules à la direction de la capitale, plusieurs, semi-remorque, camions, bus, minibus, fourguons et voitures privées, venons des différentes régions de Bejaia, Une file indienne dans laquelle les citoyens d'Akbou vont s'intégrer avec les différents moyens de transport que les organisateurs leur ont consacré, pour arriver à l'heure au rendez-vous attendu. Aux environs de six heures du matin (06h00), la place des Pins Maritimes était peuplée de plus d'une dizaine de milliers de manifestants, qui commençaient à crier « pouvoir assassin », un nombre qui se multiplie de plus en plus avec l'arrivée des protestataires venus de partout.

Vers midi (12h00), la place du 1^{er} Mai, sera archicomble de manifestants, environs de deux millions (2.000000) contestataires selon l'un des délégués du comité de suivis et de solidarité⁵⁰, une si gigantesque foule ne peut être encadrée et dirigée, surtout après le barrage humain que font les agents de la CNS, ce qui enflammera les tensions et les affrontements commencent, des affrontements non seulement entre protestataires et force de l'ordre, mais aussi entre protestataires et des groupes de jeunes Algérois qui se sont déchainés contre les manifestants au moment de leur repli, une marche pacifique qui va se transformer en émeutes, des émeutes qui causeront beaucoup de dégâts, des morts, des blessés et des disparus.

Le soir du 14 juin, lorsque les manifestants arrivent chez eux, ils se rendent compte qu'il y'avait des manifestants qui ne sont pas encore revenus, les parents des disparus vont

⁴⁷ SADJI Kader, op-cit, p83.

⁴⁸ ibidem

⁴⁹ ibidem

⁵⁰ Entretien avec S.ADJLANE.

donc se diriger vers les délégués qui sont les premiers responsables. Ces derniers vont alors coopérer avec les parents des disparus, ils vont alors procéder à la création d'une cellule de crise et de suivi en exploitant la salle de délibération du siège de l'APC⁵¹ d'Akbou comme un centre d'accueil, c'était monsieur (Hamadache Tahar) l'un des délégués, qui sera chargé de recueillir des informations sur les disparus, et les autres délégués seront chargés de faire le liens entre Alger et Akbou, en cherchant dans des hôpitaux et des commissariats sur ceux qui ne sont pas encore rentrés chez eux.

Durant les jours qui suivent, les délégués continuent à chercher les disparus, parmi lesquels il y'avait des détenus, non seulement ceux d'Akbou, mais toute la vallée de la Soummam, et voir même d'autres régions de Bejaia, Tizi-Ouzou et de Bouira. Avec la coopération de quelques personnalités politiques et ONG⁵², un processus qui a démarré d'Akbou, selon le témoignage de Tahar Hamadache, qui a faxé la liste des disparus à Salma BOUKIR, une des délégués qui était à Oran en cette période, qui va l'envoyer à la ligue Algérienne pour la défense des droits de l'homme, et aux parties politiques. La liste sera donc reçue par le député du FFS, Djamel ZENATI, qui va confirmer les noms, en appelant la cellule de crise à Akbou, puis là communiquer à son tour à Houcine Ait Ahmed, qui transfère la liste à la commission des droits de l'homme de l'ONU, ce qui aboutira au relâchement de tous les détenus de la marche du 14 juin de 2001 à Alger⁵³.

les autres manifestants reprennent la protestation, et cette fois-ci, les manifestations seront beaucoup plus violentes qu'avant, surtout après l'indignation jetée par la télévision sur la marche d'Alger, les émeutiers expriment leurs colère violemment, ils attaquèrent les édifices gouvernementaux, le tribunal, et ils s'apprêtent à attaquer la brigade de gendarmerie sise à Arafou, quartier populaire dans la ville d'Akbou, ce qui a été évité grâce à l'intervention de quelques délégués, qui ont suent calmer la foule, et gérer la colère des émeutiers.

II.2.2 journées meurtrières à Akbou

Le lundi 18 juin 2001, les délégués de la coordination des comités de quartiers et villages d'Akbou, font appel à une réunion qui aura lieu au siège du centre culturel d'Akbou, pour objectif d'installer un comité de vigilance, vu les dépassements signalés par les citoyens, par des agents de la CNS qui utilisent la force sur des magasins privés, pour

⁵¹ APC : Assemblée Populaire Communale

⁵² ONG : Organisation Non Gouvernementale.

⁵³ Entretien avec Tahar Hamadache.

subvenir à leurs besoins vitaux, puisque toutes les routes ont été fermées après le désastre vécu à Alger, et d'autres scènes de pillage faites par quelques éléments marginaux de la ville d'Akbou.

Pendant que les délégués se réunissent, des affrontements commencèrent à Guendouza, quartier situé sur la route nationale 26, entre les émeutiers et les renforts de la CNS, qui sont censés venir à Akbou, mais il y avait un changement de programme, ils doivent donc continuer vers Ighzer Amokrane, mais en descendant de la ville vers Guendouza, pour qu'ils puissent y aller en direction de leur destination, le camion qui les transportait tomba en panne, et la foule des émeutiers profitant de l'occasion, ils les attaquent avec acharnement, ce qui va faire réagir les agents des forces de l'ordre, en utilisant des balles réelles, ce qui engendra par suite plusieurs blessés, la mort d'un policier, d'un gendarme et de deux civiles, à savoir ; NEQALI Abdenour (25 ans) et AREZOUG Slimane (28 ans). Qui seront les premières victimes du mouvement citoyen de 2001 à Akbou.

La coordination s'est intervenue à l'hôpital pour gérer l'urgence, ces membres se sont trouvés dans l'obligation d'ouvrir instantanément un centre de santé (polyclinique), qui se situe dans l'ancienne ville d'Akbou, et de lancer un appel à la solidarité des médecins, qui ont immédiatement répondu favorablement à l'appel, et d'autres jeunes émeutiers qui ont ouvert de force les pharmacies publiques pour se procurer des médicaments, entre-temps des citoyens qui donnent de l'aide, que ce soit des draps, des couvertures, et tout ce qu'il faut pour pouvoir évacuer le grand nombre de blessés qui est près de 600 selon un entretien⁵⁴, avec une majorité touchée par balles réelles, d'après le quotidien « Le Matin » du 19 juin 2001, qui annonce ceci ; *« on tire à vue d'œil hier, vers 20h30, les sources hospitalières n'étaient pas encore fixées sur le nombre de blessés évacués aux urgences »*⁵⁵

Le lendemain, mardi 19 juin, les émeutes continuent alors à Akbou, la colère des émeutiers était encore très loin d'être apaisée, parce que depuis le début des manifestations, la ville d'Akbou n'a jamais vécu d'aussi terribles situations que le vendredi 18 juin, et même, comme nous l'avons cité, c'était les premières victimes qui tombaient à Akbou, ce qui fait monter la colère des protestataires, mais une colère qui va résulter encore de blessés et encore de victimes, car dès le matin, les émeutiers enflammés de rage, attaquèrent le commissariat, et ils reçoivent des balles réelles en réaction, ce qui va causer la mort des deux autres victimes, CHEKAL Rachid (18ans) et MESBAH Karim (17ans).

⁵⁴ Entretien avec S.Salhi, voir annexe numéro 01.

⁵⁵ Le matin du 19 juin 2001.

Le 24 juin, c'est l'un des graves blessés du premier jour d'émeutes, le 18 juin qui va rendre son âme, SIDHOUM Karim (17ans), après l'avoir évacuer à Sétif, le 21 juin, avec un hélicoptère militaire, il n'a pas pu tenir, et il mourra dans la salle de réanimation de l'hôpital de Sétif, après avoir reçu des balles réelles dans le thorax. Ce que confirme le quotidien « Le Matin » du 20 juin 2001.⁵⁶

L'enterrement des victimes, s'est fait dans le cimetière des martyrs à Akbou, malgré le mécontentement des responsables du bureau des Moudjahidine, et des fils de Chahid, qui n'ont pas agréer la décision prise par délégués de les enterrer dans le cimetière des Chouhada, qui est selon eux, destiné exclusivement pour les martyrs qui ont tombé face à l'armée coloniale, mais à part les deux défunts qui n'étaient pas d'Akbou, voir, CHEKAL.R qui à était enterré dans un cimetière familial à Tigrine, son village natal, situé à la commune d'Ighzer Amokrane, et MESBAH.K, qui est enterré au chef-lieu de la commune d'Ighil Ali.

II.3 La phase descendante

La coordination des comités quartiers et villages d'Akbou à continuer d'encadrer et de suivre les émeutes, qui n'ont pas cessé, jusqu'au 27 juin, la date qui met fin à la deuxième phase, du cycle de protestation, et qui ouvre la troisième et la dernière qui est la phase descendante, caractérisé par le ralentissement des actions, le désengagement de quelques délégués et la segmentation des structures mise en place durant la protestation.

Malgré la tentative de création d'un nouveau comité juste après l'arrêt de la protestation, le comité des révoltés, qui essaye de remettre en cause la représentativité de la coordination d'Akbou. Un comité qui porte d'autres revendications comme le droit à la priorité des jeunes de la région au travail dans les usines situé à la zone industrielle d'Akbou, et d'autres revendications d'intérêt économiques pour des profits personnels. Le comité n'a pas trop durée, parce que les gens savaient quelles étaient les intentions de ces représentants, ils connaissaient leurs parcours, ce qui va discréditer le comité des révoltés⁵⁷.

Le 05 juillet, où les représentants de la coordination des comités et villages d'Akbou, vont essayer de participer à la marche des délégués préparé à Alger, mais une marche qui n'a pas pu avoir lieu, comme le témoigne l'un des délégués, monsieur Sofiane ADJLANE, « *on a été stopper au niveau de Naceria, à Boumerdes* »⁵⁸

⁵⁶ Le matin du 20 juin 2001.

⁵⁷ Entretien avec Z.Benkhellat.

⁵⁸ Entretien avec S.Adjlane.

Depuis, les délégués seront pourchassés à Alger, et le mouvement commence à rencontrer des difficultés, des divergences au sein de la coordination d'Akbou, parce que les gens commençaient à se fatiguer, et à se diviser en différentes tendances, en rejoignant les décisions des anciens parties politiques FFS, RCD, PST. Mais aussi, la nouvelle tendance séparatiste MAK (Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie), un mouvement né le 30 juin 2001 par les militants de l'ex-MCB à leur tête Ferhat MHENI, chanteur, militant des droits de l'homme et de la question berbère en Algérie. Le MAK a pu se mobiliser avec l'aide de plusieurs acteurs au niveau régional et local, c'est presque tous les radicaux, qui pensaient à une rupture avec le pouvoir en place qui ne cesse de les décevoir, et c'était le moment idéal pour faire circuler l'idée de l'autonomie, parce que les gens étaient très réceptifs à ce genre d'idée. Plus que ça, il y'a eu des tensions qui se jouent au niveau de la localité d'Akbou, mais aussi à Bejaia, avec les trois journées de réflexions tenue le 14, 15 et 16 juillet 2001 au lycée Iheddaden à Bejaia, un séminaire qui finira par la division du Comité Populaire de la Wilaya de Bejaia, et l'émergence de la CICB.

Pour mieux expliquer les raisons que nous envisageons comme source de la division, nous vous invitons à lire l'extrait du rapport de synthèse que prononcera Monsieur Sadek AKROUR à la fin du séminaire le 19 juillet 2001 ; *« la plateforme d'Elkseur n'est plus un document de base. Ce n'est qu'un consensus réalisé dans un esprit unitaire à la veille de la marche du 14 juin 2001, sinon à quoi sert une plateforme qui ne demande pas l'abrogation du code de la famille, des nouveaux amendements au code pénal et qui ne réclame un plan d'urgence socio-économique que pour la seule région de Kabylie quand on fait tout pour étendre notre mobilisation à toutes les régions du pays ? Nous travaillons donc pour la concrétisation d'une plateforme de revendication nationale »*⁵⁹. Ce qui va inciter à discréditer la structure CPWB, en revanche, la naissance d'une nouvelle appelée cette fois, le (CICB), Coordination Inter Communale de Bejaia, marqué par l'exclusion des syndicats dans le comité. Ce que nous tenons aussi à souligner, c'est que dans la première structure CPWB, comme dans la deuxième CICB, les protestataires ont toujours fait référence à la structure moderne, non pas la structure traditionnelle (AARCH), comme le cas de Tizi-Ouzou avec la (CADC) Comité des Aarch Daïras et Communes.

Ajoutant qu'à Bejaia, et plus particulièrement Akbou, les émeutiers ont fait recours à une nouvelle manière de protester, une action unique dans son genre, une émeute culturelle et artistique de la Soummam, qui à durée trois jours, du 25 au 28 juillet dans la ville d'Akbou, en

⁵⁹ La tribune du 22 juillet 2001.

faisons des tournées qui s'ébranlent de la place centrale vers presque tout les quartiers populaire d'Akbou⁶⁰. Une activité menée par un groupe d'artiste qui prend fin par une déclaration dans laquelle ils affichent leurs aspirations, et les objectifs tenu pour la réalisation de cette activité artistique et culturelle au milieu des émeutes, nous tenons à citer le dernier passage de la déclaration qui termine comme suite « *la modernité commence donc lorsque la culture se fait dynamique et devient indissociable de la vie sociale. Elle commence lorsque l'art entre dans la sphère publique*⁶¹ ».

A noter, le 28 juillet 2001, le rapport de la commission Issâad va être publié, en éclaircissant sur la totale responsabilité de la gendarmerie nationale des crimes du mouvement de 2001, c'est eux qui ont tiré dans l'intention de tuer, pour provoquer une déstabilisation en Kabylie, la seule région qui s'oppose ouvertement au pouvoir en place. En ajoutant que ce qui s'est passé était dans l'objectif de « *focaliser l'attention de l'opinion publique sur cette région pendant que les clans au pouvoir seront occupés à régler leurs différents* »⁶². Des résultats inattendus de la part du pouvoir en place, comme de la part du mouvement de protestation.

La coordination inter-wilayas, continuent les actions de rue, d'une manière pacifique généralement, pour faire pression sur le pouvoir afin de satisfaire les revendications de la plateforme d'Elkseur, ce qui va connaître ces limites au mois de septembre 2001, mais qui maintient toujours la décision que la plateforme est scellée et non négociable, ce qui a encore été confirmé dans la réunion du 12 octobre 2001 à Bejaia⁶³. Malgré qu'il y'avais une équipe de faux délégués⁶⁴, qui ont accepté de négocier avec le premier ministre Ali Benflis, au début de 2002, des négociations qui vont aboutir à la reconnaissance de Tamazight comme langue nationale, ce qui a été annoncé par le président de la république le 12 mars 2002. Une nouvelle qui n'était pas à la hauteur des espérances des comités, qui ont rejeté cette action en exprimant que ; « *nos revendications doivent être satisfaites dans leurs totalité. Nous n'avons rien à négocier. Ceux qui ont pris langue avec le pouvoir seront identifiés et lynchés* »⁶⁵. ce qui va encore une fois renaître la contestation, mais cette fois, le pouvoir va céder aux exigences des émeutier en retirant 23 brigades de gendarmeries en Kabylie, une action qui sera suivi de plusieurs arrestations d'émeutiers et délégués, ce qui va conduire les deux partis politiques qui représentaient la Kabylie (FFS RCD), et la coordination inter-wilayas a

⁶⁰ Programme de l'émeute culturelle et artistique de la Soummam.

⁶¹ Déclaration des artistes de la Soummam.

⁶² Travail inédit, qui sera édité prochainement. Nous avons obtenu l'accord de Mr Sadjji d'utiliser une partie de ce travail

⁶³ ibidem

⁶⁴ Entretien avec T.Hamadache.

⁶⁵ Farid Alilat et Shéhérazade Hadid, vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts. Edition1, 2002, p235.

boycotter les élections législatives de 30 mai 2002. Ce que confirme Alain Mahé ; « *ces coordinations, qui quadrillent l'ensemble de la région avec un maillage local très fin, ont promu et encadré avec succès le boycottage de diverses consultations électorales, des législatives en mai 2002 et des municipales en octobre 2002* ⁶⁶ ».

Néanmoins, aux élections municipales d'octobre 2002, le RCD et la coordination inter-wilayas ont continuer sur la ligne du boycott, en revanche, le FFS, Front des Forces Socialistes, va prendre un autre élan, il sort de sa réticence et participe aux suffrages, ce qui n'a pas jouer en sa faveur, vue le nombre très minime d'électeurs qui ont voter, plus au moins en Kabylie, qui est la région dans laquelle demeure la majorité de ces militants et sympathisants.

Une année après, monsieur Ahmed Ouyahia, sera nommé le nouveau chef du gouvernement en mai 2003, il propose alors, dès son entrée, d'appeler le comité d'inter-wilayas au dialogue, sur la plateforme d'Elkseur, qui achèvera vainement, et ça recommence au premier trimestre de l'année 2004, mais toujours, aucune revendication ne sera satisfaite, ce qui emmène les délégués du comité inter-wilayas d'appeler au boycott des élections présidentielle prévu pour le mois d'Avril, Malgré la participation surprenante de monsieur Said Sadi, qui s'est retiré du pouvoir en 2001, et qui à refuser de participer aux élections législatives et municipales en mai et octobre 2002. Un deuxième mandat présidentiel sera mené par monsieur Abdelaziz Bouteflika, avec une majorité écrasante, et un très faible pourcentage pour le président du RCD. Dans la même trame, le chef du gouvernement va rappeler les délégués du comité inter-wilayas dirigé par Belaid Aбрика, le début de l'année 2005, et cette fois-ci, les deux parties vont se mettre d'accord, et signaient l'« accord de la mise en œuvre de la plateforme d'El-kseur ».

⁶⁶ Alain MAHE, la révolte des anciens et des modernes ou de la tribu à la commune dans la Kabylie contemporaine, Paru dans Tribus et Etat dans le monde arabe, Paris, Armand Colin, 2004, p235.

Conclusion

Nous avons essayé de restitué les événements qui ont influencé le mouvement citoyen de 2001 en Kabylie, plus précisément dans la localité d'Akbou, en précisons les faits les plus marquant qu'a vécu les habitants de la région.

Nous pouvons conclure que les événements à Akbou, ont subi des changements, en trois phases importantes, débutant du collectif des citoyens d'Akbou, qui ne va pas tardé à être déstructuré, puis le comité de suivi et de solidarité qui va encadrer les événements jusqu'à leurs fin, en passant par quelques difficultés, vue l'apport direct des partis politiques et des syndicats qui ont joué un rôle très important sur la trame des événements qui sont déroulé dans la daïra d'Akbou.

**Chapitre III : Structuration et
fonctionnement des événements à
Akbou**

Introduction

Dans cet avant dernier chapitre, nous allons focaliser notre étude sur les modes de structuration et de fonctionnement mises en œuvre par les citoyens de la localité d'Akbou impliqués dans la mobilisation, en essayant de clarifier la manière dont ils se sont organisés, pour conduire le mouvement face à la violence menée par les forces de l'ordre sur les manifestants en 2001.

Les diverses structures nouvellement installées en Kabylie, après les menaces exercées par le pouvoir en place, ce diffèrent d'une région à l'autre. Nommé généralement le mouvement « Āarch » qui veut dire tribu, ancienne dénomination du conseil sociopolitique de la tribu, une organisation détruite par le pouvoir colonial juste après l'insurrection de 1871 en Kabylie, le retour de cette organisation au début du vingt unième (21^{ème}) siècle, par le mouvement citoyen de 2001, faisait le sujet de recherche de plusieurs anthropologues, pour Karima Direche Slimani, dans son travail intitulé « *Le mouvement des āarch en Algérie : pour une alternative démocratique autonome ?* »⁶⁷, dans lequel elle nous explique que la notion Āarch n'est pas investi de la même manière que dans les régions arabophones, en Kabylie de 2001, sa signifie un ensemble de communes d'une même région, où les habitants ne sont pas forcément des descendants d'un même ancêtre, « *Le āarch (pluriel laārach en berbère) de Kabylie, tel qu'il est utilisé depuis 2001, renvoie donc à un critère d'appartenance géographique au sens moderne du terme. C'est à dire à un ensemble de communes d'un espace géographique Homogène. Chaque village ou unité urbaine est représenté par un comité de village ou par un comité de quartier. Laārach se distingueraient donc des aārouch ou des aoūrouchiya de certaines régions arabophones qui renvoient à une appartenance fondée sur des liens de sang et synonyme de féodalité et d'allégeance à un clan ou à une tribu* »⁶⁸.

Mais concrètement, est-ce vraiment toutes les régions de la Kabylie se sont référées au mode traditionnel pour pouvoir contrer l'insécurité installée par l'Etat ?

C'est la question sur laquelle nous allons essayer de répondre dans ce chapitre, mais pour le peu de temps dont il se limite notre délai de recherche, nous allons restreindre notre terrain d'étude à une seule région, qui se situe au milieu des deux wilaya, Tizi-Ouzou et Bejaia, la commune d'Akbou.

⁶⁷ Karima DIRECHE SLIMANI, *Le mouvement des āarch en Algérie : pour une alternative démocratique autonome ?*, article apparu en 2004.

⁶⁸ Karima DIRECHE SLIMANI, op.cit.

III.1 Le début du mouvement :

Comme l'a affirmé l'un de nos entretenus, l'une des raisons qui peut expliquer l'émergence des événements qui ont bousculé la Kabylie à partir d'avril 2001, et qui ont poussé les citoyens à créer de nouvelles structures dans lesquelles ils peuvent s'organiser, pour faire face au mépris de l'état, c'est bien l'absence de représentants politiques, « *la population ne se sentait pas représentée par la classe politique* »⁶⁹, ce qui a obligé les protestataires à unifier leurs forces, en essayant de mettre en place un nouveau cadre politique, une structure dans laquelle chacun doit assumer ces responsabilités, en ayant le droit d'exposer ouvertement ces idées et proposer des perspectives.

Les structures installées en Kabylie dans cette période, se réfèrent à plusieurs entités. Dès le début, les deux grands pôles, la haute (Tizi-Ouzou) et la basse Kabylie (Bejaia), se sont divergés sur la manière de structuration et du fonctionnement, à Tizi-Ouzou, les citoyens se réfèrent à la structure traditionnelle tribu, (Aarch) dans trois coordinations, et aux daïras et communes, dans lesquelles les représentants, ou les délégués sont élus dans leurs villages et certains se sont regroupés en Aarch, ce qui a permis de créer la (CADC), Coordination des Aarchs, Daïras et Communes, comme le confirme le sociologue Mohamed Brahim SALHI ; « *Une coordination au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou se met en place le 17 mai 2001 à Iloula-Oumalou: la Coordination des Aarch, daïras et communes (CADC)* »⁷⁰. Par contre à Bejaia, c'étaient les militants de la gauche qui ont mené l'organisation et la structuration du mouvement ce qui est attesté aussi par M.B Salhi ; « *On notera que dans la wilaya de Bejaïa, et très particulièrement dans la ville même, la forme d'organisation est fondée, à l'origine, sur une fédération des potentiels syndicaux et militants (ceux de l'extrême-gauche non organisée en partis)* »⁷¹, ils se réunissent généralement à l'université, les délégués sont issus presque tous des syndicats et parties de la gauche (PST) Partie Socialiste des Travailleurs, et c'étaient les étudiants et la couche intellectuelle qui ont été beaucoup plus ciblés, ce qui a conduit à la création de la (CPWB), Comité Populaire de la Wilaya de Bejaia.

⁶⁹ Entretien avec H.OUAZAR, ex député du FFS, 1997-2002.

⁷⁰ Mohamed Brahim SALHI, « Le local en contestation : citoyenneté en construction. Le cas de la Kabylie », *Insaniyat*, 2002, p55-97

⁷¹ *ibidem*

III.2 Dans la Daïra d'Akbou

Dans notre terrain, la Daïra d'Akbou, les comités ou coordination qui ont été mise en place se différent d'une commune à l'autre, mais à part la commune de Tamokra, où il n'y avait aucune structure, les trois autres se sont structurer comme suite :

III.2.1 La commune de Chellata

Dans cette commune qui se situe au nord du chef-lieu de la Daïra d'Akbou, et limitrophe des frontières de la wilaya de Tizi-Ouzou. Les citoyens de Cette commune ont procéder à la création du (CPSCC), Comité Populaire de Suivi de la Commune Chellata, une structure crée par des représentants des villages, et quelques instruits.

Ce que nous jugeons indispensable de mettre en évidence dans cette structure, et ce qui caractérise le comité de la commune de Chellata, se résume en deux points essentielles selon notre analyse du document, c'est deux point sont introduit comme suite :

1-le refus catégorique de l'implication de toutes couleurs politique ou syndicale. Ce qu'exprime cet extrait de la synthèse des propositions retenus par les villages de la commune en mois de juillet ; *« Par ailleurs, il est refusé catégoriquement l'implication des partis politiques et des syndicats et de toute autre organisation en tant que structure, et ce pour empêcher toutes éventuelle tentative de récupération.*

En revanche, la participation des intellectuels qui se reconnaissent dans le mouvement est sollicitée »⁷².

2-les délégués du comité, se sont mis d'accord après concertation avec les citoyens de la commune, sur la réitération de leurs adhésion au contenu de la plateforme d'Elkseur, en exprimant leurs accord sur le maintien des brigades de gendarmerie dans les Daïras, ce qu'ils jugent indispensable pour la sécurité des citoyens. Comme le confirme ce deuxième extrait de la synthèse précédemment évoqué ; *« les citoyens réitèrent leurs adhésion au contenu de la plateforme de revendication d'Elkseur. Cependant, ils jugent nécessaire de maintenir les brigades de gendarmerie uniquement au niveau des Daïras en revoyant leur implantation et en redéfinissant la tâche qui leur est assignée.*

Il est à signaler, encore, que la sécurité des citoyens ne peut aucunement être assurée par les comités de vigilance »⁷³.

⁷² Synthèse du CPSCC, Voir annexe numéro 07.

⁷³ ibidem

III.2.2 La commune d'Ighram

Dans la commune d'Ighram, qui se situe à l'ouest du chef-lieu de la Daïra d'Akbou, aux frontières de la Daïra de Tazmalt, c'est un peu particulier. Parce que les villages ont instauré une coordination communale dès le début de l'an 2001. Une assemblée générale s'est tenu le premier (01) février dans la salle de délibération de l'APC d'Ighram, où se sont réunis le président de l'APC d'Ighram, les personnalités et les notables des villages de la commune, pour créer une coordination qui rassemble les villages de la communes, c'est alors à partir de là, que le (CNVCI), Coordination des Notables des Villages de la Commune d'Ighram est né, une coordination apolitique, à caractère socio-économique, qui s'inscrit dans le mouvement associatif de la société civile.

Dès le début des événements en Kabylie, le 27 avril 2001 plus précisément, la coordination des notables des villages de la commune d'Ighram en collaboration avec l'assemblée communale, appellent à une réunion, qui s'est tenu à la salle de délibération de la commune, où ils ont élaboré une déclaration qui porte en premier lieu sur le départ de la brigade de gendarmerie nationale, afficher ouvertement leurs soutiens et adhésion aux revendications des manifestants qu'ils jugent légitimes, en ajoutant à la fin « *Nous demeurons solidaires du mouvement populaire auquel nous réitérons notre soutien total* »

Suite à cette déclaration, les délégués de la coordination avec l'APC d'Ighram, se sont encore une fois réunis, le 01 Mai 2001, une réunion qui termine avec un communiqué dans lequel, ils définissent le mouvement comme suite ; « *un mouvement populaire national d'essence démocratique, moderniste et pacifiste* », en négligeant toute politique partisane.

Dans le même communiqué, les délégués ont transcrits leurs aspirations sous forme de perspectives qui se résume en 8 points ;

- 1- *Non-paiement des consommations en eau et énergie électrique et impôts.*
- 2- *Adresser un prospectus aux autres régions du pays.*
- 3- *Clarifier les 15 points de la plate-forme de revendications.*
- 4- *Soutenir la réforme du système éducatif conformément à la plate-forme de revendications.*
- 5- *Boycott de la télévision nationale.*
- 6- *Appel aux élus de se retirer des assemblées (APW, APN, Sénat).*

7- *Organiser une assemblée générale des délégués de quartiers, de villageois de toute la wilaya.*

8- *La prochaine inter-wilaya sera organisée en dehors des wilayas de Tizi-Ouzou, Bgayet et Bouira.*

Des points qu'ils ont essayé de concrétiser dans une lettre ayant comme objet ; « *Revendications Du Mouvement De Protestation Populaire* » envoyée le 12 Mai, au chef de la Daïra d'Akbou, et au président de l'APW de Bejaia.

III.2.3 La commune d'Akbou

Dans le présent travail se focalise sur la commune d'Akbou, une région qui diffère des deux communes que nous venons de présenter, pour sa situation géographique, mais aussi pour le mode de la vie social, qui est beaucoup plus urbain que villageois, comme étant une commune qui regroupe plusieurs quartiers réunis dans une ville, et trois villages, à savoir, Lazib, Tifrit, Azaghar.

Le mode d'organisation dans la commune d'Akbou, n'est donc pas le même que les autres communes limitrophes, qui faisaient référence aux représentants villageois régies généralement par l'assemblée villageoise, une structure sociopolitique traditionnelle. Les citoyens d'Akbou, avaient d'autres modes et références, dans lesquelles ils vont se référer pour se structurer pour faire face aux violents événements qui ont touché la ville.

Notre intérêt porte sur les modalités d'organisations que les citoyens d'Akbou ont adopté durant les événements de 2001, en basant sur les entretiens que nous avons menés durant notre enquête, et sur les documents que nous avons pu collectés, nous allons essayer de mettre en clair les premières réactions des citoyens face aux manifestations, les structures misent en place, les critères sur lesquels ils ont appuyé pour élire les délégués et le fonctionnement de ces structures.

III.3 Structuration et fonctionnements du mouvement de protestation à Akbou

III.3.1 Réunion d'urgence

Selon les entretiens que nous avons réalisés, l'entame de la protestation était juste après les premiers affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre, qui ont eu lieu le 26 avril, au lendemain des émeutes d'Ighzer Amokrane. Des figures partisans, syndicales, associatives et militantes ont tenues une réunion dans la salle de délibération de l'APC, après l'accord de monsieur le maire⁷⁴ qui était le frère de l'un des ex-militants⁷⁵ du MCB. L'ordre du jour s'est focalisé sur la situation qu'ils considèrent inquiétante, après l'assassinat de M.Guermah, les arrestations qu'ils jugent arbitraire des jeunes collégiens à Amizour, et la marche pacifique organisée par des lycéens et collégiens, qui à dégénérer en émeutes à Akbou.

La réunion s'est achevée avec la rédaction d'un appel, dans lequel les présents dénoncent le mépris exercés par les corps de sécurité (gendarmerie) sur les citoyens, ce qui peut susciter une tournure dangereuse à cette mobilisation, en appelant les citoyens à être prudent et à continuer dans la démarche pacifique, « *conscients de la gravité du moment, nous appelons les citoyennes et les citoyens à demeurer vigilants et à poursuivre la mobilisation dans un cadre strictement pacifique pour arracher notre droit au respect et à la dignité* »⁷⁶. L'appel a été signé sous le nom de « groupe de citoyens de la Daïra d'Akbou », une dénomination particulière, qui n'a pas pu être signé nommément, parce qu'il y'avais une divergence entre les membres de la réunion, comme l'affirme monsieur S.Salhi, l'un des présents; « *...il y'a eu encore des problèmes de confiance entre nous, parce qu'il y'a eu beaucoup de fractions...* »⁷⁷.

Le collectif à dégager une délégation, qui ira le lendemain, 27 avril, discuter avec le commissaire et le responsable de la CNS, pour leurs demander de réduire la brutalité des forces de l'ordre avec les manifestants. Le collectif encadrera ensuite une autre marche pacifique, qui s'est transformé en émeutes violentes.

Quelques jours après, les malentendus se succèdent entre les membres du collectif, ce qui à conduit à une impasse pour pouvoir atteindre un consensus entre eux, plus les tensions qui augmentent de plus en plus pour des raisons partisans, politiques et idéologiques, le

⁷⁴ BENSBA Abderrahmane, président de l'APC d'Akbou en 2001. Elu FFS.

⁷⁵ BENSBA Djamel, ex-militant MCB.

⁷⁶ Appel à la population, 26 avril 2001, voir annexe numéro 08.

⁷⁷ Entretien avec Mr S.SALHI, voir annexe numéro01.

collectif se déconstruis et disperse⁷⁸, une première initiative d'organisation qui à échoué dans la commune d'Akbou. Malgré la déstructuration du collectif, les militants n'ont pas cessé d'organiser des réunions au niveau des quartiers, pour essayer de structurer et d'encadrer le mouvement⁷⁹.

III.3.2 Comité de suivi et de solidarité d'Akbou

Vers la fin d'Avril, les citoyens s'affolent et les émeutes se multiplient d'avantage. Pour calmer les habitants qui ne cessent de compter des blessés chaque jour, à signaler, que c'est au même jour où les émeutiers incendient les deux bureaux du (FFS-RCD) dans la ville d'Akbou, qu'une seconde réunion s'est tenu au siège de l'APC, qui rassemble cette fois les militants qui se mobilisent au niveau des quartiers.

Les organisateurs de cette réunion, ont procédé à une autre démarche, après l'échec subit par le premier collectif, les anciens militants vont alors, viser les délégués des quartiers et des villages d'Akbou et les représentants des associations, sans faire appel au représentants des parties politiques, d'après le témoignage d'un délégués « *on à essayer de structurer un espace qui va regrouper les associations, mais aussi les comités de quartier qui va impliquer le maximum, on à pas étaient voir les partis politique, parce que l'expérience du 26 avril n'a pas marché* »⁸⁰. Quelques jours plus tard, le 07 Mai, le groupe se réunis encore une fois au même endroit, et ils annoncent par une déclaration⁸¹ la création d'une structure nommé « Comité de Suivi et de Solidarité d'Akbou », à noter, que c'est dans cette réunion que l'appellation du mouvement (printemps noir) est apparu, selon le témoignage des présents avec qui nous avons maintenu des entretiens⁸², et c'est l'appellation utilisé dans la première déclaration du comité de suivi et de solidarité d'Akbou.

Les membres fondateurs du Comité, après avoir donné une brève explication sur les devoirs qu'ils doivent assumer, en ajoutant que « *il est constitué un Comité de suivi et de solidarité afin d'entretenir et de coordonner le nécessaire effort collectif que recommandent les circonstances* »⁸³, ils ont ensuite parvenu à la répartition des fonctionnalités de la structure en trois axes principaux;

⁷⁸ Entretien avec Mr S.SALHI, voir annexe numéro01

⁷⁹Entretien avec Z.BENKHELLAT.

⁸⁰ Entretien avec S.SALHI, voir annexe numéro 01.

⁸¹ Déclaration du comité de suivi et de solidarité d'Akbou, voir annexe numéro 03.

⁸² S.SALHI, Z.BENKHELLAT, T.HAMADACHE, S.ADJLANE

⁸³ Déclaration du comité de suivi et de solidarité d'Akbou, voir annexe numéro 03.

1-Organisation de la solidarité : une commission qui doit assurer le soutien moral et matériel des blessés, et des familles des victimes, chargé aussi de la collecte des aides, (finances, médicaments).

2-Travail de mémoire : la seconde commission, doit porter son intérêt sur les témoignages, « *pour que le crime ne reste pas impuni* »⁸⁴, et consacré les moyens possible pour permettre aux citoyens de s'exprimer ouvertement sur la répression que subissent les habitants de la région.

3-Mobilisation pacifique : le rôle de la dernière, est déterminé à essayer d'encadrer les protestataires, afin d'éviter les dégâts, et maintenir la mobilisation pour une plus large communion populaire.

III.3.3 Comité de Suivi de la Soummam

Le comité de suivi et de solidarité d'Akbou, qui est structuré avec horizontalité, continue, d'accomplir ces taches au niveau de la commune d'Akbou, et il élargit son terrain d'intervention en donnant naissance au (conseil des comités de suivi de la Soummam)le 11 mai 2001, pour objectif ; « *afin d'entretenir et de coordonner le nécessaire effort collectif que recommandent les circonstances* »⁸⁵, le conseil des comités essaye de porter aide aux communes voisines, (Chellata, Ighram, Ighzer Amokrane, Seddouk, Bouhamza, Ighil Ali, Tazmalt). les membres du comité agissent pour la mobilisation de toutes les ressources disponibles, des médecins, et des personnalités haut placé, ce qui à aider le comité à mieux contrôler les événements, comme l'a signalé l'un des acteurs, que les aides venaient des militants du FFS et ceux du RCD, à citer Hamid Ouazar, qui était député, et Amara Benyounes, qui était ministre de la santé, selon le présent témoignage ; « *Nourdinneikken*⁸⁶, *on à pu l'évacuer pour sa jambe en Ecosse, grâce à l'appui de Amara Benyounes, qui était ministre* »⁸⁷.

III.3.4 Coordination des Comités de Villages et de Quartiers de la Daïra d'Akbou (CCVQA)

Pour l'unification des ressources militantes de la Daïra d'Akbou, les responsables du comité de suivi et de solidarité d'Akbou, ont procédé à la création d'une coordination qui regroupe les comités installés au niveau des communes de la Daïra d'Akbou, ils ont fait appel au Comité Populaire de Suivi de la Commune Chellata, et à la Coordination des Notables des

⁸⁴ Déclaration du comité de suivi et de solidarité d'Akbou, voir annexe numéro 03.

⁸⁵ Déclaration, 11/05/2001. Voir annexe numéro 04.

⁸⁶Nouredinne IKKEN, blessé d'Akbou, amputé de la jambe.

⁸⁷ Entretien avec S.SALHI, voir annexe numéro 01.

Villages de la Commune d'Ighram, pour se rassembler le lundi 28 Mai 2001, au centre culturel d'Akbou, dans laquelle les réunis ont pris décisions sur les conditions qu'ils prévoient nécessaires pour y arriver à un consensus, et crée une coordination.

Les membres qui étaient présent, affirment que dans la coordination qu'ils aspirent crée ; chaque comité de village ou de quartier doit être représenté par trois délégués, parmi lesquels la présence d'au moins un jeune est indispensable. En donnant rendez-vous pour se réunir le jeudi 31 mai, à la salle de cinéma d'Akbou, pour crée explicitement cette coordination et élaborer un plan d'action et une plateforme de revendication, une déclaration finaliser par cette note ; « *des cellules d'information seront ouvertes au Centre Culturel d'Akbou et Place Colonel Amirouche à Akbou pour recueillir les noms des délégués et pour informer sur l'état d'avancement de la préparation de cette réunion* »⁸⁸. Ce qui s'est concrétisé Le 31 mai 2001, avec la création de la Coordination des Comités de Quartiers et Villages d'Akbou.

Dans la réunion qui à eu lieu à la salle de cinéma de la ville d'Akbou, les membres du comité de suivi et de solidarité d'Akbou, se sont retiré, pour laisser place aux délégués des quartiers et des villages d'Akbou pour mener la nouvelle structure initié par le premier, ils leurs transfère le bilan financier, ensuite, les nouveaux délégués de la coordination ont demandé à quelques membres du comité de continuer le travail avec eux, ce qu'ils n'ont pas refusé⁸⁹.

La coordination s'est réunis plusieurs fois au niveau local, et participer aux réunions, du comité populaire de Bejaia, en essayant de s'organiser, et d'élire des délégués qui vont s'occuper de l'encadrement et de la vigilance, aussi aux réunions inter-wilaya, qui ont précédé la marche du 14 juin, en coopérant à l'élaboration de la plateforme d'Elkseur⁹⁰, le 11 juin 2001⁹¹.

III.3.4.1 Le comité des révoltés

Au moment où les délégués et citoyens préparent la marche du 14 juin, un groupe de partisans vont essayer de créer un contre mouvement pour affaiblir la coordination des comités de suivi des quartiers et villages d'Akbou, ce qui n'a pas trop influencé la démarche suivi par les manifestants qui activent presque tous sous l'encadrement de la coordination des quartiers et villages d'Akbou, pour la crédibilité des représentants qui sont engagés par les protestataires.

⁸⁸ Commission de préparation, 28/05/2001, voir annexe numéro 09.

⁸⁹ Entretien avec S.ADJLANE.

⁹⁰ Plateforme d'Elkseur, voir annexe numéro 05.

⁹¹ Entretien avec M.HAMIDOUICHE.

Une petite période est c'est le comité des révoltés qui sera mis en écart, les protestataires continuent leurs actions, puis c'est la marche historique du 14 juin qui arrive, malgré la sensibilisation et la vigilance, pour objectif de mener la marche pacifiquement, la structuration et la planification préparé par les délégués ne seront pas mise en œuvre le jour de la marche à Alger, qui s'affiche publiquement qu'elle a dériver et dégénérer en émeutes.

III.3.4.2 La cellule de crise

L'après-midi du jeudi 14 juin 2001, dès l'arrivée des délégués à Akbou, ils remarquent qu'il y'a des manifestants qui manque, avec la pression des parents des disparus, la coordination va immédiatement ouvrir un centre d'accueil au niveau du siège de l'APC, c'est les délégués, à leurs tête T.HAMADACHE, qui vont être chargé d'accueillir les arrivées, et de recueillir les informations sur les non revenus, pendant que d'autres vont aller chercher dans les hôpitaux et les commissariat sur les disparus, des actions qui ont duré plus de trois jours, et qui sont très bien menés avec la collaboration des membres de la coordination qui n'étais pas à Akbou Selma BOUKIR, et des personnalités influentes sur la scène politique Djamel ZENATI⁹², une mobilisation qui à aider à travers beaucoup de disparus et de blessés, non seulement ceux de la région, mais presque de toutes les régions de Kabylie avec l'aide des habitants d'Akbou⁹³.

Juste après l'action du 14 juin, les délégués se retrouvent dans d'autres difficultés après les événements du 18 et 19 juin⁹⁴, ils vont être obligés d'intervenir pour aider le centre de santé d'Akbou qui à été dépasser par le nombre de blessés, en ouvrant une autre clinique publique qui ne fonctionne pas la nuit, et en fournissant les médicaments qui manque. Ils se réunissent ensuite, le 23 juin pour une mise au point sur les événements que la daïra d'Akbou subit, une réunion qui termine avec une déclaration dont ils recommandent à la population de mieux se mobiliser, de mieux s'organiser et de garder la cohésion, comme ils ajoutent aussi que les propos tenus par le ministre de l'intérieur ne sont que des mensonges, il déclare qu'*« aucune balle n'a été tirée par un quelconque manifestant lors des journées 18,19 et 20 juin »*⁹⁵

En assurant leurs fonctions militantes, la coordination prend en charge également les funérailles et l'enterrement des victimes, des funérailles qui seront organisés au niveau de la salle omnisport de Guendouza, et l'enterrement au cimetière des Martyrs, malgré le

⁹² Voir chapitre 3.

⁹³ Entretien réalisé avec T.HAMADACHE

⁹⁴ Ibidem.

⁹⁵ Déclaration du 23/06, voir annexe numéro 10.

mécontentement de quelques anciens moudjahid de la guerre de libération⁹⁶. Et elle procède aussi à prendre en charge la commémoration du 40^{ème} jour, qui sera sous un programme condensé qui comporte une série d'activités, réparties sur trois communes, à savoir, la commune d'Akbou, la commune d'Ait-Rzine et la commune de Boudjellil⁹⁷.

III.3.4.3 la mobilisation au niveau de la Soummam

La coordination des comités de la Daïra d'Akbou, va continuer dans la même trame, en organisant une réunion le 08 juillet à la salle de cinéma, dans laquelle ils créent deux commissions, la première va être chargée d'enquêter sur le mouvement dans une perspective global, cependant, la deuxième sera chargée de suivi et de solidarité. Comme ils ont mets au clair quelques autres points dans la synthèse de la réunion⁹⁸, à citer ; la nationalisation du mouvement, le maintien des décisions prisent dans les réunions d'inter-wilaya et le refus de la réception de toute délégation officielle à Ifri le 20 aout.

En collaboration avec les autres structures de la région, le dernier point a été pleinement accompli, le 20 aout 2001, avec une mobilisation citoyenne exemplaire, une marche grandiose s'est organiser, pour réapproprier la date historique du congrès de la Soummam, et pour empêcher la présence d'un organisme ou des personnalités étatique, ce qui est affirmé dans une déclaration du comité de suivi et de solidarité d'Akbou le 22 aout, dans laquelle ils réaffirment « ... leur fidélité à la mémoire des femmes et des hommes qui ont payé de leur vie pour que triomphent les idéaux communs de la Révolution et du Printemps Noir ... »⁹⁹.

III.3.5 La phase descendante du mouvement

Le comité de suivi et de solidarité d'Akbou, qui a mené presque toutes les actions du début des émeutes, de l'encadrement des émeutes, à l'initiation du comité qui rassemble les structures de la Soummam, et la coordination qui servira de cadre de rassemblement et d'union, des communes de la daïra d'Akbou. Le comité va s'orienter vers un fléchissement dès le mois de septembre, pour de nombreuses raisons. La fracture et la divergence commencèrent à intégrer le mouvement, la division du Comité Populaire de Bejaia le 19 juillet, l'écartement des syndicalistes, la création de la Coordination Inter Communales de et de solidarité d'Akbou, ce qui à susciter le désengagement¹⁰⁰ de quelques membres au début, puis l'effondrement du comité dans une réunion qui a eu lieu à la salle de cinéma d'Akbou, le

⁹⁶ Entretien avec S.SALHI, voir annexe numéro 01.

⁹⁷ Commémoration 31/07, voir annexe numéro 11.

⁹⁸ Synthèse de réunion du 08/07, voir annexe numéro 07.

⁹⁹ Déclaration du 22/08, voir annexe numéro 12 (2/2).

¹⁰⁰ Entretien avec T.HAMADACHE.

02 septembre 2001, dans laquelle les membres vont présenter publiquement le bilan financier¹⁰¹ de la période entre le 07 mai 2001 jusqu'au 02 septembre de la même année.

En 2002, les conflits se succèdent avec les élections législatives, qui ont causé encore des fractions aux seins des structures, avec les différents désengagements des militants partisans. Plus l'appel du premier ministre, A. Benflis invitant les militants aux négociations, ce qui a été fermement refusé par la coordination de quartiers et de villages d'Akbou, cependant, il y'avait un groupe qui s'est rassemblé en compagnie de quelques parents des victimes, et participeront aux négociations tenus à Zeralda au mois janvier et février 2002, une réunion qui a achevé avec une décision sur l'indemnisation des victimes à condition de cesser toute poursuite judiciaire, ce qui n'avais ni de valeurs moral, ni d'influence sur le côté politique ou militant, d'ailleurs les négociations ont été appelé par suite (les négociation des Aarouch Taiwan) par les militants anti dialoguistes.

La coordination, et dans le cadre de l'inauguration d'une stèle à la mémoire des victimes du printemps noir, lance un appel aux citoyens de participer au programme tracé pour exiger « *la satisfaction pleine et entière de la plateforme d'Elkseur, et le rejet des élections municipales* ».

III.4. L'usure et la division

La tentative du premier ministre Ali Benflis de diviser le mouvement, en invitons des pseudo-négociateurs (laarouch taiwan) non représentatif, n'a pas réussi, c'est alors le tour du nouveau ministre Ahmed OUYAHIA en mois de mai 2003, celui qui à négocier sur le boycott scolaire de 1995, de tenter d'obtenir des accords avec les représentants de la coordination inter-wilaya.

En instaurant dès le début la politique d'usure, par les autorités politiques, les citoyens commencèrent à se fatiguer après les fractions dans les structures, puis jouer la carte de diviser en utilisant les partis FFS-RCD, avec la participation du FFS aux municipales de 2002 et le boycott du RCD qui a été décidé dans un conclave à Tinebdar, puis le contraire, avec la participation du RCD au présidentielle de 2004, et le boycott du FFS, ce qui a divisé la Kabylie selon le témoignage d'un délégué, et faciliter la tâche à Ouyahia en 2005, lors des négociations tenus avec les délégués de la coordination inter-wilaya, à leurs tête Belaid ABRIKA, ce qui à mener le dialogue à la guise du ministre, vue le retrait de plusieurs délégués et la révocation de plusieurs structures, après ça, le mouvement va perdre tous son ancrage, et c'est la fin du processus de mobilisations de 2001.

¹⁰¹ Entretien avec S.SALHI, voir annexe numéro 01.

Conclusion

Pour conclure, nous avons essayé de procéder dans cet avant dernier chapitre à l'explication des différentes structures mises en œuvre dans la localité d'Akbou, leurs fonctionnements et leurs modes d'action.

Ainsi, nous avons retracé la démarche suivie par les délégués de la commune d'Akbou particulièrement, et dans la région de la vallée de la Soummam globalement, ne s'est référer ni aux structures tribales, traditionnelles (Aarch), le cas d'At-jenad, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ni aux structures populaires modernes, le cas des syndicalistes et des partisans du PST, dans la wilaya de Bejaia. Dans la région d'Akbou, c'est une sorte de fusion entre les deux, ils ont fait référence au niveau communale en engageant des délégués de villages et de quartiers, puis au niveau de la Daïra qui rassemblera ces délégués dans une structure plus unificatrice et plus alourdi.

Chapitre IV : Profils d'acteurs

Introduction

Notre étude s'est focalisée dans les chapitres précédents sur l'analyse des événements qu'a vécus la Kabylie en 2001, en spécifiant une seule région, la vallée de la Soummam, plus précisément la daïra d'Akbou.

Nous avons essayé de retracer la chronologie des événements, puis comprendre les structures mises en place dans la daïra en particulier la commune d'Akbou.

Pour mener notre étude à bien, nous devons compléter la démarche anthropologique que nous avons entamée, en essayant de présenter le parcours des militants qui ont géré les événements durant le printemps noir dans la localité d'Akbou.

IV.1 Zahir BENKHELLAT

IV.1.1 ces débuts au lycée

Pour monsieur BENKHELLAT, le commencement de son parcours militants, débute au lycée, à la fin des années 1980, il était militant du MCB dès sa première année secondaire lors des événements du 05 octobre 1988, comme il l'a énoncé, la question de tamazight à l'époque, était très délicate, ils rencontrent des difficultés que ce soit avec les agents des forces de l'ordre où avec les administrateurs du lycée Debbih Cherif à Akbou, il était membre du comité qui représentait les élèves au lycée. BENKHELLAT raconte comment la police leur fait subir des interrogatoires quand ils préparaient des activités pour célébrer le 20 avril 1980. « *La police venaient nous interroger, pourquoi vous faites ce genre d'activité ? Qui vous a envoyé ? Pourquoi vous ne célébrez pas le 16 avril ? Pourquoi le 20 avril ? C'est des tentatives d'intimidation* ».

IV.1.2 Son parcours à l'université

En 1992, l'Algérie connaissait une expérience démocratique, c'est l'époque où l'Algérie connaissait l'émergence de mouvements multiples, droits de la femme, mouvements identitaire (MCB), une crise idéologique (islamisme), politique (FFS, RCD, PARTI ISLAMISTE), c'est à ce moment que monsieur BENKHELLAT réussiras son test de baccalauréat, il s'inscrit alors à l'université d'Alger, à la faculté des sciences de communication et de l'information, Ben Aknoun. En étant membre du comité de cité de la résidence universitaire Ben Aknoun, monsieur BENKHELLAT nous a expliqué qu'au sein du comité, ils organisaient beaucoup d'activités pour sensibiliser, et mener le combat contre le

régime en place et contre l'islamisme, avec une structure répartie en deux collectifs, le collectif (tagmats) qui exprime (fraternité), et le collectif (tanfalit) qui signifie (expression).

Finalement, conclut BENKHELLAT qu'ils se sont rendus compte que les deux partis politique qui représentaient la Kabylie, FFS RCD, et qui étaient sensé accompagner les différentes actions du MCB, ont essayé de s'accaparer le mouvement.

IV.1.3 Carrière partisane

En étant étudiant, il intégrera le parti politique nouvellement crée par ces ex-compagnons, les militants du MCB, avec qui il partage la même ligne idéologique, celle des modernistes, culturalistes et démocrates, le rassemblement pour la culture et la démocratie RCD, présidé par Docteur Said SADI. Son secrétaire général, était monsieur Ferhat MHENNI, deux figures très influentes dans le mouvement, et BENKHELLAT, sera donc membre du conseil national, en étant le représentant des étudiants au sein de la structure du parti, il ne tardera pas à finir sa carrière partisane dans le RCD, parce qu'il sera chargé des tâches qu'il considère malsaines, «...je me suis trouvé entre l'enclume et le marteau, ils me disent qu'il faut utiliser les étudiants pour le parti, et moi je ne mange pas de ce pain... », Parce que selon lui, au lieu que les parties fassent de la formation pour leurs militants, ils essaient de récupérer le mouvement, et c'est ce qui l'a poussé à quitter le parti.

IV.1.4 Militantisme au MCB

En 1995, lors du boycott scolaire, monsieur BENKHELLAT était toujours étudiant à l'université d'Alger et militant du MCB, qui est à l'époque divisé en deux parties, la commission nationale, qui activait sous une majorité partisane du FFS, et la coordination nationale, qui sera la partie dans laquelle monsieur BENKHELLAT s'est inscrit, une partie proche du RCD, qui intègre aussi les militants des différents partis de la gauche (PST, PAGES). BEKHELLAT affirme que ; « *même si la coordination était sous la chapelle du RCD, mais c'est une structure indépendante par-rapport à l'organique du parti* », il ajoute qu'au moment où les autres militants activaient dans la rue, lui avec ses camarades se sont occupées des activités à l'intérieur de l'université, il déclare ; « *nous avons fait beaucoup d'actions à l'époque, à la faveur du boycott scolaire, comme vous le saviez, le MCB à l'époque est divisé en deux, il y'avait la commission et la coordination* ».

Vers la fin de l'année scolaire 1994-1995, la RCD va appeler à l'arrêt du boycott, pour objectif de participer aux élections présidentielle de 1995, contrairement au FFS, qui appel pour le maintien du boycott, jusqu'au bout.

Le boycott va être arrêté après les négociations qui ont eu lieu le 22 avril 1995, entre le gouvernement avec Ahmed OUYAHIA et une délégation envoyé par le RCD, des négociations qui ont abouti à la création du HCA, Haut-commissariat à l'Amazighité, une institution rattachée à la présidence.

IV.1.5 Sa profession

Après avoir obtenu son diplôme de licence en journalisme 1996. Il devient journaliste, il a exercé son métier pendant près de deux ans à la radio nationale, la chaîne 2 plus précisément, c'était la seule chaîne radio de langue amazigh (Kabyle). Mais juste après la création du HCA, monsieur BENKHELLAT par militantisme va abandonner son travail, pour aller faire une formation en langue Amazigh à l'université de Tizi-Ouzou où il obtiendra un Magister en langue et culture Amazigh, et il devient enseignant de Tamazight au lycée 20 aout 1956 à Ighzer Amokrane.

IV.1.6 Fondation MATOUB Lounes

En 1998, le jeudi 25 juin, une date qui a bouleversé la sphère militante berbère, par l'assassinat du militant-chanteur engagé MATOUB Lounes, une mort que monsieur BENKHELLAT considère que c'est une mort qui a arrangé tous les ennemis du défunt, ceux de sa famille politique, les islamistes et le pouvoir en place. En réaction à ça, il intègre la fondation MATOUB Lounes, où il combat avec d'autres militants autour de la vérité sur l'assassinat.

IV.1.7 Mouvement citoyen de 2001

En 2001, monsieur BENKHELLAT était un enseignant de Tamazight au lycée 20 aout 1956, à Ighzer Amokrane, il a vécu pleinement ces manifestations, qui ont débuté pour lui dès l'assassinat des deux jeunes manifestants d'Ighzer Amokrane le 25 avril 2001, l'une des deux victimes, Kamel MAKHMOUKHEN, était son élève. Monsieur BENKHELLAT, a fait une conférence à l'université de Bejaia avec Ferhat MHENNI le lundi 23 avril 2001, le lendemain mardi 24 l'enseignant conseilla les élèves du lycée en leurs disant de faire attention s'ils veulent faire une marche, le lendemain, mercredi 25 avril, monsieur BENKHELLAT recevra un appel qui le choc avec la nouvelle de l'assassinat de Kamel MAKHMOUKHEN.

Il a contribué dès le début à la création d'une structure qui doit organiser et encadrer le mouvement dans sa ville natale, ils commençaient à se rencontrer par groupe, tous les militants, on fait abstraction des divergences politiques qui les a séparées, et ils se réunissent

pour créer le comité de suivi et de solidarité vers la fin du mois d'Avril, en donnant la dénomination du printemps noir au mouvement protestataire de 2001.

Après avoir participé à la structuration des quartiers et des villages d'Akbou, en allant leur demander dans une assemblée générale de leurs désigner trois délégués qui seront leurs représentants de la coordination des quartiers et des villages d'Akbou qui va être créée.

Mandatée par les délégués des quartiers et des villages de la Daïra d'Akbou, dans une réunion qui a eu lieu le 31 Mai 2001 à la salle de cinéma d'Akbou, et il été l'un des décideurs de la coordination d'Akbou qui ont opté pour quitter la CPWB, le 07 juin à l'université de Bejaia, il sera par suite l'un des rédacteurs de la plateforme d'Elkseur, en étant délégué de la wilaya de Bejaia dans la réunion d'Elkseur le 11 juin 2001.

Le 14 juin, « ...c'était le seul mouvement qui pouvait bouleverser le système... ». Il partira à Alger en compagnie de trois millions manifestants pour remettre la plateforme d'Elkseur auprès du président de la république, une action qui a été détournée en émeute par le pouvoir, ce qui les a empêchés d'accomplir leur tâche. Puis le 18 et 19 juin, lors de l'assassinat des cinq victimes à Akbou, qu'il considère comme l'une des journées les plus atroces de son parcours militant. Il sera ensuite interpellé par la police à Ighzer Amokrane pour avoir été délégué, le 02 novembre 2002 en lui collant trente et un (31) chefs d'inculpation, parmi eux, son soutien au mouvement qui à protester pour renommer le lycée Hafsa, en lycée Mohamed HAROUN, un mouvement qui a appelé à une marche qui rassemblera plus de six cents mille à Akbou. Il restera une semaine à la prison de Bejaia, puis ils l'on relâché mais il reste sous résidence surveillé, quelque temps après, il rentrera en clandestinité, ce qui lui a coûté une année d'arrêt de travail parce qu'il a été recherché, et il sera libéré après son jugement où il était acquitté.

Finalement, monsieur BENKHELLAT, nous a affirmé qu'il ne s'est jamais désengagé du mouvement citoyen, en considérant le printemps noir de 2001, comme le mouvement le plus marquant dans l'histoire de l'Algérie indépendante.

IV.2 Sofiane ADJLANE

Avant d'entamer à la description de son profil, nous estimons que nous devons citer que c'est un habitant et originaire du village Tifrit, commune d'Akbou, le village où est née et grandi Mohamed Haroun.

Après avoir eu son BEM, monsieur ADJLANE rejoindra le lycée technique Krim BELKACEM, appelé Technicum d'Akbou, et c'est à partir de cette étape que son parcours militant commence.

Sofiane ADJLANE, intégrera dès sa première année le comité des élèves du lycée, où il commença ses activités avec ses camarades qui luttent presque tous pour la justice sociale, et la question identitaire. L'une des premières actions qui l'ont marqué, c'est l'activité de préparation de la célébration du neuvième anniversaire du printemps berbère, avec l'invitation de Mohamed HAROUN, le 17 avril 1989. Il aura son diplôme de baccalauréat ensuite, il intégrera l'institut d'El-Harrach, qui va abandonner dès les premiers temps, avec l'imposition de l'arabisation, selon son témoignage.

IV.2.1 Parcours militant

Le parcours militant de monsieur ADJLANE, a débuté depuis son jeune âge, il active dans le mouvement associatif au niveau communal, militant du MCB, en étant au même temps partisan du RCD.

Il sera présent à la première réunion qui s'est tenue à Tizi-Ouzou, pour préparer le boycott scolaire de 1994, avec Ferhat MHENNI, OULD ALI Elhadi et Madjid AMAZIGH, mais il n'a pas participé à la concrétisation de l'une des plus marquantes épreuves qu'a vécu la revendication socio-identitaire de la Kabylie, parce que dans les années 1994, 1995, au moment où les jeunes de la Kabylie seront privés de leurs études, il été au service militaire ce qui l'a empêché de participer aux événements organisés par le MCB lors de l'interpellation de MATOUB Lounes.

IV.2.2 Pendant les événements de 2001

Sofiane ADJLANE continue à militer dans différents mouvements, et dans son parti le RCD, jusqu'à l'arrivée des événements de 2001, ce qu'il a poussé à se désengager du parti.

Après sa participation aux différentes activités préparées par les associations de la commune, pour célébrer le 20 avril, mais suite aux événements de protestation qui émergent du jour en jour après les faits précédemment détaillés, c'est au niveau du village Tifrit que les gens commençaient à s'organiser. Les villageois appellent à une réunion pour se structurer et c'est à partir de là que S.ADJLANE qui était émeutier sera sollicité par les protestataires pour prendre la parole. Il sera désigné comme représentant du village dans la coordination communale, ensuite délégué de la commune d'Akbou lors de la création de la coordination de Daïra qui rassemble la commune de Chellata, la commune d'Ighram et la commune d'Akbou.

En étant délégué de la Daïra d'Akbou, il participe à la réunion de la Comité populaire de la wilaya de Bejaia, qui s'est tenue le 27 Mai à l'université de Bejaia, où ils sortent avec une plateforme de revendication qui porte 27 revendications, « *une plateforme jugé un peu trop partisane, il y'avait beaucoup de points rallié à la gauche. L'abrogation du code de la*

famille, qui est une revendication partisane du RCD, la levée d'état d'urgence, qui est une revendication du FFS »

Quelques jours après, Sofiane ADJLANE représentera avec d'autres délégués la Daïra d'Akbou, dans la réunion du 11 juin à Elkseur, ce qui lui permettra d'être l'un des initiateurs de la plateforme d'Elkseur, et l'un de ceux qui ont préparé la marche historique du 14 juin, dont il participera.

Il sera ensuite blessé, après un affrontement avec un policier à Alger, il sera sauvé grâce à l'intervention d'un autre policier Kabyle. Ce qui lui a laissé quelques blessures qui ne sont pas grave. Il témoigne que si dix pour cent des Algérois nous ont aidés le jour du 14 juin, le pouvoir algérien va être renversé le jour même. Dès son retour à Akbou, il entamera la recherche des émeutiers qui n'ont pas revenus, avec d'autres délégués, en allant chercher un peu partout dans les hôpitaux, les commissariats et d'autres lieux pour trouver les disparus.

Suite à ça, il sera à Akbou les jours qui suivent, et il témoigne sur les six jours qui ont bouleversé Akbou, en disant « *entre le 18 et le 24 juin, il y'a le journal (le matin) qui est titré ; (Akbou appel aux secours), c'était la guerre* », il ajoute qu'après ces jours, à chaque fois qu'il part à Alger, il sera embarqué par la police, du fait qu'il est délégué.

IV.2.3 La fin du mouvement et la pensée autonomiste

Selon l'entretien avec S.ADJLANE, la fin du mouvement a été entamée au mois de juillet, plus précisément après les journées de réflexion à Ihedaden, Bejaia, où le PST avec Badreddine DJEHNINE et Sadek AKROUR, essaye de se restructurer à travers du Comité Populaire de la Wilaya de Bejaia, ce qui a suscité la déchirure de la CPWB, avec la création de la CICB Coordination Inter Communale de Bejaia, la structure qui interdit toute intégration d'un syndicat ou autre, dans lequel il n'y aura que les représentants des communes.

Après le dialogue des délégués avec le pouvoir, S ADJLANE maintien son avis de ne pas dialoguer, et rejoint le mouvement qui s'est apparu juste après les événements, sous le nom du MAK, Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie, présidé par Ferhat MHENI. Il a milité dans le mouvement jusqu'en 2008, après que le culte de la personnalité commence à apparaître dans le mouvement, et la ligne directrice s'est mutée en un Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie, en l'exprimant ouvertement ; « *j'étais responsable du MAK, et quand Ferhat l'a dévié, je me suis retiré* ».

Le combat pour l'autonomie de la Kabylie reste toujours l'idéal de S.ADJLANE, comme l'a annoncé ouvertement qu'il est parmi les fondateurs du RPK, Rassemblement Pour

la Kabylie, qu'il considère comme « *nous, on a créé le RPK, c'est un mouvement ou il y'a beaucoup d'intellectuel dedans, notamment Said CHEMAKH, Salem CHAKER, Hacem HIRACHE. On est en train de faire un travail doucement, juste pour dire qu'il y'a des gens qui ont continué le combat, comme il y'a d'autres qui se sont retiré carrément, comme s'ils n'ont jamais combattu, ils ont oublié tout ce qui s'est passé, parce qu'au jour d'aujourd'hui, rien n'est réglé* ».

IV.3 Hamid OUAZAR

IV.3.1 les débuts du militantisme

Dès son jeune âge, dans les années soixante-dix, monsieur OUAZAR Hamid a commencé à côtoyer les masses initiatrices des revendications démocratiques et identitaires dans les années 1970, « *mon âge, c'est une conjoncture, notre scolarité avait coïncidé avec la période la plus éblouissante en terme d'ablution politique, c'est au moment où se faisaient la maturation d'une prise de conscience pour le recouvrement identitaire, pour l'initiation à la démocratie etcetera* ».

Dès son entrée au lycée Elhamadia à Alger, il découvre des mouvements politiques, des prémices du changement, qui vont selon lui faire rentrer la société dans une nouvelle phase après le pluralisme de 1989.

Son intégration en politique a été en 1976, il aura son baccalauréat, puis il s'inscrira à l'USTHB (Université des Sciences Technologiques et Hydrauliques Babezouar), Alger. Et c'est là qu'il a tissé des liens avec les membres des comités de cité et de l'université, qui commençaient à organiser des luttes contre l'ordre établi, et quand le mouvement 1980 arrive, il était parmi ceux qui ont bloqué l'université d'Alger pour se solidariser avec les événements de 1980 à Tizi-Ouzou, en portant les mêmes revendications dans les marches qu'ils organisent. Au cours de ces événements il fera connaissance avec quelques militants du FFS, et c'est à partir de là, qu'il sera militant du parti avant sa légalisation.

IV.3.2 Militant politique du FFS

A partir des années 1980, notre entretien sera un membre actif du FFS en clandestinité, et il sera parmi les membres du comité qui va préparer sa légalisation, comme il l'affirme « *j'étais dans le comité directeur qui a préparé les statuts du parti pour les déposer, pour être légal, parmi ceux qui ont préparé la rentrée d'AIT AHMED, etc.* ».

Une participation intense aux activités du parti, qui finissent par son élection comme député aux législatives de 1997, ce qui ne va pas trop durer, car après quelques divergences politiques profondes avec les décideurs du parti, il décide de quitter le parti en étant membre de direction et étant élu du parti FFS.

IV.3.3 Profession

Quand il a fini ses études, monsieur OUAZAR s'engagera dans l'enseignement à l'université d'Alger, il été enseignant de physique du solide depuis la fin de la décennie 1980-1990, il sera représentant du FFS à l'APN, entre 1997-2002, puis il continuera sa profession d'enseignant à l'université d'Alger jusqu'à ce qu'il sera retraité.

IV.3.4 les événements de 2001

Pour lui, les événements de 2001, n'étaient pas un fruit du hasard *« on sentait qu'il y'a une crise de représentation, la crise était là, les partis politiques qui existaient à cette date-là, la configuration du champ politique d'une manière générale était plus absorbée par la stratégie d'une conquête du pouvoir, en reniant la stratégie du changement du système, ils essayent tous comment se frayer un chemin au pouvoir, et quand vous êtes dans cette stratégie, elle induit une lutte entre les partis politiques »*

Pour finir, monsieur OUAZAR nous affirme que les événements de 2001 ont été prévisibles, car c'est une crise de représentation qui est à l'origine, les partis politiques n'assument plus leurs fonctions, et c'est l'une des raisons qui l'ont poussé à s'éloigner du parti en 1997.

Il a été présent à une réunion dès le début des événements dans une cave de la cafétéria de la paix, pour essayer de trouver issue à cette crise, mais ils n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente. Ensuite il intervenait au niveau local dans des marches pacifiques, et au niveau national en essayant de voir avec les autorités pour leurs demander d'arrêter la répression, il souligne une action qu'il considère essentielle, celle crée sous son initiative, de regrouper une délégation de députés après qu'il reçoit un appel d'Akbou pour lui annoncer la mort des deux jeunes le 18 juin.

Il appelle aux députés et ils organisent une réunion d'urgence, ce qui est à signaler c'est qu'il n'y avait que trois 4 parmi 24 députés qui sont de Kabylie, ils fixent un rendez-vous avec le premier ministre, dans la réunion, *« on lui à signifier clairement que les choses doivent s'arrêter, prenez vos responsabilités, vous êtes chef du gouvernement, vos services sont entrain de tiré à bale réelle, il faut arrêter ce massacre »*.

Malgré qu'il ne faisait pas partie du comité de suivi et de solidarité d'Akbou, il nous à affirmer qu'il les aide dès qu'ils le sollicitent, il a intervenu en envoyant le matériel nécessaire qui manquait au niveau national, pour sauver un jeune défiguré en plein émeute.

Il intervient aussi le 19 juin quand il y'a eu émeutes et des morts *« je suis arrivé, il y'avait des éléments qui m'ont reconnu, ils m'ont demandé d'avancer, ils m'ont ouvert un garage, et ils m'ont dit mets ta voiture, elle sera en sécurité, on est entré à l'APC, on a négocié avec le commissaire, ils m'ont fait un bilan de la situation dans les normes »*.

Monsieur OUAZAR fini par conclure que l'échec du mouvement, se résume en trois points,

-le refus d'aller vers le politique *« le mouvement la3rouch est un mouvement politique qui refuse d'entrée dans le politique à travers d'une conférence nationale »*,

-le mythe Kabyle, parce que les Kabyles se voient différent des autres, ce qui a servi d'obstacle pour nationaliser le mouvement parce qu'ils ne savent plus parler aux autres, *« c'est vrai que si vous remonté quelques années en arrière, la Kabylie était à l'avant-garde des luttes syndicales, des luttes politiques et des luttes démocratiques »*, malgré que tout ça peut s'expliquer non pas parce que les Kabyles sont plus intelligents que les autres, mais parce que la prise de conscience était faite dans l'immigration.

-Le troisième élément, se résume dans l'absence de l'élément féminin, *« il y'avait une prédisposition à la violence, parce qu'il n'y avait que des hommes »*

Hamid OUAZAR termine sa discussion en nous laissons un message clair en disant qu'il doit y avoir un renouveau politique, et que c'est aux jeunes d'intégrer les formations politique et crée d'autres s'il le faut.

IV.4 Tahar HAMADACHE

IV.4.1 Ces débuts aux militantismes

Mr HAMADACHE, a commencé son parcours militant dès les années 1980, il a été le représentant de l'association culturelle d'Ighil Oumsed, il active dans différentes associations, et dans le mouvement culturelle berbère MCB. Du fait que ce dernier s'est organisé d'une façon transe-partisane et horizontale, il sera le représentant de l'association du village Ighil Oumsed au deuxième séminaire du MCB en 1989 qui a regroupé non seulement les tendances politiques, mais aussi les différentes organisations, tel que celles qui défendent les droits de la femme, la LADDH (Ligue Algérienne pour la Défense des Droit de l'Homme), les artistes et

les associations culturelles. Selon HAMADACHE, « *la branche associative était beaucoup plus proche de Mohamed HAROUN que d'autres, et puis le fait que Mohamed HAROUN n'a pas pu continuer, parce qu'il était en désaccord avec d'autres teneurs, d'autres grosses pointures à l'époque, il a quitté le deuxième séminaire avant la fin des travaux* » ce qui fait que les associations culturelles vont activées chacune à sa manière, elles travaillent dans l'individualité.

IV.4.2 Aux moments des conflits dans le MCB

Il a été un militant du MCB malgré les problèmes qui ont surgis en 1996, Après une année du boycott scolaire, ce dernier était très difficile non seulement sur la scolarisé mais aussi sur les militants, ce qui a engendré des conflits entre les militants, et chacun prend son clan, malgré qu'il y'en a aussi ceux qui ont resté neutres, dont s'inscrivait HAMADACHE à l'époque.

Après cette déstructuration du mouvement, la période entre 1996-2001, les militants vont subir des pressions non pas tant que militants, mais tant qu'individu, ce qui s'amplifiera après l'assassinat de MATOUB Lounes.

En étant président de l'association des amis de l'Art, T.HAMADACHE sera appelé à rédiger un communiqué pour l'élaboration d'un projet d'école, en septembre 2000, au syndicat du SATEF (Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Education et de la Formation), dont il était membre.

IV.4.3 le mouvement citoyen de 2001

Au début de l'année 2001, selon T.HAMADACHE, dans le cadre des préparations d'un congrès national du syndicat, les ex-militants du MCB et syndicalistes de SATEF, «*savait très bien que quelque chose vase produire et puis il n'ya rien pour pouvoir encadré ça. Les partis politique sont était engluée non pas dans la corruption, mais ils étaient piégée par l'expérience institutionnel, on ne peut pas enfermer un parti politique dans une institution, car le parti politique est fait pour servir la liberté d'expression*»

Monsieur HAMADACHE, avec des militants du MCB et de SATEF, MEDJEGDOUD et Salma BOUKIR, ont décidé de réagir aux événements et accompagné les lycéens et collégiens qui ont initié la contestation le 26 avril 2001, en suivant le chemin du MCB.

La déclaration du comité de suivi et de solidarité d'Akbou, était rédigé par Mr HAMADACHE, qui ne représentera pas le SATEF, mais comme président de l'association des amis de l'art, en refusant de signer la déclaration tant que président, parce qu'il y'avait

des gens qui ne sont pas venus avec des idées saines, il a donc préféré de signer la déclaration en son nom.

Il ajoute qu'aucun membre du comité de suivi et de solidarité ne s'est adressé aux journalistes comme étant un membre du comité, pour ne pas tomber dans le piège de faire une image médiatique « *Nous les membres de comité on est des organisateurs pas des intervenus* »

Les membres du comité dont il faisait partie, ont essayé d'établir des contacts avec des autres régions limitrophes, comme ils ont essayé d'élargir le cercle de réflexion, ainsi « *notre expérience été à la portée de tout le monde* ».

Le départ des brigades des gendarmeries était selon lui la décision qui a rendu la situation compliquée, il préféré la punition des gendarmes qui étaient à l'origine des problèmes, non pas ceux qui ont été là pour maintenir la sécurité, qui n'ont rien fait pour les sanctionner, en donnant l'exemple de la brigade de gendarmerie de la commune de Chellata.

IV.4.4 la marche du 14 juin

Il s'éloigne de comité de suivi et de solidarité, dès l'apparition du comité des révoltés, qui à ces yeux, préparaient une déstabilisation du comité de suivi et de solidarité à Akbou. Il n'était pas d'accord avec la plateforme d'Elkseur du 11 juin 2001, ni avec la marche du 14 juin, positions qu'il a affichées ouvertement avec manque d'explicitation. Monsieur HAMADACHE sera obligé de gérer la situation après les dégâts résultant de la marche à Alger « *j'étais dans le comité restreint de suivi, quand ils ont fait l'action sur les disparus de la marche du 14 juin* », ce que nous avons signalé dans le chapitre précédent.

IV.4.5 Le désengagement du militant

Tahar HAMADACHE, assistera au séminaire qui a eu lieu le 14 juillet 2001 à Iheddaden, wilaya de Bejaia. Un séminaire qui s'est achevé avec la création de la CICB (Coordination Inter Communale de Bejaia), une coordination qui écarte les syndicats, et c'était lui, le syndicaliste délégué du SATEF qui a rédigé la déclaration qui porte la naissance de la nouvelle structure qui mis en écart les syndicats « *c'est la première fois que j'assiste à une réunion en tant que délégué de SATEF, et c'est moi qui a écrit la déclaration ou on mettait les syndicats dehors* ».

Suite à ça, le 02 septembre 2001, il procède à un désengagement définitif, avec les membres du comité de suivi et de solidarité d'Akbou, dans une réunion publique à la salle de cinéma, où ils présentent publiquement le bilan moral et le bilan financier du comité de suivi, en affichant son dysfonctionnement publiquement.

IV.5 Djamel ZENATI

IV.5.1 : débuts d'une carrière

« *Djamel Zenati fut le plus jeune militant arrêté et emprisonné. Un jeune passionné et convaincu en même temps. Militant actif et débateur infatigable* » selon le témoignage de Fodil BOUMALA.

Née le 14 décembre 1959, dans une famille modeste au village Ighil-Oumsed, dans la commune de Chellata, Daira d'Akbou, wilaya de Bejaia, Djamel ZENATI aura son baccalauréat et suivra ces études à l'université de Tizi-Ouzou, où il obtiendra un DES en Mathématiques, mais en rejoignant l'université, il intègre directement le mouvement culturelle berbère (MCB), et c'est là où son militantisme commencera, ensuite avec d'autres étudiants syndicalistes, ils fondent la première organisation estudiantine indépendante de l'UGTA.

Il sera ensuite l'un des membres actifs du printemps berbère 1980 à Tizi-Ouzou, où il sera emprisonné en étant le plus jeune parmi les 24 détenus, il enchaînera ces actions militantes sans cesse ni crainte, il participe aux événements de 1981 à Bejaia où il sera aussi arrêté par les services de sécurité en Mai 1981.

IV.5.2 : Son histoire avec le FFS

C'était en 1992, que Djamel ZENATI, penchera ces opinions d'une manière purement objective vers la logique politique du FFS, ce qui sera confirmé au boycott scolaire de 1994-1995, où il prend position aux côtés des militants du FFS où il sera le porte parole du MCB commission, puis en 1997, même s'il n'a jamais été un militant du FFS d'après lui, il sera député du parti, puis conseiller politique et directeur de campagne électorale de Houcine AIT AHMED en 1999, il prend ces distances du parti après la participation de ce dernier aux élections municipales en 2002.

IV.5.3 Sa position face aux événements de 2001

Selon Djamel ZENATI ; « *il y'avais une séries de provocations, les contrôleurs des prix, la police, la gendarmerie, il y'avais tout un truck, sa prenez l'aire d'une opération, les provocations sa était fait exprès* »,

Au début, c'est la colère des citoyens face aux provocations menées par les corps de l'état, notamment l'assassinat de GUERMAH Massinissa, et la provocation des collégiens à

Oued Amizour, plus que ça, la période dans laquelle ces dépassements son exercer n'est pas choisis au hasard selon D.ZENATI, parce que c'est une période très particulière, la commémoration du printemps berbère 1980. Quelques jours plus tard, la contestation, devient une contestation organisé, d'abord les étudiants qui ont fait une marche, puis les médecins, les femmes, les avocats, les partis politiques, notamment le FFS, et la marche du 31 mai à Alger, qui à pour objectif de diminuer la pression sur la Kabylie, et exporter la contestation vers la capitale, le lieu idéal pour exprimer ces revendications.

Mais en parallèle, un autre mouvement qui s'organiser dans l'ombre, ou on ressent une volonté de ne pas sortir de l'émeute, «... *du jour au lendemain, on se retrouve avec une structure qui n'était pas du tout le reflet du mouvement tel qu'il a existé dans la réalité* » c'était l'idée de griffer au mouvement une direction, ce qui met le met dans une ambiguïté.

Djamel ZENATI, ne sera pas donc aux cotés des dirigeants du mouvement, il à refusé dès le début de prendre position, parce que le mouvement n'est pas clair, et les revendications de ces dirigeants n'avais pas vraiment de caractère démocratique, le mouvement de 2001 selon lui à été pris en otage de plusieurs manières ;

D'abord par les délégués qui l'ont maintenu dans l'émeute, ils ont choisis le terrain des assassins en répondant à la violence par la violence, ce qui a empêché le mouvement de continuer dans une dynamique politiquement expressif.

Puis piégé par la plateforme d'Elkseur, qui est selon D.ZENATI : « *un syncrétisme, c'est des points l'un à coté de l'autre, il n'y a pas de logique entre eux* ». Comme on trouve quelques revendications insensées dans cette plateforme, comme le départ de la gendarmerie qui est un corps qui fait parti de la république, malgré que dans des régions, c'est la police qui a assassiné, « *pourquoi on ne demande que le départ de la gendarmerie ?* ».

Aussi un autre point plus ambigu, qui est la mise sous tutelle des élus de toutes les fonctions exécutifs de l'état, à l'opposé, les délégués interdisent aux élus de faire parti du mouvement.

Et finalement, la plateforme est scellé et non négociable, ils ont voulu donc maintenir le mouvement dans l'émeute, en interdisant le débat, donc toute autre perspective, ils ont installé un climat de violence qui a déstructuré la Kabylie.

IV.5.4 La mise en écart des partis politiques

Une démocratie sans partis politiques n'existe pas selon D.ZENATI, « *ce n'est pas le citoyen normal, le citoyen simple qui va se mobiliser contre les partis politiques, moi je ne pense pas à ça, moi je pense que c'est bien élaborée* ».

Il y'a des faits qui sont à l'appui de cette hypothèse selon lui, parce que beaucoup des animateurs du mouvement étaient des anciens des partis politiques, qui avaient l'esprit de vengeance, l'esprit de règlement de compte face à leurs partis, et une sorte de frustration qu'ils expriment en cette occasion, parce que *« des gens qui n'ont pas puent... qui n'ont pas réussi dans leurs partis, qui n'ont pas puent être à la tête de quelques choses, c'est des ambitions qui ne sont pas réalisées, qui ont donc donner lieu à des frustrations que le mouvement de 2001 a libérer »*.

Comme on ne peut pas exclure aussi la main du pouvoir, parce que le pouvoir ne veut pas d'un mouvement politique démocratique et citoyen, guidé par des têtes pensantes, mais il veut négocier avec des gens comme ceux-ci qui sont facile à manipuler, qui sont des radicaux qui refuse tout débats, et puis *« les radicalisations partout dans le monde, ne sont pas faite pour faire avancée la cause qu'elles sont sensée faire avancée »*.

IV.5.5 Les résultats du mouvement

Les délégués du mouvement de 2001, avec la main du pouvoir, ont essayé d'imposer une nouvelle pensée unique en Kabylie, et *« la situation actuelle de la Kabylie, est en grande partie la conséquence de ce qui s'est passé en 2001 »*. Parce que la première équipe qui a négocié avec l'état, ceux qui sont considérées comme des faux Aarouchs, ont puent au moins arracher Tamazight comme langue nationale en 2002, puis la deuxième équipe, appeler les vrais Aarouchs ont eu comme résultat, la dissolution des APC et des APW de Kabylie en 2005, reste à savoir qui sont les vrais et les faux Aarouchs !

Avant 2001, la Kabylie s'est doté d'un capital politique extraordinaire, accumulé depuis le mouvement national, passant par les différentes situations qu'ils ont surpassé, ce qui a permet aux militants des réflexes de réaction et de résistance, mais après 2001, tout ça s'est envolé, parce que l'anarchie et la liberté ne sont pas la même chose, *« moi, je suis un militant de la liberté, mais pour moi la liberté ce n'est pas l'anarchie. La liberté ce n'est pas faire ce que tu veux, quand tu veux, avec qui tu veux, où tu veux... non, pour moi la liberté, elle a des règles, la liberté doit permettre à l'individu, ou bien au collectif de s'affirmer, d'aller de l'avant, de progresser, elle doit permettre l'émergence de ce qui est caché dans la société, l'émergence du bon, l'émergence des génies, l'émergence des idées, l'émergence des acteurs »*.

Conclusion

Après avoir enquêté avec les citoyens de la Daïra d'Akbou sur les événements de 2001 dans cette localité, nous avons essayé dans ce chapitre de faire un petit récapitulatif sur le parcours militant, de quelques acteurs qui ont mené les actions durant les protestations du « printemps noir », ce qui nous a mis dans l'embarras, parce que sa nous à été très difficile de choisir les acteurs que nous allons inclure dans notre travail final, vue la richesse de la trajectoire de plusieurs acteurs.

Nous pourrions conclure, que la majorité des acteurs qui ont animées le mouvement de protestation à Akbou, sont issus du MCB, et que leurs tendances politiques, n'était pas en dehors des deux partis largement ancrés en Kabylie FFS RCD.

Conclusion générale

Conclusion générale

Avec une approche empirique, nous avons entamé notre étude sur le mouvement citoyen de 2001 dans la localité d'Akbou, pour objectif de mettre en clair les différentes parties de notre projet de recherche, et apporter des réponses vérifiables et objectives aux questions sur lesquelles notre problématique s'est posée, qui se résume en trois, dont la principale s'est interrogée sur la reconstitution des événements marquant dans notre terrain d'étude, pendant que la deuxième cherche à l'éclaircissement du mode de fonctionnement des structures mises en place, en cherchant à comprendre sur quelle entité les délégués d'Akbou se sont référés dans leur structuration, et expliquer finalement les motifs de l'engagement des acteurs et la procédure de délégation des représentants.

La première partie de notre modeste travail, s'est réservée à l'explication de la structuration du thème de notre recherche, dont nous avons définis les raisons objectives et subjectives qui nous ont orientées à choisir ce thème, et cette localité que nous avons présentée, pour procéder juste après à la définition des concepts clés que nous avons utilisés pour mieux maîtriser notre thème. Nous avons exposé nos hypothèses après avoir posé les questions posées dans notre problématique, des questions sur lesquelles nous avons pu porter réponse après un long travail de terrain plein d'obstacles et de difficultés.

Dans la deuxième partie de notre recherche, nous avons essayé d'apporter d'après les documents analysés, les articles des journaux et les entretiens maintenus avec les acteurs, une reconstitution de la chronologie des événements de 2001 sur l'échelle locale en ajoutant quelques faits qui sont déroulés au niveau de la wilaya, et même au niveau régional, pour pouvoir comprendre quelques actions qui se sont déroulées dans notre terrain. Nous avons par ailleurs, cherché sur l'origine des structures créées à l'époque, leurs fonctionnements et la manière dont elles procèdent pour encadrer les événements et éviter le maximum de dégâts, ce qui nous a permis d'affirmer les deux premières hypothèses. Ce qui a confirmé les deux dates qui ont marqué la localité d'Akbou, et le mode référentiel qui s'est fixé sur les entités modernes tel que la commune et la daïra.

La troisième question de notre problématique s'est interrogée sur le profil d'acteurs, leurs parcours militants et la trajectoire de chacun d'eux, ce qui nous a donné des profils distincts, passant des élus députés aux décideurs des deux partis FFS, RCD, pour toucher des

syndicalistes et des délégués moins instruits qui commençaient leurs parcours militants avec le mouvement contestataire de 2001.

A noter que c'est dans la commune d'Akbou que la dénomination du (printemps noir) sera attribuée au mouvement citoyen de 2001, d'après les acteurs, ce qui sera confirmé par un document recueillis auprès des délégués, comme nous avons eu l'occasion de découvrir la particularité de notre terrain, avec la présence du sexe féminin dans la structure qui gère le mouvement citoyen, ce qui n'est pas évident d'après nos lectures et recherches, une déléguées que le peu de temps limité par les responsables de notre formation, ne nous à pas permis de rencontrer, aussi la spécificité de quelques acteurs qui ont pris des décisions originales qui ne sont pas éventuellement rencontrés dans ces cas de figures.

Bibliographie

La liste bibliographique

- 1) BENJAMIN Stora, « Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance », T 1, 1962-1988, La Découverte, Paris 1994.
- 2) CHAKER Salem, « Berbères aujourd'hui », Paris, 1989.
- 3) ALLIOUI Youcef, « Les Archs, tribus berbères de Kabylie: histoire, résistance, culture et démocratie », L'Harmattan, Paris, 2006.
- 4) LEBARON Frédéric, « *La sociologie de A à Z* », Paris, édition Dunod, 2009.
- 5) GRAWITZ Madeleine, « *Méthodes Des Sciences Sociales* », Paris, Ed. DALLOZ, 2000.
- 6) BLANCHET Alain et al. « *Les techniques d'enquêtes en sciences sociales* ». William LABOV et David FANSCHÉL cités par Edition Dunod, Paris, 1987
- 7) GAY thomas, *L'indispensable de la sociologie*, Studyrama, 2006.
- 8) ALILAT Farid et HADID Shéhérazade, « *vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts* ». Edition1, 2002

Dictionnaire

- 1) Dictionnaire de sociologie, le robert, seuil, Paris 1999
- 2) Olivier Filleule, dictionnaire des mouvements sociaux, sciences politiques. Les presses, 2009

Articles

- 1) SALHI Mohamed Brahim. « Le local en contestation : citoyenneté en construction. Le cas de la Kabylie ». *Insaniyat* n°16 janvier - avril 2002.
- 2) MAHE Alain. « *La révolte des anciens et des modernes ou de la tribu à la commune dans la Kabylie contemporaine* ». Paru dans *tribus et état dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, pp. 201-235. 2004
- 3) LACOSTE-DUJARDIN Camille. « *Grande Kabylie : du danger des traditions montagnardes* », *Hérodote* 2002/4 (n°107), p. 119-1463) SALHI Mohamed Brahim, « *Le local en contestation : citoyenneté en construction. Le cas de la Kabylie* ». *Insaniyat* n°16 janvier - avril 2002

- 4) DIRECHE SLIMANI Karima, « *Le mouvement des âarch en Algérie : pour une alternative démocratique autonome ?* », article apparu en 2004

Références électronique

- 1) Le maitron, dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement sociaux. Disponible sur <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr> [consulte le 5 mai 2018]
- 2) MAYOL **Séverine**, « Daniel Céfaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ?*. *Les théories de l'action collective* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2007, disponible sur : URL: <http://journals.openedition.org/lectures/472> [consulté le 11 juin 2018]
<https://sociologie.savoir.fr/le-courant-de-la-mobilisation-des-ressources/>
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/carriere-sociologie/3-carriere-militante/>
<https://journals.openedition.org/traces/257>

Annexes

Annexe n° 1 : entretien avec Said SALHI;

On commence par la chronologie avril 2001, juste par apport au 20 avril 2001 la première information concernant l'assassinat de « GUERMAH Massinissa » donné par le journal liberté le 18 avril. Alors-que a Bejaia la réaction et l'information n'a pas était saisis, a Bejaia il y'a eu une marche le 20 avril. Mais sinon les évènements à Bejaia ont commencé réellement le 22avril à AMIZOUR avec l'interpellation des lycéens, sinon à IGHZER AMOKRANE, commence le 25 avril. C'est par des lycéens et les collégiens qui a engendré la descente de la gendarmerie à HELOUANE, qui a engendré le Décès de « IMEKHMOUKHEN » de IGHIL OUMCED et d'autre tel que SAIDANI IBRAHIM et CHILA. Ils ont étaient tués par balles le 25 avril.

Différemment à AKBOU, ça commence le 26 avril par une marche vers 11heure au rond-point Mohamed Haroun à côté du lycée HAFSA, et les affrontements ont commençaient la matinée aussi par des blessés par la police, dont les premiers étaient DJADA Idir et Sofiane IKKEN. En réaction à ça, nous qui étai des militants MCB, commissions national avec d'autres militants notamment des politiques y'avais Djamel BENSBA, on a essayé d'appeler à une réunion d'urgence avec le maire de l'époque Abderrahmane BENSBA à la mairie et de mettre à notre disposition tous les moyens de l'APC, et on a fait une réunion ouverte ou on a fait appel à tout le monde, notamment les militants, dans le but de limité les dégâts et arrêté les balles. Dans cette réunion y'avais nous MCB, Djamel ZENATI (à l'époque il était député FFS) des militants MCB et aussi des militants RCD. Elle s'est soldé par une déclaration ou on a pas pu signé tous, car il y'a eu des problèmes intérieurs (encore des problèmes de confiance entre nous parce qu'il y'a des fractions entre nous) mais on signe autant que collectif des citoyens d'AKBOU dont on a laissé le collectif ouvert et installé une cellule d'urgence et de rentré en contact avec les services de sécurité, notamment la police pour cesser le tiré des balles lacrymogène, et aussi on a essayé d'encadré une marche des lycéens et collégiens, malgré que le problème de désertion s'est installé entre les membre du groupe entre nous et Djamel ZENATI, en gros le comité a échoué malgré les évènements ont continuent chaque jour, des balles des affrontements l'acrymogène jusqu'au début Mai, ou on a créé une structure qui va accompagner le mouvement.

Pour nous, issus du MCB avec d'autres militants proche du RCD pour garder un espace de prise en charge surtout pour les victimes, on a essayé de prendre contact avec l'hôpital d'AKBOU pour avoir accès, et aussi avoir contact avec la police dont on a la chance d'avoir le commissaire Omar AZZOUG qui est de la région, qui a laissé les portes ouvertes au dialogue, mais en réalité c'est pas lui qui commande c'est les forces de CNS qui commande, et aussi à l'hôpital, d'avoir son cousin Tayeb AZZOUG directeur, pour prendre en charge les blessés, les victimes.

Les évènements ont toujours continués, les jeunes ont toujours revendiqués leur droits, toujours des marches, notamment celui du pont de GUENDOUSA, qui lutte contre la hogra des gendarmes, on a encadré cette marche et on a réussi à rentre à l'intérieur et demandé de

l'éloignement de la gendarmerie, et on a essayé de trouver une bonne entente qui a fini malheureusement par un affrontement, mais on a toujours continué de se battre avec

des structures et je me rappelle, le 28 avril, il y'a eu une marche la matinée, ou à partir de là, tout a commencé il y'avais des gens qui viens de partout, IGHIL-ALI, BOUHAMZA pour évacuer et lutter contre les forces de l'ordre, mais ils ont dit non et on partira pas, et sa fini par un affrontement ou Nouredine IKKEN qui a fini par l'amputation de la jambe le 28 avril, donc on a pensé à structuré des collectifs de solidarité et au 3 Mai on a discuté et échangé avec les anciens militants qui étaiis dès le 26 avril et pour relier le max d'association et au 7 Mai on a signé la première déclaration et on a annoncé le premier comité de suivi et de solidarité, l'idée était de relié le max d'associations et comité de quartier tel que l'Etoile culturelle, dialogue et action. On a visé les quartiers, les citoyens et les associations civil, pas les parti politique donc à la base est un collectif composé des représentants d'association, anciens militants et les représentants des quartiers et la commission était structuré de trois commissions:

- 1- Celle des finances : aide aux blessés, médicaments, transfert de blessé, accompagnement des familles des victimes de toute la région.*
- 2- Commission de mémoire : documentation, témoignage, prise de photo et vidéo.*
- 3- Commission de mobilisation : tout ce qui est suivi des actions et des activités etc.*

À partir du 7mai on a commencé à élargir le comité, et aller vers SEDDOUK, IGHZER AMOKRANE et faire une commission de willaya en parallèle. Il y'a la marche des étudiants et enseignants à Bejaia, et on avait deux collectifs de Bejaia, le mois de Mai, on a perdu le gros des émeutes partout dans la région, TAZMALT, IGHZER AMOKRANE etc. A AKBOU les marches étaient spontanées et organisées contrairement à Bejaia, la formation qu'on avait nous, c'était plutôt très sensible à la revendication social tel Hogra, violence et aussi des militants pour observer politique.

On a continué à structurer les mouvements qui était difficile à AKBOU, et on a adopté la structure horizontale, pas de chef, c'est des commissions, pas de porte-parole. Très ouverts avec des limites responsabilité redevabilité etc. Et aussi des légitimes reconnues des militants, des anciens candidats législatifs, à AKBOU, le seul souci et d'éviter le pire, et que ça dégénère, on s'est toujours réjouie que y'a pas de mort a AKBOU, mais ça n'a pas tarder, on s'est occupé du côté mobilisation des marche, on a repère les revendications de la langue Tamazight, contre la Hogra, les revendications social, et on apporte assistance et solidarité même aux régions du côté ICHELLADEN, IGHREM, IGHZER AMOKRANE. On a même fait des marche jusqu'à là-bas (ighzeramokrane) pour solidarité et aux familles des victimes, pour déposer de plaintes à AKBOU, on avait des bons liens avec les parents des victimes, on les a aidé même financièrement. Mais à AKBOU, on a enregistré les blesses qui viens de partout, même avec des psychologues, il y'avais des malades qui vient d'IGHZER AMOKRANE, IGHIL-ALI, TAZMALT, AKBOU. C'est là qu'on a mobilisé tous. Il y'a ceux qui ont perdu leur jambes, notamment BATOUCHE, amputé de jambe, un autre amputé au niveau de la cuisse BEN CHOUGUI, on avait d'autre cas. À l'hôpital, ils étaient dépassés et on était

là pour fournir le matériel et pour fournir toute sorte d'aide, on a mobilisé des ressources différentes, avocats, médecins, pharmaciens, commerçants.

On s'en charge des ordonnances, le suivi médical des patients, même donné des chèques et des aides précisées. On avait un compte bancaire chez Khalifa banque, et c'est moi qui fait la gestion comptable, on a fait le bilan publique de la solidarité au niveau de cinéma d'AKBOU. On a continué malgré la charge émotionnelle et financière, les risques qui ont fait la limite de cette structuration, on s'est rendu compte qu'on ne gère pas et encadre pas vraiment. Il y'avais le mouvement des révolté aussi, on avait quelques fraction avec le FFS et ça localement juste, c'est presque un climat de guerre, c'est difficile de structurer avec tout le monde à AKBOU qui reçoit des gens de partout, en parallèle a ça, on avait des stricts au-delà de AKBOU, des appels du MCB, il y'avais Tizi-Ouzou, Bejaia ville et Akbou, les trois pôles importants du mouvement, donc Tizi-Ouzou il avait des coordination avec des âarchs. ce qu'on a refusé dès le début et Bejaia était avec le comité populaire, des structures des syndicat et des étudiants et nous la Soummam, c'était autour des associations, comité, anciens militants et même on a essayé d'aller vers un mouvement unitaire dont la première réunion était le 4 juin à Tizi Ouzou, c'était un mouvement d'unification à Tizi Ouzou et ça comme première action unitaire dans le siège de sa il y'avait le RCD qui a déjà appelé à une marche commune le 7 juin, on décide pour une marche commune à Bejaia pour une plateforme commune de revendication à l'Université de Bejaia, il y'avais 25 éléments de revendication.

Il y'avis des tirâmes à l'intérieur, elle a touché les actions sociales, il y'avais les militants du RCD, des militant du PST, FFS, MCB, il y'avais des revendications qui touches les revendications démocratiques tel que l'égalité homme-femme, et on a ajournée cette réunion à El-kseur le 11sjuin. Et là, on a adopté la plateforme d'El-kseur qui est réduite à 15 points et c'est là qu'on a appelé à une marche le 14 juin à El-kseur, et là on avait la plateforme de revendications. L'action à l'intérieur ce n'était pas clair, il y'avais tous les composants et là il fallait revenir à organiser tout ça a Bejaia, Alger Bouira, Boumerdes et Tizi-Ouzou. donc du 7 juin, on a décidé de ressoudé la structure, pas pour rentrer chez nous, mais pour de nouveau plateforme et là on fait appel aux villages d'Akbou: Tifrit, Laazib, Riqué et aux comités de quartiers, 80 quartier par carte géographique telle la gare Guendouza, Akbou c'est pour désigner les représentants pour la marche, on pas représenté le bilan au cinéma d'Akbou, on a demandé aux quartiers de désigné 3 représentants jeunes par quartiers en parallèle a ça on était occupé à faire cette structuration donc au final, on procède a créé un comité de suivi et moi j'ai était désigné pour assurer la succession, la transmission de cette coordination il y'avais Zahir Oukhellat autant que membre de comité de suivi et il est revenu autant que délégué d'Azaghar et Sofiane Adjlane à Tifrit, et de là on a créé cette structure de délégué de quartier, sa était la déclaration sur le solde de la stricte et le reste on la transférer au reste de la coordination.

C'est de là qu'on a procédé à la marche du 14 juin, dont il fallait préparer la marche et surtout la vigilance dans chaque quartier, transport, sécurité, vigilance et coordination malgré que l'organisation est faite sous 7 jours avec quelques manques on a fait cette marche avec beaucoup de disparu et de blessés dont on a ouvert une cellule de crise a la mairie

d'Akbou et on a transformer akbou comme centre d'accueil, pour accueillir les familles et l'information sur les personnes par Tahar HAMADACHE.

Moi, Djamel on était chargé de faire le lien avec Alger, on faisait tous les hôpitaux, les morgues, les commissariats avec ça on a réussi à récupérer beaucoup de blessés de partout même ceux d'El-kseur Ighzer Amokrane, on a mobilisé toutes personnes et matériels.

Le 15 juin, les émeutes reprennent pour attaquer la brigade de la gendarmerie, le tribunal, Sonal-gaz, je me rappelle le 17 juin en revenant d'Alger, on arrive à Letnayan Taqdimt à 3 heures du matin, on a trouvé un jeune avec la robe d'avocat qui nous a dit comme quoi ils ont brûlé le tribunal, et arrivé sur les lieux, ils étaient entrainés de préparer comment attaquer la brigade d'Arafou, des citernes d'essence pour brûler, et ils ont récupéré des couteaux de la salle d'archive du tribunal, après notre intervention pour raisonner les jeunes et annuler l'attaque contre la brigade qui se trouve dans un quartier populaire, on a procédé à une réunion d'urgence le 18 juin à 18 heures pour retenir les gens dont on a fait appel à tous les comités de quartier et les représentants de quartier pour maintenir une cellule de vigilance. Après le 14, il y'a eu des scènes de péages, des épiceries par la CNS pour avoir la nourriture comme Tigrin, Boukir et d'autres et aussi par des voleurs. Et en pleine réunion le 18 juin il y'a eu des balles réelles à Guendouza qui était à la base un renfort de CNS qui arrive pour s'installer à la brigade, et Monsieur Si Amar le commissaire, n'a pas voulu les laisser, ils ont parti à l'hydraulique pour s'installer là-bas, en face du commissariat et en retour, leur camion est tombé en panne à Guendouza et il était attaqué par les jeunes ou ils ont utilisé les balles réelles, et là, on était obligé d'arrêter la réunion et se rendre sur les lieux et à l'hôpital pour évacuer les blessés, notamment le premier arrivé qui était Nekali Abdenour, qui décède sur place avec 600 blessés et beaucoup de morts, toujours le 18 entre 18 heures et 20 heures, Sidhoum, Rezzoug avec un policier et un gendarme dans un climat très électrique entre les jeunes, la police et la gendarmerie. C'était une journée d'enfer, comme même on a essayé de gérer l'urgence, les blessés à l'hôpital, je me rappelle ils étaient par terre par manque de Banc et fauteuils roulants.

Le 18 soir on a fait appel à la solidarité des médecins, et il y'avais tous les médecins qui sont venus et on a ouvert l'ancien hôpital comme l'autre était en face de la commissariat ils étaient obligés de le fermer, et les jeunes ils cassent les pharmacies privées pour récupérer les médicaments et aussi le don public des couvertures, des draps etc. et les affrontements ont continué jusqu'au 25 juin, chaque jour par balle et même à Ighrem ou c'était aussi très fort, on a reçu 450 blessés en une nuit, et là il y'avais un travail à faire, d'identifier les morts et les blessés, le lendemain 19, il y'a eu une suite des émeutes par Balles réelles où Mesbah Kamel (krimou) de Ait r'zine et un autre de Tigrin, Ighil-ali nommé Chekkal, étaient morts ce jour-là et ils étaient tirés de face, et Sid Ali était touché par Balle au cœur, il est rentré au coma mais il a survécu et aussi d'autres cas, et après on était obligé d'ouvrir un nouveau portail pour éviter les affrontements avec la police et aussi il y'avais Agri Ali mort de Tazmalt, le 19 juin, on était dépassé mais on a tenu encore le coup surtout après la mort d'un jeune qui était un échec pour moi à quoi je ne m'attendais pas mais il a fallu reprendre ces forces.

On a fait appel à la mairie d'Akbou, pour l'enterrement des jeunes morts Neqali, Rezzoug, Chekal, Mesbah leurs parents ont décidé de les prendre chez eux et les autres étaient enterrés au cimetière des martyrs même s'ils n'étaient pas d'accord pour l'enterrement qui a eu lieu le 19 juin à La salle omnisport à Guendouza ou on a déposé les corps, après ça il a eu d'autres blessés juste après. Le 21 juin Sidhoum Karim il était évacué par un hélicoptère militaire comme geste pour calmer les revendications à Sétif il est mort le 26 juin.

Après c'est le comité qui a continué la coordination et suivre l'évènement y avait des choses que Je n'ai pas suivies moi personnellement J'ai continué jusqu'à 5 juillet la marche des délégués à Alger. Après la marche de 14 juin qui a échoué on s'est dit maintenant on doit faire une marche des délégués, mais on était arrêté à Nacéria avant de rejoindre Boumerdes

Après ça J'ai décidé de quitter le mouvement après une réunion d'évaluation J'ai dit mon avis par rapport au mouvement et la gestion parce que après ça on a commencé à filtrer par les gens de confiance qui étaient déclarés le 14 juin, mais j'ai gardé de bon contact avec les blessés et les parents et aussi j'ai organisé lentement

Après la coordination ; elle a dégagé des délégués, et aussi des délégués pour le comité de wilaya ccb pour le comité de citoyen. Nous avons eu des coordinations des comités de quartiers et de villages dégagé ces délégués 6 à la wilaya Bejaia à l'époque on a entendu 10, ici à Akbou la coordination locale y a des noms qui ont émergé de la part de médiatisation de par des parcours et ensuite j'ai repris le mouvement jusqu'à novembre 2002 ou j'ai quitté le mouvement définitivement officiellement j'ai été à l'inter wilaya j'ai repris quand le jeune Imekhmoukhn était blessé au niveau de la brigade des gendarmeries, il y avait toujours ces mouvements en avril 2002 des arrestations on est sorti en clandestinité à partir de 18 avril on est parti moi j'ai été à Ighzramgran d'autres Tizi-Ouzou etc. on s'est regroupé tout à Tifrit pendant 3 jours la veille de 20 avril ou on a décidé de reprendre l'activité d'une manière publique 20 avril 2002 publiquement juste avant y avait les arrestations l'arrestation des délégués Ali Gharbi etc après ça on a repris civilement on avait le cinéma en permanence il ont cassé la CRC, ils l'ont occupé carrément la CRC puis j'avais plus la possibilité de se réunir mais on a continué par clandestinité le mouvement citoyenneté à Boudjilil et à Chemini et à I3zouln dans des places isolées pour assurer la vigilance et un dispositif de sécurité et à l'intérieur y avait beaucoup de tir à l'arme par rapport aux acteurs y a le FFS qui a déclaré le mouvement créé par les services et il a voulu recréer le mouvement

Le RCD il ont accompagné le mouvement de son début et aussi les gens de l'extrême gauche, les gens de paix et tous les militants de MCB et les acteurs politiques qui ont allumé le mouvement après on a des nouveaux jeunes émergents qui sont pas politisés de fois très violents car c'est des émetteurs ils ont acquis une légitimité de l'émetteur chaque fois on est dans un rapport déposé avec une certaine radicalisation du mouvement la présence de ces acteurs politiques à l'intérieur en quelque sorte ils ont trahi le mouvement c'est pour ça que ce dernier n'a pas pu se restructurer d'une manière informelle pas de chef, pas d'organisation la plateforme de l'acteur est non négociable pas de dialogue tout ça car le mouvement est trahi à l'intérieur car les partis politiques à l'intérieur ont peur de perdre leur légitimité

Réellement le mouvement les a surpassé à quelque moment il Save mm pas à quoi s'attaque et plusieurs reprise y avais plein de siège qui a était incendie notamment à akbou des FFS et RCD le début d' avril et les militants de MCB ont était accepté à l'intérieure de mouvement d e part la de légitimes MCB mais y'avais tjrs des militants qui nous reproche d'être trop laxiste , trop pacifique mais a l'intérieure y avais une tendance à l'intérieure qui voulais faire du mouvement un outils pour changement

Donc on profite de l'opportunité du mouvement pour change notamment pour change le system et Ya d'autres qui dit que c'est mouvement qui n'est assez global c'est à dire pour dévié le mouvement et on a avais un autre problème à l'intérieure aussi de légitimes entre les émettes ce qu'étais sur le terrain et les autres sois disant les politique par exemple nous on était pas sur le terrain nous par exemple on participe pas avec ce qui attaque avec les pierre ou ce qui brule ce qui a dû à problèmes avec la légitimités qui se frotte a l'intérieure et y avais mm des émettes a l'intérieure qui refuse de dialoguée font ce qui veulent jusqu'à q il arrive à des crises et des obstacles il revient vers nous pour les règles mais sinon c'est des jeunes qui agis à leur égard il brule quand il veulent , il attaques quand ils voulant et en gros y avais pas du contact et tout le temps y a cette situation de conflit ,il était un mouvement a deux bras ,un bras qui tape ,violant émette qui pas assez de conscience politique ils sont très jeunes très homogènes et parfois mm ils manipule et y a d'autre cote un mouvement politique et investi par enceint politique par structure politique gère par MCB a l'intérieure il ont transpose tout leur conflit leur contradiction.

Donc le mouvement n'était pas aussi a labris de infiltration de l'État du gouvernement du services qui ont exacerbe .un moment on a senti que l'Etat a voulu avoir affaire avec les émeutes direct que avec les délégues qui porte projet, des visions notamment les services d'Etat civil préfère avoir contact les délégues avec nous par exemple le chefs daïra il peuvent avoir contact avec nous et y'avais deux généraux :le général (gezgez) qui a fermé la route a IFRAN et c'est lui qui décide de sort d'akbou comme si il a prêt akbou en quarantaine et a GANDOUZA qui décide de sort d'akbou

Et nous on était oblige de prendre le lien contact avec d'autre amateur, émette et c'est comme ça et parfois mm avec les opposes de cela et c'est dans ce cas par exemple on a pu récupère ben Hamouche Malek que après il rentre en contact avec eu il utilise beaucoup plus la force et c'est comme ça que on a pu les fragilise et surtout le général (gezgez)

Après, localement il y'a BAHMAN à l'APC qui était maire, très ouvert et très coopératif avec nous en 2001, 2002, 2003, on avait tous les moyens, l'ambulance la permanence des véhicules, il était issu de parti politique FFS en 2001, il était vraiment disponible et on avait la chance d'avoir son frère Djamel BEN SBAA avec nous aussi.

La daïra, trop de contact avec lui, c'était l'époque (I3ali), il était dans une gestion parfois on le consulte et on le sollicite devant sa responsabilité tout ce qui concerne le contact avec la daïra, et avec les service de sécurité on avaient la chance d'avoir le commissaire Omar à akbou, et on avait le contact avec lui à partir de 18juin, il a vécu une déception et il était hospitalisé et après on avait plus de contact avec la daïra, par contre au début on a pu gérer les conflits entre les jeunes de notre côté et la police de son côté (commissaire Omar).

Mais la gendarmerie elle n'était pas très impliquée à Akbou, d'ailleurs c'est la police qui était mise en premier à Akbou, et c'est eux qui ont tué (CNS) le 18 juin, ce n'est pas la gendarmerie.

On n'avait pas vraiment de contact avec la brigade, parfois il y'a des émeutes des jeunes qui les attaques. Les partis politiques étaient dépassés vraiment (FFS RCD) on a essayé d'entretenir des relations. Le FFS des fois très négatif, il nous accuse d'avoir cette tentation de récupérer le mouvement. Le RCD était très ouvert on avait des contacts, Les autres acteurs (FLN RND) étaient neutres comme ils ont senti le mal venu donc ils se sont tirés du terrain. Il y'avait les associations, au début ils étaient impliqués, mais après ils avaient peur des moments violents, confrontation directe avec la police etc.

A Akbou ça continue pratiquement jusqu'aux élections législatives 30 mai, on a pu conserver le consensus local communal et l'unité, mais à partir de la décision locale du FFS de rejoindre les élections locales de 2002, ça commence et c'est la déchirure et le mouvement a commencé à partir après il a eu le dialogue, l'équipe de Belaid Abrika, encore une fois le mouvement c'est cassé concrètement. Le mouvement a perdu en fin 2002 c'était l'erreur. Nous, on était des partisans du dialogue, mais pas les dialogues « Taiwan » c'est à dire un dialogue qui laisse la porte ouverte. Nous le jour où ils ont décidé de changer la plateforme d'Elkseur qui est non négociable car elle était faite par les partis qui voulaient pas que le mouvement dialogue, c'est à dire ils veulent neutraliser le mouvement de l'intérieur, et nous on n'avait pas assez de force pour sortir de ce piège, alors que juste après le 14 juin on devrait négocier. On avait le consensus kabyle derrière nous (le mouvement), on avait le consensus des parents, le gouvernement était en état de fragilité 2001-2002, on pouvait négocier en rapport de force pour avoir le maximum, puis nous dans la plateforme Elkseur, moi j'étais des gens qui disent il ne faut pas sacraliser une revendication, c'était bien d'avoir cette plateforme qui a fermé tout porte d'occultation de manipulation, On a un smic c'était la plateforme.

La structuration du mouvement même horizontalement, ça permet aussi au mouvement de rester debout, mais après la radicalité du mouvement, ça permet que le mouvement rentre dans un truck d'usure et de suicide, c'est une auto-suicide. Alors que dans tout rapport politique y avait des compromis à faire, il faut savoir négocier quand il le faut, en rapport de force le gouvernement, il a joué l'usure, il a réussi. Le jour où l'équipe ont voulu négocier, le mouvement était déjà en balle, et puis l'autre problème qui c'est posé, était la sacralisation de la plateforme et la diabolisation du dialogue comme solution politique, dialogué ce n'est pas un compromis c'est une trahison de dialogue, notamment le FLN il a dialogué avec l'armée française, eux au début, les partisans de la solution il faut fermer toutes les portes, notamment Belaid Abrika, qui a diabolisé le dialogue durant tout le mouvement, et c'est ça qui a fait la divergence d'ailleurs. En juillet 2001 j'ai posé ça comme problème le (dialogue), et aussi le problème de statut des délégués, qu'est-ce que c'est un délégué ? Et tu délégué qui ? Tu délégué quoi ? Donc comme délégué, tes sensés traduire les paroles des citoyens et aussi les aspirations du projet de discours des jeunes etc. Et puis le mouvement ce n'est pas prémuni par rapport à toute la tentative et la sacralisation des mouvements, et puis on a fermé le débat à l'intérieur.

Et de l'autre côté, le rôle de la presse quia était à un moment très néfaste, au début elle a joué le rôle de visibilité du mouvement (médiatisation de mouvement), ça était bien en parlant de la presse influente.

La presse écrite, « liberté » « el Wantan » « la tribune » « le soir d'Algérie » « la dépêche » « le matin » c'était dès le début, t'a de la page 1 jusqu'à la page 8, ils parlent du mouvement bien avant, ils parlent souvent sur la Kabylie par rapport à ben Tchikou, El Wantan était modéré, Le soir et la tribune étaient toujours présents en parallèle avec berbère tv qui est la télévision, Alors à la presse il y'a certains journalistes qui ont utiliser le mouvement, et ils ont fabriqué des leaders et certain littérature du mouvement carrément comme (laârouch) C'est à dire on est plus dans une presse de médiatisation mais une presse d'opinion. Les journalistes étaient censés informer pas donner leurs opinions et d'habitude, c'est le cas contraire c'est la dénaturalisation de l'information.

On s'est retrouvé avec des journalistes comme acteurs qui influence carrément même sur les décisions des conclaves, car ils avaient des délégués et parfois ils sont limités, qu'ils ne peuvent même pas construire un discours politique, donc c'est le journaliste qui construit et là, il le construit à sa guise, et aussi il y'a la starisation de la presse, c'est-à-dire, il y'a ton nom dans tous les journaux et tes photo etc. C'est une force, il y'a aussi à la presse, ce qu'on appelle les journalistes militants professionnelles, c'est à dire. Ils sont tous affilier à des personnages politique, Journaliste-militant FFS, journaliste-militant RCD etc. Ce qui a dû à trouver des journalistes à la presse qui ne reflète pas le mouvement.

L'autre fait c'est à partir du 14 juin 2001, il y'a la naissance du MAK qui était le haut projet d'autonomie, auparavant il était présent sous plusieurs formes. Malheureusement ce projet était présent dans un contexte ou la Kabylie était déjà dans le traumatisme total, ce n'était pas un débat sur l'avenir et le statut de la Kabylie, c'était un truck sur les émotions et subjectifs contre les arabes, sur le débat du mouvement, tu trouves que l'Algérie était uni, indivisible qui est une réplique au MAK qui revient à chaque fois.

A l'intérieur du mouvement, il y'a eu des tensions, des hauts et des bas, d'où tu vas trouver le truck du MAK, surtout quand il y'a des morts, on joue avec les sentiments, les émotions alors que dans la subjectivité tu peux dire n'importe quoi, donc c'est un peu ça qui y a exacerber la déchirure et qui a influencé aussi sur la tragédie du mouvement. Au début c'est un peu la mode, il a même réussi a mobilisé plein d'acteurs issus des radicalisations décident du RCD, tous les dessus par apport aux émeutes dans l'extrême qui prend l'Etat comme ennemi, et ça n'a pas beaucoup aidé le mouvement qui se propage et qui est basé sur l'échelle nationale.

Bien qu'au même moment, il y'a eu des tensions dans d'autre willaya, il y'a eu des mort à Sétif, Mostaganem, c'était un mouvement de revendication, mais aussi social et identitaire aussi la discrimination de l'emploi. Et il y'a toujours des acteurs qui ont fait que le mouvement reste juste une affaire de la Kabylie. Je me rappelle une fois à Bouira, dans une réunion, il y'avais des gens de Ain-sefra, ce qui a dû à la suspension de la réunion pour les pourchasser.

Zerhouni, qui disait à la télévision que Guermah Massinissa était un voyou, alors qu'il n'était qu'un lycéen qui a été tué dans la brigade, et ça fait les premières réactions, et il s'est rendu à Bejaia en 2001 en plein événement, avril 2001, alors que les élus FFS ont boycotté tandis que le RCD était présent, car il était encore au gouvernement jusqu'à Mai, il y'avais Khalil et Amar au gouvernement, donc il a été à Bejaia à l'APW, donc c'était pour jouer le déni, et après c'est l'infiltration qui compte sur le gouvernement, mais après, le RCD, ils ont dit que c'est un peu flagrant, ils ont quitté d'une manière vaquassent, après ils ont cherché d'autres interlocuteurs et c'est comme ça qu'ils ont continué avec Ali benflis, avec « Aliliche » qui a lancé le premier dialogue, et c'est comme ça qu'ils ont annoncé la deuxième session du bac qui était avec la coordination des gens de Tizi.

Après ça, il y'a la répression, même s'ils ont réussi au début, les arrestations Avril Mars a déstabiliser le mouvement, quand ils ont arrêté Ali Gharbi au tribunal, belaid, fares Oujdi, Khoudir ben wared..., au total 15 à Bejaia, et même à Tizi-Ouzou, c'est une manière de déstabiliser le mouvement, et aussi de choisir d'autres interlocuteurs pour le mouvement, Et ils ont adopté une stratégie de manipule, les arrêtés pour faire d'eux, leurs interlocuteurs.

A akbou ils ont réussi à nous déstabiliser, les arrestations, chasse à homme, interdiction total pendant 3 à 4 mois, rien ne bouge, ils ont réussi à installé un climat à akbou de terreur à 5h tout était fermé et des voitures de sécurités DRS dehors qui chasse toutes les personnes qui sort à cette heure.

Nous par exemple on a dispersés, au début, ils venaient me voir à 4heure du matin, khoudir vers 3heure du matin, et ils n'ont pas puent le faire avec Ferhat car il était à tifrit, Khalid etc. Après, on a décidé de ce regroupé à tifrit, ce qui était de bien, à l'époque j'avais un ami il nous a ramené ARTE qui a tout filmé, et il était diffusé le 5 Mai 2001 (Kabylie, l'autre printemps). Donc il a fait akbou et Belaid et c'était une manière de rendre tout visible, il a eu la France 2 et France 3 et ARTE. On a eu la revue Marianne, il a fait juin quand il y'a eu un mort (Malek Aoudia) et ARTE c'était par Khalid Malha. C'était des documents qui ont rendu visible le mouvement, et aussi protection pour nous.

Donc à la fin, ils ont joué ce truck de répression et quand ça n'a pas marché, ils ont commencé à gérer, c'est l'usure. au même temps ils préparent l'option avec ceux qui étaient en prison et ils ont réussi à la fin avec la déclaration de ;« tamazight langue nationale » avec Belaid, le premier dialogue avec Ali benflis et Aliliche était un dialogue Taiwan, ils annoncent l'indemnisation aux familles des victimes à condition de cesser toute suite judiciaire, après ça, Ali benflis, Il a repris le dossier avec Ouyahia qui base sur l'usure et la division, ou ils ont réussi ou ils ont tenu le mouvement pour fragiliser les jeunes et gagner de temps, et la division avec RCD FFS quand il y'a eu les élections octobre, le FFS a participer, mais le RCD était en boycotté, vraiment c'était une déchirure.

En 2004 il y'a eu les élections présidentielles ou Saïd Saadi été candidat, donc fausse boycotté, c'est-à-dire, À l'intérieur du mouvement, le FFS avant le boycotté (les élections locales), le 30 mai on a eu le consensus normal sans vote, Mais à partir de Mai, le FFS a commencé déjà à sortir du mouvement et attaquant le mouvement.

Ils préparent leurs participation aux élections locales, et le RCD exacerbe le boycotte qui était pris à Tinebdar, c'est là que le mouvement a décidé de boycotter les élections, à Tinebdar, pourquoi Tinebdar ? C'était le choix de Athmane Maazouz, député RCD qui était dans le conclave et dans la présidence du conclave avec Ibrahim Benadji, c'était les gens du RCD, ils ont tout fait pour peser sur la décision du mouvement, et c'est là que j'ai décidé de me retirer et il y'avais même des journalistes qui ont pesé pour le boycotte, comme Dalil Yamouni journaliste du matin, pour régler le compte avec le RCD avant novembre, la décision est prise en septembre.

Moi, je me suis retiré le 19 octobre, après le FFS il reprend le mouvement en 2004, c'était le contraire, eux, le boycotte et le RCD c'est la participation aux élections, à partir de 2002 le mouvement c'est retrouver carrément en instrument d'otage de deux parti, il a perdu carrément son hétéronomie.

En 2005 ils ont négocié avec Ouyahia, dialogue et le mouvement a perdu sa stratégie, ils ont parti négocier, ils étaient lâche par le FFS et par le RCD, les anciens délégués se sont retiré, donc la stratégie était au début, c'était le daigné et peuvent-ils gérer cas par cas, répondre par la retenir, après ils ont voulu dialoguer avec d'autres acteurs, après c'est la répression après c'est l'usure qui a fini par un dialogue juste pour sauver la face.

Maintenant par apport à nous, à l'intérieur du mouvement, il a raté à plusieurs reprises, c'est pour ça, je t'invite à lire la commission Issaad, qui a était ainsi qu'avec Bouteflika pour enquêter sur le mouvement, par Issaad, qui était un juriste chargé d'enquêté sur le mouvement, il a fait un rapport impeccable, ou il retrace la chronologie du mouvement, et il pose la question qui a donné l'ordre de tiré ? À partir d'Avril donc, il retrace les évènements et il pose la question ouverte, le rapport donne des pistes incroyables, c'est-à-dire, le mouvement était instrumenté par le pouvoir Entre le clan Bouteflika et le clan des généraux, c'est à dire Bouteflika et la DRS, d' ailleurs ila posé une question, qui a donné l'ordre de tiré ? Il dit qu'ils avaient l'ordre de ne pas utiliser les armes, et même, ils ont ramassé les armes, et il pose les questions ; qui a donné l'ordre de tiré ? Qui peut infiltrer un corps sans qu'il soit de ce corps ? C'est-à-dire qui peut voir la gendarmerie et qui tir si ce n'est pas la DRS ?

Et il y'a le deuxième rapport CRSIZ groupes, qui est un organisme international qui travaille exploité un rapport de négocier avec la LADDH, qu'on n'a pas exploité en 2001 sur les blessés.

Après le 14 juin 2001, il y'avais une résolution de parlement européen en solidarité avec le peuple Kabyle, et nous dans le conclave on a fait une réservation à ça, Au même moment Bougharnou était en négociation avec l'union européen pour l'accord de l'association, et Bouteflika répond à ça par une visite aux états unis, une manière de dire vous travaillez avec l'Europe, on va travailler avec les américains, l'accord avec le gouvernement Algérien était signé en octobre 2002, dans l'accord ils exigent le respect des droits de l'homme, et en ce moment même, le gouvernement était en train de tuer en Kabylie, et c'est ça toute la faiblesse du mouvement, c'est-à-dire, la faiblesse du mouvement était de ne pas avoir le regard externe international, c'est à dire la capacité d'exploité toute les opportunités, on est tellement rester

en conflits en Kabylie (kabyle au kabyle), ou ils nous ont conditionné qui a fait quoi, on a perdu le mouvement. D'Ailleurs à partir de là l'accord de l'association avec le gouvernement est foutu, on a raté deux évènements qu'on n'a pas pu exploiter au niveau international dont le premier est l'accord de l'association, après ça l'union européen, qui a donné le quitus a signé l'accord, pour appuie, l'article 2 qui dit « le respect des droits de l'homme », parce qu'en 2001, quand il a eu les attentats, Bouteflika était en visite en Afrique du sud, et c'est Zerhouni qui a gérer la communication. Benflis qui était chef du gouvernement à l'époque, il n'a pas réagi au début, mais sa réaction était par la réplification.

Donc mon parcours à moi ; j'étais à la commission nationale MCB (a commencé en 1993) à akbou, j'ai participé au boycott scolaire 1994-1995, en fin de 1994, on est rentré en dissidence avec l'équipe de Djamel Zennati, à l'occasion du referendum de référence 1996, et là, Djamel a commencé à rejoindre le FFS a la fin du boycott, Djamel n'a pas était du FFS, mais plutôt de l'extrême gauche, en 1995, à la fin du boycott scolaire il commence à se rapproché d'eux en prescriptive des élections législatives 1997.

Nous en 1996, on a continué avec le MCB commission national, et on a commencé a activé localement à travers des collectifs de formateurs, après en 1996, on est parti sur la création d'un parti politique, mais ça n'a pas marché, En 1997, je suis parti au service militaire, j'ai fini en 1998, l'an 2000, on a repris avec le MCB unifié, on a la célébration de 20 avril 2000 avec le MCB commission, nous et MCB coordination avec Ali ouldelhadi amazigh, MCB rassemblement avec Ferhat M'heni et Djamel rejoint le FFS.

En 2001, les évènements durs, j'ai eu un DEUA en urbanisme à l'université Ibn Sinna à M'sila, ma premier expérience politique été avec la création du MDC (mouvement pour la démocratie et la citoyenneté) en 1996 avec Saïd Khalil, Tarik Mira, Ali Brahmi, les anciens précédent FFS qui n'a pas marché, le MDC, quand je suis parti en service militaire, l'autre parti RCD (Saïd khelil, Ali Brahimi, Salah Boukrif, Tarik Mira) comme député RCD, à Bejaia il y'a ceux qui ont étaient à l'APW (Hmimi, Arezki, Mohamed Kherbach, Achour Messaoudi, Salah) à l'APW d'Alger et Ali Brahimi à Bouira.

Annexe n° 02 :

COMITE DES CITOYENS D'AKBOU

Communiqué et appel

Le C.C.A appelle toute la population à soutenir massivement la marche lancée par les ÂARCHS pour le 1^{er} novembre 2001 à Ighil Imoula ce lieu hautement symbolique où a été tiré pour la première fois la déclaration de déclanchement de la guerre de libération nationale

Par ailleurs, le C.C.A a programmé des festivités locales pour la commémoration du premier novembre 1954 .

Programme :

- Le 31 octobre veillée de nuit.
- Allumer les bougies à travers toutes les rues et quartiers d'Akbou ainsi que la place du Colonel Amirouche où seront diffusé des chants de Matoub Lounes et Zerrouk Allaoua
- Pour la journée du premier novembre
- A 9h00 du matin marche pacifique
- Départ de la place d'Akbou en direction du cimetière des martyrs pour déposer une gerbe de fleurs afin de se recueillir à la mémoire des martyrs de 1954 et des martyrs du printemps noir 2001
- A 11h00 place d'Akbou, exposition photos
- A 17h00 projection vidéo qui retracent les tragiques évènements du printemps noir.

N.B : Le C.C.A est une association socio-culturelle, et un mouvement populaire, nous n'avons aucune plate forme que celle d'El-Kseur dont nous soutenons pour le meilleur et pour le pire et nous soutiendrons toute les actions lancée par les ÂARCHS jusqu'à satisfactions totale de la plate forme d'EL-Kseur.

GLOIRE AUX MARTYRS DE LA LIBERTE ET DE LA
DEMOCRATIE

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINU

Fait à Akbou le 23/10/2001

LE C.C.A



Annexe n° 03 :

Justice, de la liberté et de la dignité.

COMITE DE SUIVI ET DE SOLIDARITE D'AKBOU

DECLARATION

Les événements que vit notre région appellent de chacun disponibilité et solidarité. Des hommes ont payé de leur vie pour que triomphent les idéaux communs. D'autres souffrent dans leur âme et leur chair de la furie assassine des forces de répression d'un régime aux abois et en complet déphasage avec les aspirations de la société.

Il est de notre devoir d'observer envers les uns les marques de ferveur dues aux Martyrs de la Cause commune et d'organiser en direction des autres la solidarité la plus agissante.

Il est constitué un Comité de suivi et de solidarité afin d'entretenir et de coordonner le nécessaire effort collectif que recommandent les circonstances.

Des initiatives concrètes doivent être prises autour de trois axes d'action principaux :

- Organisation de la solidarité,
- Travail de mémoire et
- Mobilisation pacifique.

La solidarité doit s'exprimer d'urgence par le soutien moral et l'assistance matérielle et financière aux familles des victimes ainsi que par l'aide pour une meilleure prise en charge médicale des blessés.

Afin que nul n'oublie le sang versé en ce *Printemps noir*, pour que le Crime ne reste pas impuni, il est du devoir de tous de faire éclater la vérité par toute forme de témoignage sur le caractère sauvage et haineux de cette répression qui s'abat sur notre région. Nul n'a plus le droit d'avoir peur.

Se punir ne trompe ni il accepte sur l'effacement de la vérité

Pour que le sacrifice ne soit pas vain, la mobilisation doit se poursuivre. La communion populaire et Tiddukla retrouvée nous rendent forts dans notre détermination à :

- faire aboutir le combat Amazigh dans toutes ses dimensions (identité, langue et culture),
- imposer le départ des brigades de gendarmerie de toutes les communes qui le revendiquent,
- obtenir le statut de martyrs pour les victimes de la répression,
- indemnisation conséquente des familles des victimes,
- l'abandon de toute poursuite judiciaire à l'encontre des manifestants appréhendés, etc.

↓
de Kems et de f.

Akbou, le 7 mai 2001.

Les premiers signataires :

Annexe n° 04

CONSEIL DES COMITES DE SUIVI DE LA SOUMMAM**DECLARATION DE CONSTITUTION**

Les événements que vit notre région appellent de chacun disponibilité et solidarité. Des femmes et des hommes ont payé de leur vie pour que triomphent les idéaux communs. D'autres souffrent dans leur âme et leur chair de la furie assassine des forces de répression d'un régime aux abois et en complet déphasage avec les aspirations de la société.

Il est de notre devoir d'observer envers les uns les marques de ferveur dues aux Martyrs de la Cause commune et d'organiser en direction des autres la solidarité la plus agissante.

Aujourd'hui, vendredi 11 mai 2001, des comités de suivi déjà constitués au niveau de communes de la wilaya de Béjaïa, réunis au Complexe Sportif de Proximité d'Ouzellaguen, décident de se constituer en **Conseil des Comités de Suivi de la Soummam** afin d'entretenir et de coordonner le nécessaire effort collectif que recommandent les circonstances.

Des initiatives concrètes doivent être prises autour de trois axes d'action principaux :

- Organisation de la solidarité,
- Travail de mémoire et
- Mobilisation pacifique.

La solidarité doit s'exprimer d'urgence par le soutien moral et l'assistance matérielle et financière aux familles des victimes ainsi que par l'aide pour une meilleure prise en charge médicale des blessés.

Afin que nul n'oublie le sang versé en ce *Printemps noir*, pour que le Crime ne reste pas impuni, il est du devoir de tous de faire éclater la vérité par toute forme de témoignage sur le caractère sauvage et haineux de cette répression qui s'abat sur notre région. **Désormais, nul n'a plus le droit d'avoir peur.**

Pour que le sacrifice ne soit pas vain, la mobilisation doit se poursuivre. Le pouvoir se trompe s'il compte sur l'essoufflement. La communion populaire et Tiddukla retrouvée nous rendent forts dans notre détermination à :

- faire aboutir le combat Amazigh dans toutes ses dimensions (identité, langue et culture),
- réaliser l'Etat de droit,
- imposer le départ des brigades de gendarmerie,
- obtenir le statut de martyrs pour les victimes de la répression,
- faire indemniser de façon conséquente les blessés et les familles des victimes,
- empêcher toute poursuite judiciaire à l'encontre des manifestants appréhendés.

Ifri-Ouzellaguen, le 11 mai 2001.



REJOIGNEZ LE CONSEIL DES COMITES DE SUIVI DE LA SOUMMAM

Prochaine réunion : vendredi 18 mai 2001 à 10h00 au Centre Culturel d'Akbou.

Ordre du jour : Recueil d'adhésions et élaboration d'un programme d'actions.

Annexe n° 05 :

PLATE FORME DE REVENDICATIONS D'EL KSEURDu 11 juin 2001

Nous, représentants des wilaya de Tizi-Ouzou, Bgayet, Bouira, Boumerdes, Sétif, Bordj Bouarerdj, Alger et le Comité collectif des Universités d'Alger, réunis ce jour 11 juin 2001 à la maison de jeunes Mouloud FERAOUN d'El Kseur (Bgayet), avons adopté la plate forme commune suivante:

1. Pour la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes blessées et familles des martyrs de la répression durant les événements.
2. Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité et des fonctions publiques.
3. Pour un statut de martyr à chaque victime de la dignité durant ces événements et la protection de tous les témoins du drame.
4. Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des CRS.
5. Pour l'annulation des poursuites judiciaires contre tous les manifestants ainsi que l'acquittement de ceux déjà jugés durant ces événements.
6. Arrêt immédiat des expéditions punitives, des intimidations et des provocations contre la population.
7. Dissolution des commissions d'enquêtes initiées par le pouvoir.
8. Satisfaction de la revendication Amazigh dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans conditions et la consécration de Tamazight en tant que Langue Nationale et Officielle.
9. Pour un Etat garantissant tous les droits socio-économiques et toutes les libertés démocratiques.
10. Contre les politiques de sous développement, de paupérisation et de clochardisation du peuple Algérien.
11. La mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'Etat ainsi que les corps de sécurité.
12. Pour un plan d'urgence socio-économique pour toute la région de Kabylie.
13. Contre TAMHEQRANIT(HOGRA) et toute forme d'injustice et d'exclusion.
14. Pour un réaménagement au cas par cas des examens régionaux pour les élèves n'ayant pas pu les passer.
15. Institution d'une allocation chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur de 50% du SNMG.

**NOUS EXIGEONS UNE REPOSE OFFICIELLE, URGENTE ET PUBLIQUE A
CETTE PLATE FORME DE REVENDICATIONS**

ULAC SMAH ULAC

LE COMBAT CONTINUE

Annexe n° 06:

APPEL

Les représentants des wilayates de BGAYET, SETIF, BORDJ-BOUARIRDJ, TIZI-OUZOU, BOUMERDES et la Coordination des Comités Autonomes des Universités d'ALGER, réunis au théâtre KATEB Yacine de TIZI-OUZOU, ce jour le 04 Juin 2001, appellent les Algériennes et les Algériens, épris de justice et de liberté à

UNE MARCHÉ NATIONALE ET PACIFIQUE à ALGER

Le JEUDI 14 JUIN 2001 à 13h

CONTRE : TAMHEQRANIT (HOGRA) dans toutes ses formes, incarnée par le pouvoir mafieux et assassin.

POUR : La totale DIGNITE du peuple Algérien, à commencer par la satisfaction de la revendication de TAMAZIGHT dans toutes ses dimension (Identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique : notamment TAMAZIGHT langue nationale et officielle).

NB/ La MARCHÉ débutera des PINS MARITIMES (FOIRE D'ALGER) vers la PRESIDENCE en passant par la place du 1^{er} MAI.

- Une plate forme de revendication unifiée, à déposer à la présidence, sera élaborée lors de la réunion de coordination inter-wilayate qui aura lieu à BGAYET le Jeudi 07 Juin 2001 à 11h00.
- Nous appelons tous les secteurs d'activités à observer une GREVE GENERALE le même jour JEUDI 14 JUIN 2001.

**NOUS SOMMES EN MARCHÉ
ENSEMBLE NOUS VAINCRONS**

LA COORDINATION INTER-WILAYATE

Annexe n° 08:

APPEL A LA POPULATION

La sérénité et le calme qui ont prévalu lors de la commémoration du 21^{ème} anniversaire du Printemps Berbère ont été brisés par l'assassinat, à Béni-Douala, dans une brigade de la Gendarmerie Nationale, du jeune Massinissa.

Cet assassinat a très vite été relayé par l'arrestation arbitraire, par des gendarmes, de jeunes collégiens à Amizour.

Cette série de provocations, qui rappelle curieusement les événements qui ont suivi l'assassinat de Lounès MATOUB le 25 juin 1998, a généré une dynamique de protestations d'une grande envergure.

Cette mobilisation citoyenne contre l'arbitraire et la hogra risque de prendre une tournure dangereuse en raison du mépris du pouvoir, de la brutalité des services de sécurité et des manipulations tous azimuts.

La situation est d'autant plus inquiétante que de nombreux jeunes ont déjà payé de leur vie la force de leur engagement.

Conscients de la gravité du moment, nous appelons les citoyennes et les citoyens à demeurer vigilants et à poursuivre la mobilisation dans un cadre strictement pacifique pour arracher notre droit au respect et à la dignité.

Akbou, le 26 avril 2001

Un groupe de citoyens
de la daïra d'Akbou

Annexe n° 09:

**Commission de Préparation de la Coordination
des Comités de Villages et de Quartiers de la Daïra d'Akbou
(Communes d'Akbou, de Chellata, d'Ighram et de Tamokra)**

A l'initiative du Comité de Suivi et de Solidarité d'Akbou, devant la gravité des événements qui ont marqué notre région endeuillée par la perte de plus d'une soixantaine de ses enfants, et face au mépris du pouvoir et à l'escalade de la répression dont le bilan des victimes ne cesse de s'alourdir, une réunion élargie aux Comités de Villages et de Quartiers et aux citoyens se reconnaissant dans notre Cause commune s'est tenue le lundi 28 mai 2001 de 17h à 19h au Centre Culturel d'Akbou.

Il a été décidé à l'issue de cette réunion :

- La nécessité de la **création d'une Coordination des Comités de Villages et de Quartiers de la Daïra d'Akbou** afin de coordonner le nécessaire effort collectif que recommandent les circonstances;
- Une réunion se tiendra le Jeudi 31 mai 2001 à 10h au Cinéma d'Akbou en vue de la création de cette coordination et de l'élaboration d'une plate-forme de revendications et d'un plan d'actions ;
- Chaque Comité de Village ou de Quartier sera représenté à cette réunion par trois (03) délégués ;
- Chaque délégation doit comprendre au moins un jeune ;
- Des cellules d'information seront ouvertes au Centre Culturel d'Akbou et Place Colonel Amirouche à Akbou pour recueillir les noms des délégués et pour informer sur l'état d'avancement de la préparation de cette réunion.

JEUDI 31 MAI 2001 A 10H AU CINEMA D'AKBOU

REUNION DES COMITES DE VILLAGES ET DE QUARTIERS
DES COMMUNES DE LA DAIRA D'AKBOU
(Akbou, Chellata, Ighram et Tamokra)



Annexe n° 10 :

Coordination des comités de quartiers et de villages de la Daira d'Akbou

Déclaration

La récente furie meurtrière ordonnée sur notre région a fait de nouvelles victimes devant les quelles nous nous inclinons.

Le pouvoir continue de privilégier une logique d'affrontement au lieu de répondre aux revendications portées pacifiquement par notre mouvement.

En raison des développements que connaît la situation , la coordination des comités de quartiers et de villages d'Akbou recommande à la population de :

- Se mobiliser d'avantage et de déjouer toute tentative de division.
- S'auto organiser dans des comités de vigilance.

Par ailleurs et conformément aux résolutions de la coordination inter wilaya réuni le 22 juin à TIZI OUZOU ,la population est invitée à organiser la mise en quarantaine de la gendarmerie et toute les forces de répression.

En commémoration du 3eme anniversaire de l'assassinat de notre chantré MATOUB LOUNES , il convient d'allumer des bougies les nuits du 24 et 25 juin, diffuser les chansons du REBELLE et d'observé une **grève générale** durant la journée du 25 . Cet anniversaire doit etre aussi un moment de recueillement sur les tombes de toutes les victimes de la répression

Ces moments de grande douleur ne doivent pas donner lieu à des attitudes opportunistes ou à des initiatives aventureuses . les problèmes d'approvisionnement en produits de consommation ne doivent ainsi pas donner lieu à une spéculation inflationniste .

La coordination d'Akbou tient à réaffirmer la nature pacifique du mouvement et a rendre responsable le pouvoir de toute goutte de sang versé .

Contrairement aux affirmations belliqueuses du sieur Yazid ZERHOUNI ministre de la répression , aucune balle n'a été tirée par un quelconque manifestant lors des journées 18,19 et 20 juin qui en vu quatre de nous jeunes tomber sous les balles assassines . le CNS décédé à AKBOU lors de ces événements a été bel et bien abattu par un de ses collègues pour des raisons sur les quelles le département du sieur ZERHOUNI serait bien inspire de se pencher .

AKBOU LE : 23/06/2001

ULAC SMAH ULAC

Annexe n° 11 :

AKBOU CHOUHADA COMMÉMORATION 40^è JOUR

MARDI 31 JUILLET 2001

Commémoration 40^è jour des martyrs Slimane ARREZOUK et Abdennour NEKKALI

- **10h00** : Ouverture de l'exposition photos au stade de Guendouza (exposition non-stop même pendant la soirée).
- **12h30** : Marche : départ à partir du siège de l'APC d'Akbou vers les domiciles des familles ARREZOUK et NEKKALI (Route du stade de Guendouza).
- **14h00** : Recueillement et dépôt de gerbes de fleurs au Cimetière des Chouhada d'Akbou.
- **15h00** : Cortège en direction de Tissighit-Ighil Ouberki (Commune de Chellata).
- **16h00** : Inauguration de la stèle érigée à la mémoire du martyr Slimane ARREZOUK.
- **18h00** : Retour vers Guendouza.
- **19h00** : Veillée aux domiciles des familles ARREZOUK et NEKKALI.

MERCREDI 1^{er} AOÛT 2001

Commémoration 40^è jour du martyr Krimo MESBAH

Voir le programme du Comité du Village Guindouz (Cne d'Aït R'zine)

JEUDI 2 AOÛT 2001

Commémoration 40^è jour du martyr Rachid CHEKKAL

Voir le programme du Comité du Village Tigrine (Cne de Boudjellil)

VENDREDI 3 AOÛT 2001

Commémoration 40^è jour du martyr Karim SIDHOUM

- ❖ 8h30 – 10h30 : Exposition à l'école du village Chellata (Cne de Chellata).
- ❖ 10h30 : Rassemblement à l'école du village Chellata.
- ❖ Marche symbolique vers le lieu où sera érigée une stèle à la mémoire du martyr du Printemps Noir Karim SIDHOUM.
- ❖ Cortège vers Akbou.
- ❖ Recueillement au Cimetière des Chouhada d'Akbou.

Pour que nul n'oublie
les martyrs du Printemps Noir

Annexe n° 12 (1/2) :

COMITÉ DE SUIVI ET DE SOLIDARITÉ D'AKBOU

LE MOUVEMENT CITOYEN EN MARCHÉ

La dernière décennie a été dominée par la montée des forces de la haine et de la régression sur fond de désastre économique, social, éducatif et culturel. La violence, qui est le pire des recours, s'est vite érigée en expression politique dominante, voire en mode de gouvernance. Dans cette situation marquée par l'absence de perspectives politiques, la montée de l'islamisme radical, l'enfermement du régime dans la logique sécuritaire et répressive et la réduction de l'opposition démocratique à un état de survie « normalisé », la rue est devenue le seul lieu d'expression du ras-le-bol de la jeunesse, voire l'enceinte supposée où s'arrachent les véritables décisions politiques.

C'est dans ce contexte que sont nés les émeutes et les affrontements entre, d'une part, des forces de sécurité provocatrices et déchaînées et, d'autre part, de jeunes Algériens, de plus en plus nombreux, mus par une radicalité nouvelle et un mélange de désarroi identitaire et d'amertume sociale. Les événements du Printemps Noir ont permis de clarifier tout à la fois :

- la furie assassine des forces de la Hogra d'un pouvoir arrogant et méprisant qui prend l'exact contre-pied des aspirations populaires ;
- la réalité algérienne ne se réduit pas à un face à face mortifère entre les islamistes et le pouvoir : il existe dans la société algérienne des forces aspirant à la Démocratie, la Liberté, la Dignité et la Modernité ;
- l'affirmation dynamique de la citoyenneté grâce à l'incroyable courage de la jeunesse, à la force de sa détermination et à son attachement viscéral à tout ce qui est de nature à contribuer à la construction d'un Etat de droit, démocratique, social et assumant l'identité de son peuple dont Tamazight est une composante fondamentale ;
- la jonction entre les idéaux de la Révolution (plate-forme du Congrès de la Soummam, 20 août 1956) et les aspirations de la jeunesse du Nouveau Millénaire ;
- et, enfin, les ressources structurantes et organisationnelles dont dispose la société, leurs forces, leurs possibilités ainsi que leurs faiblesses et leurs limites actuelles.

Le Comité de Suivi et de Solidarité d'Akbou et les autres structures nées dans la tourmente des émeutes (comités de quartiers et de villages, coordinations communales, inter-communales, aarchs, etc.) devaient susciter la solidarité sociale, l'activation de la mémoire et la mobilisation pacifique. Leurs animateurs se sont impliqués dignement et loyalement afin d'entreprendre l'effort nécessaire que recommandent les circonstances et d'aider la population à s'organiser pour le mieux. Ces structures ne devaient en aucun cas ni se laisser tenter par les sirènes du monolithisme ni menacer la pluralité ou les acquis citoyens des luttes populaires antérieures. Au contraire, elles devaient constituer un forum sagace et perspicace du libre débat et de formulation des aspirations citoyennes les plus porteuses, exprimées au prix consenti de tous les traumatismes et du sacrifice suprême même.

Réprimer ou mépriser ces cadres d'organisation et d'expression d'urgence ou les percevoir comme un enjeu ou une menace pour la cohésion sociale, l'existence de l'Etat, des partis, des syndicats ou d'autres cadres organisés, c'est participer à la marginalisation de la population et dénier à celle-ci toute capacité autonome à s'organiser et à s'exprimer quand de besoin. La marche Akbou – Aouzellaguen du 20 août 2001 prouve, avec éclat, pourtant, la force du mouvement citoyen porté par une communion populaire réelle et vivace à même de briser le mur du sectarisme que tentent d'ériger les squatters et les torpilleurs de tout acabit.

Le régime politique ne peut changer que par une mobilisation permanente et active de la société entière, laquelle mobilisation ne peut que tendre à l'exercice de la citoyenneté dont la revendication est, désormais, solidement ancrée dans les têtes et a insufflé un élan irréversible. Cette mobilisation passe nécessairement par la mise à jour des structures

Annexe n° 12 (2/2) :

modernes d'encadrement, leur dynamisation optimale et l'esquisse d'un mouvement social d'ensemble, pacifique et actif, mais organisé et efficace. Ceci implique inmanquablement l'exercice et la protection quotidiens de tous les droits et la lutte sans relâche contre le fait du prince. Ce sont, entre autres, ces objectifs que doivent prendre indéfectiblement en charge partis politiques, syndicats, associations, organisations de droits de l'Homme, etc.

La consolidation des forces démocratiques, qui passe nécessairement par la présence et le redéploiement, dans le respect de leurs champs d'action respectifs, des partis démocratiques, des syndicats et de la société civile autonomes, permettra à notre pays de sortir de l'engrenage traumatique des violences, du deuil et du désespoir. Les initiatives que la sagesse et l'intelligence finiront bien par faire prendre aux uns et aux autres pourront déterminer le cadre dans lequel notre nation évoluera pendant ce nouveau siècle.

Le Comité de Suivi et de Solidarité d'Akbou n'ayant plus de raison majeure d'être maintenant que le mouvement citoyen du Printemps Noir s'est doté d'organisations plus adéquates, ses animateurs - tout en demeurant partie prenante de celui-ci et en réaffirmant leur fidélité à la mémoire des femmes et des hommes qui ont payé de leur vie pour que triomphent les idéaux communs de la Révolution et du Printemps Noir - ont décidé de rejoindre leurs structures d'origine pour continuer à œuvrer au seul service de l'émancipation de la société.

Akbou, le 22 août 2001


Salma Boukir

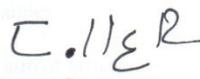

A. Belache

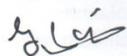

T. HAFIADACHE

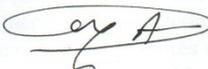

A. AMRICHTE


M. BECHROUNE


F. Boukir


C. ILLER
B. PALEK


M. JAGUI


A. Hamouch


D. Benseba


S. SALHI


N. Nait Slimane


GAZEN Tounsi


Saadi .L

